



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/G/39
22 avril 2005

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante et unième session
Point 9 de l'ordre du jour

**QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE
SE PRODUISE DANS LE MONDE**

**Note verbale datée du 18 avril 2005, adressée au Haut-Commissariat
des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente
de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies à Genève**

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales ayant leur siège en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (secrétariat de la Commission des droits de l'homme) et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint, en anglais, en espagnol et en français, le texte du document intitulé «Cuba et les droits de l'homme» (première partie)*.

La Mission permanente de Cuba demande par la présente note que le texte du document soit distribué en tant que document officiel de la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, au titre du point 9 de son ordre du jour. Elle demande en outre qu'il soit porté à la connaissance de tous les mécanismes et détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et rendu public sur le site Web que le Haut-Commissariat a créé pour la soixante et unième session de la Commission.

* L'annexe est reproduite telle qu'elle a été reçue, en anglais, en espagnol et en français seulement.

Annexe

CUBA ET LES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE PARTIE

**LA RECRUDESCENCE DE LA POLITIQUE D'HOSTILITÉ
ET D'AGRESSION SUIVIE CONTRE LE PEUPLE CUBAIN
PAR L'ADMINISTRATION BUSH CONSTITUE UNE
GRAVE MENACE À SES DROITS DE L'HOMME**

TABLE DES MATIÈRES

<i>TABLE DES MATIÈRES COMPLÈTE</i>	<i>4</i>
<i>CHAPITRE 1: L'HOSTILITÉ ET LES AGRESSIONS DE L'ADMINISTRATION BUSH ATTEIGNENT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT ALORS QUE CUBA ET LES USA NE SONT PAS OUVERTEMENT EN GUERRE</i>	<i>6</i>
<i>CHAPITRE 2: UN NOUVEAU PROGRAMME IMPÉRIALISTE EN VUE DE DOMINER LA NATION CUBAINE ET DE LA RECOLONISER</i>	<i>41</i>
<i>CHAPITRE 3: Y AURAIT-IL DE « BONS » TERRORISTES ET DE « MAUVAIS » TERRORISTES ?</i>	<i>50</i>
<i>CHAPITRE 4: LES DROITS HUMAINS DE CINQ JEUNES COMBATTANTS ANTITERRORISTES CUBAINS, INJUSTEMENT INCARCÉRÉS AUX USA, ET CEUX DE LEUR FAMILLES SONT GROSSIÈREMENT VIOLÉS POUR D'INFÂMES MOTIVATIONS POLITIQUES</i>	<i>60</i>
<i>CHAPITRE 5: LES USA NE CESSENT DE TOUJOURS PLUS RECRUTER, FINANCER ET UTILISER DES MERCENAIRES EN VUE DE MINER L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE CUBAIN</i>	<i>81</i>
<i>CHAPITRE 6: L'AGRESSION RADIOÉLECTRONIQUE DES USA CONTRE CUBA</i>	<i>96</i>

TABLE DES MATIÈRES COMPLÈTE

PREMIÈRE PARTIE .- LA RECRUESCENCE DE LA POLITIQUE D'HOSTILITÉ ET D'AGRESSION SUIVIE CONTRE LE PEUPLE CUBAIN PAR L'ADMINISTRATION BUSH CONSTITUE UNE GRAVE MENACE À SES DROITS DE L'HOMME

Chapitre premier : L'hostilité et les agressions de l'administration Bush atteignent des niveaux sans précédent alors que Cuba et les USA ne sont pas ouvertement en guerre

Chapitre 2: Un nouveau programme impérialiste en vue de dominer la nation cubaine et la récoloniser.

Chapitre 3 : Y aurait-il de « bons » et de « mauvais » terroristes ?

Chapitre 4 : Les droits humains de cinq jeunes combattants antiterroristes cubains, injustement incarcérés aux USA, et ceux de leur familles sont grossièrement violés pour d'infâmes motivations politiques.

Chapitre 5: Les USA ne cessent de recruter, de financer et d'utiliser toujours plus des mercenaires en vue de miner l'autodétermination du peuple cubain

Chapitre 6 : L'agression radioélectronique des USA contre Cuba

DEUXIÈME PARTIE .- LA MANŒUVRE ANTICUBAINE DES ETATS-UNIS EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME : FABRIQUER DE TOUTES PIÈCES UN PRÉTEXTE MENSONGER POUR POUVOIR POURSUIVRE LEUR POLITIQUE D'HOSTILITÉ, DE BLOCUS ET D'AGRESSION CONTRE LE PEUPLE CUBAIN

Chapitre 1. Bien que les peuples et de nombreux gouvernements du monde s'y opposent, les Etats-Unis s'entêtent à manipuler les travaux de la Commission des droits de l'homme dans le cadre de leur politique anticubaine

Chapitre 2. Les mécanismes intergouvernementaux des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ont été séquestrés par les Etats-Unis et leurs proches alliés et convertis en instruments de pression pour imposer leur politique de domination mondiale

Chapitre 3. Malgré l'injuste manœuvre anticubaine que les Etats-Unis imposent à la CDH, Cuba continue de respecter son engagement de coopération avec tous les mécanismes non discriminatoires en matière de droits de l'homme

TROISIÈME PARTIE .- CUBA FAIT FACE AUX DIFFICULTÉS ET AUX DÉFIS QU'ON LUI IMPOSE DE L'EXTÉRIEUR ET CONTINUE DE METTRE EN PLACE UNE SOCIÉTÉ PLUS DÉMOCRATIQUE, PLUS JUSTE, PLUS PARTICIPATIVE, PLUS ÉQUITABLE ET PLUS SOLIDAIRE

Chapitre 1 : Le système démocratique mis en place par le peuple cubain en toute souveraineté

Chapitre 2 : Les garanties qu'offre la législation nationale en matière de droits civils et politiques

Chapitre 3 : Une année féconde en réalisations, malgré les difficultés et les défis à relever

Chapitre 4 : L'éducation, une révolution dans la Révolution. L'éducation, la culture et le sport au service de tous les Cubains

Chapitre 5 : Un système de santé toujours plus efficace et plus proche, et mieux adapté aux besoins de chacun

Chapitre 6 : Convertir les prisons en de vrais centres de redressement et d'amélioration de la personne

Chapitre 7 : Le plein-emploi. L'assistance et la sécurité sociales garantis à tous

QUATRIÈME PARTIE.- LE BLOCUS APPLIQUÉ PAR LES USA, VIOLATION MASSIVE ET SYSTÉMATIQUE DES DROITS HUMAINS DU PEUPLE CUBAIN

Chapitre 1 : Nouvelles actions aggravant le blocus économique, commercial et financier génocide imposé au peuple cubain

Chapitre 2 : La manipulation politique des relations migratoires bilatérales par les différentes administrations étasuniennes. Le président Bush s'en prend aux familles cubaines et prohibe la poursuite des maigres échanges savant, culturels et éducationnels entre les peuples étasunien et cubain

CINQUIÈME PARTIE.- GUANTÁNAMO, UN « TROU NOIR » MORAL ET JURIDIQUE

Chapitre 1 : Un vrai "trou noir" moral et juridique sur le territoire occupé illégalement à Guantánamo par la base navale des Etats-Unis

CHAPITRE 1: L'HOSTILITÉ ET LES AGRESSIONS DE L'ADMINISTRATION BUSH ATTEignent DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT ALORS QUE CUBA ET LES USA NE SONT PAS OUVERTEMENT EN GUERRE

Les menaces, les déclarations et les actions agressives des différentes administrations nord-américaines contre Cuba, en vue d'en détruire la Révolution entreprise par le peuple cubain, ont été une constante durant ces quarante-cinq ans.

L'hostilité malade des USA vis-à-vis de Cuba revêt une nature tout à fait *sui generis* et unique en son genre. Jamais aucun gouvernement au monde n'a utilisé en politique extérieure une telle panoplie de mesures agressives dans les domaines politique, économique, culturel, diplomatique, militaire, psychologique et idéologique. Aucun gouvernement au monde n'a suivi aussi longtemps contre un autre une politique de coercition et d'hostilité. L'aversion des milieux impérialistes aux USA vis-à-vis de la Révolution cubaine dépasse largement le cadre historique de la Guerre froide.

Les actions et les déclarations de l'administration Bush ces quatre dernières années ratifient que son objectif est de liquider les profondes transformations révolutionnaires engagées par le peuple cubain depuis 1959 et ce par tous les moyens, militaires y compris.

L'euphémisme « promouvoir la transition à la démocratie et le respect des droits de l'homme », qui camoufle les motivations impérialistes des USA, se double ces dernières années d'une vision d'urgence constamment martelée par de hauts fonctionnaires de Washington dans leurs déclarations : autrement dit, la « transition » à Cuba – donc le « changement de régime » selon le vocabulaire à la mode doit se faire au plus vite. Et ce facteur temporel permet de mieux évaluer les plans de l'administration Bush contre Cuba.

En fait, le « changement de régime » a toujours été l'axe de la politique des USA par rapport à Cuba, la différence – depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 – étant que cette politique s'exécutait avant d'une manière secrète par des agressions tous azimuts, mais sans délai. Or, au vu et au su de l'opinion publique internationale, l'administration Bush vient de structurer sans la moindre pudeur un plan unique intégrant tous les programmes et toutes les actions contre Cuba.

L'Empire proclame impudemment son « droit » à changer à sa guise les gouvernements et les systèmes politique en place, recourant pour cela à des prétextes qui varient en fonction de ses intérêts hégémoniques, depuis la lutte contre le terrorisme et le combat contre la prolifération des armes d'extermination de masse jusqu'à la toute récente cantilène de la nécessité de « mettre fin aux tyrannies ».

Roger Noriega, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, a indiqué : « Le président Bush s'est engagé à voir la fin du régime castriste... et nous allons rapidement et inexorablement vers ce but ».

En 2004, Bush en personne et d'autres fonctionnaires de son administration a durci encore plus leur rhétorique anticubaine, faisant un parallèle tendancieux et dangereux avec les prétendus objectifs de « libération » de l'agression contre l'Afghanistan et l'Irak. Adoptant les recommandations de ladite Commission d'aide à Cuba libre, le président Bush déclarait :

*« (...)le peuple cubain doit être libéré de la tyrannie. Nous croyons que l'avenir de Cuba est un avenir de liberté. Il est de l'intérêt de notre pays que Cuba soit libre. Il est de l'intérêt de la région que Cuba soit libre. Bien mieux, et c'est encore plus important, il est de l'intérêt du peuple cubain qu'il soit libre (...) ».*¹

¹ Allocution du président George W. Bush du 6 mai 2004, quand il a entériné le Rapport de la Commission d'aide à une Cuba libre. Reprise par Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires interaméricaines, le 9 octobre 2004 à Miami, devant l'Association des vétérans cubano-américains. Bureau du programme d'informations internationales du département d'Etat des Etats-Unis, 14 octobre 2004 (<http://www.uninfo.state.gov/espanol>).

La rhétorique hypocrite et cynique au sujet de la « liberté » a été l'axe des nombreuses déclarations de Bush et de hauts fonctionnaires du département d'Etat, et des meneurs les plus rageurs de la mafia anticubaine terroriste de Miami au sujet de Cuba.

Libérer le peuple cubain de qui ? Le peuple cubain s'est bel et bien libéré en 1959 de la sanglante tyrannie de l'américanophile Fulgencio Batista, du contrôle néo-colonial que les autorités de Washington et les transnationales étasuniennes, propriétaires des principales richesses et du patrimoine cubain, exerçaient sur l'île, ainsi que de la présence et de l'influence des mafias nord-américaines. La Révolution a libéré, préservé et renforcé la nation cubaine. Le peuple cubain a brisé le joug du racisme institutionnel, de la discrimination de la femme, du népotisme et de la corruption politiques, des assassinats et des disparitions politiques, de l'analphabétisme, du chômage chronique, de l'insalubrité, de la faim et de la misère. De la seule chose dont le peuple cubain a encore à se libérer, c'est du blocus et de l'hostilité des USA, de leurs agressions, de leurs visées, de leurs plans de lui réimposer leur domination, du sous-développement hérité du colonialisme et du néo-colonialisme, ainsi que d'un ordre économique international injuste qui limite ses possibilités de développement.

La possibilité d'une agression militaire de la part des Etats-Unis est donc aujourd'hui aussi réelle qu'à l'époque de l'invasion mercenaire de Playa Girón (baie des Cochons). Il suffirait d'analyser à cet égard l'aggravation et la recrudescence des actions agressives tous azimuts des USA contre Cuba, en particulier les déclarations menaçantes réalisées tant à Washington qu'à Miami, tout ceci dans le cadre d'une agressivité à l'échelle mondiale sans précédent des secteurs de pouvoir aux Etats-Unis.

Le caractère impérialiste des conceptions et des approches composant la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis qui a été révélée officiellement le 17 septembre 2002 ne laisse guère de place au doute. Les éléments clefs en sont :

1. L'attaque préventive, au nom de laquelle ils auraient le droit d'intervenir unilatéralement, d'une manière rapide et décisive, contre tout pays qu'ils considèrent une menace potentielle à leur sécurité.
2. Le changement de régime, une pratique destinée à renverser les gouvernements qui ne sont pas de leur goût et à imposer au nom de la « démocratie » et des « droits de l'homme » des régimes chargés de garantir les intérêts de la puissance occupante.

Cette nouvelle Stratégie de sécurité nationale signale sans détours que « tout en s'efforçant constamment de chercher le soutien de la communauté internationale, le pays n'hésitera pas à agir seul, si besoin était, pour exercer son droit à l'autodéfense par une action préventive ».

Autrement dit, les Etats-Unis recourent aux Nations Unies et à d'autres instances du système international uniquement quand ceux-ci leur seront utiles pour soutenir leur projet de domination hégémonique à l'échelle planétaire, ce qui est là afficher tout leur mépris pour le multilatéralisme.

Le concept d' « attaque préventive » n'est pas nouveau, mais c'est la première fois qu'il est élevé au rang de principe doctrinaire dans la stratégie de sécurité nationale de la seule superpuissance.

Dans son discours du 1^{er} juin 2002 à l'académie militaire de West Point, le président Bush a affirmé publiquement sa détermination de subordonner tous les pays du monde à la volonté de son gouvernement quand il s'est exclamé : « Chaque nation, où qu'elle soit, doit prendre maintenant une décision : soit elle est avec nous soit elle est avec le terrorisme. »

En allouant un budget de plus de 400 milliards de dollars au département de la Défense et en nommant plusieurs faucons de la droite néo-conservatrice aux postes les plus importants des départements d'Etat, de la Défense et de la Justice, dont un expert en opérations clandestines à la tête de la Central Intelligence Agency (CIA), l'administration Bush semble avoir engagé une nouvelle escalade dans sa politique de guerre préventive et dans sa volonté de consolider son hégémonie mondiale par le recours à la force ou à la menace de la force.

La décision inébranlable du peuple cubain d'exercer en plénitude son droit à l'autodétermination constitue un écueil évident pour les plans impériaux de domination politique, économique et militaire des cercles de pouvoir étasuniens, non par la grandeur économique ou militaire de Cuba, mais par le défi politique et moral que représente cette attitude d'un petit pays dans l' « arrière-cour » traditionnelle des Etats-Unis, et par l'alternative prometteuse que son projet de justice sociale et d'équité représente pour des millions de personnes dans le monde.

Voilà pourquoi de nombreux documents produits dernièrement en matière de sécurité nationale présentent de nouveau Cuba comme une « menace ».

La thèse de la prétendue « menace » que Cuba représenterait pour la sécurité des Etats-Unis a été fabriquée de toutes pièces à partir de prétextes que différents hauts fonctionnaires de l'administration Bush ne cessent de présenter dans leurs interventions, entre autres les prétendus liens de Cuba avec le terrorisme et le narcotrafic ; l'existence de programmes cubains visant à « la mise au point d'armes biologiques d'extermination massive » ; l'éventualité d'un exode massif vers la Floride. Or, le gouvernement cubain a démenti et désarticulé publiquement chacune de ces allégations par des preuves absolument irréfutables.

L'inconsistance des accusations selon laquelle Cuba serait une menace à la sécurité nationale des USA saute aux yeux. Un seul exemple. Le secrétaire d'Etat Colin Powell, conversant avec des journalistes dans l'avion qui le conduisait au Brésil, affirmait début octobre 2004 :

...je ne vois pas tout à travers la lorgnette Fidel Castro. C'est un problème du peuple cubain. je ne le vois pas comme un problème pour le reste du continent... Voilà quinze ans, oui, Castro était une menace...²

Deux jours plus tard, devant les réactions irritées de la mafia anticubaine de Miami, Powell dut se contredire et affirmer que Fidel Castro « n'a jamais cessé d'être un problème pour l'Amérique latine et que la région se sentira mieux quand il ne sera plus là ». Et d'ajouter que ce qu'il avait voulu dire avant, c'était que « Cuba ne représentait pas la même menace régionale que lorsque Castro bénéficiait du soutien militaire et politique de l'Union soviétique³ ».

Comme le signalait à juste titre le fameux cinéaste nord-américain Oliver Stone lors d'une conférence de presse au Festival de San Sebastián (Espagne) en septembre 2004 : « La droite est partout pareille... C'est comme une pieuvre dont les tentacules saisissent tout. Elle contrôle l'Internet, les radios et les télévisions, les journaux. Et, surtout, elle est parfaitement organisée. Elle maîtrise l'art de la publicité négative et de détruire l'image de ceux qu'elle considère ses ennemis. Dès qu'elle voit quelque chose qui n'a pas l'heur de lui plaire, elle te discrédite par une campagne de courriels, de commentaires et d'articles. Aux USA, on pratique la censure... Mon film sur Castro, Comandante, leur [aux anticastristes] a paru odieux et ils l'ont abattue dès avant sa naissance. Tout simplement, il leur a fait peur... »⁴

On trouvera ci-après, par ordre chronologique, quelques exemples de cette escalade agressive de l'administration Bush contre Cuba, ces deux dernières années :

2003

Cette année-là, la politique d'hostilité des USA se renforce dans tous les domaines : l'administration Bush conduit une escalade d'actions toujours plus agressives et provocatrices.

² « ¿Es Fidel Castro un problema sólo de Cuba? », dépêche de DPA, 7 octobre 2004 (IBLNEWS).

³ « Powell rectificó y dice que Cuba es aún amenaza en el hemisferio », dépêche de DPA, 9 octobre 2004, en Union.Radio.Net.Venezuela.

⁴ Déclaration d'Oliver Stone, citée par Salim Lamrani, *Guerra de propaganda contra Cuba : La Cumbre de Praga*, in www.rebellion.org, 7 octobre 2004.

- ***Augmentation des violations des accords migratoires entre les deux pays ; encouragement, tolérance et impunité accrues pour l'émigration illégale***

Du 19 mars au 10 avril 2003, deux avions de passagers cubains sont détournés aux USA, les pirates utilisant la même méthode que celle qui fut employée pour détourner et écraser les avions contre les tours jumelles de New York. Or, les autorités nord-américains mettent les deux appareils sous séquestre et refusent d'extrader les pirates. Rappelons que les USA mènent censément leur guerre contre le terrorisme !

Les autorités cubaines découvrent et désamorcent durant cette période vingt-neuf plans de détournement d'avions et de bateaux par la force, les auteurs étant des délinquants et des personnes au casier judiciaire bien rempli, auxquels les USA ont refusé un visa pour rendre visite à leurs famille dans ce pays ou pour y émigrer définitivement par les voies légales.

À l'inverse, Cuba a rempli strictement ses obligations dans la lutte contre le terrorisme et le piratage aérien. Ainsi, de 1968 à 1984, on a dénombré soixante et onze détournements d'avions des USA vers Cuba : 69 responsables furent punis et condamnés, la plupart rentrant dans leur pays une fois purgée leur peine. Cette attitude conséquente a permis d'extirper à la racine cette modalité de piratage depuis les USA vers Cuba. Il faut même signaler qu'après avoir mis en garde à plusieurs reprises qu'elles agiraient de la sorte, les autorités cubaines ont, le 18 septembre 1980, extradé deux pirates de l'air. (Cf. **Déclaration du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 2 mai 2003.**)

- ***Nouvelles mesures de harcèlement contre la Section des intérêts de Cuba à Washington et contre la Mission devant les Nations Unies (New York)***

En treize mois seulement (décembre 2002-janvier 2004), les autorités nord-américaines ont expulsé arbitrairement dix-neuf diplomates cubains de Washington et de New York, dont plusieurs membres du personnel consulaire de la capitale, sous prétexte d'activités non autorisées considérées nocives aux intérêts des USA, allant jusqu'à parler d' « activités en rapport avec le trafic de drogues ». Le gouvernement cubain ayant démenti catégoriquement ces accusations sans fondements et les ayant sommées de présenter des preuves, les autorités étasuniennes ont été incapables d'en fournir une seule. (Cf. **Déclaration de Rafael Daussá, directeur d'Amérique du Nord au ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 7 janvier 2004.**)

- ***Accroissement notable des provocations et des activités subversives de la SINA à La Havane en vue de déclencher une crise qui justifierait une agression militaire contre Cuba***

Le chef de la Section des intérêts nord-américains à La Havane, James Cason, a, dès avant même son arrivée dans notre pays, intensifié les provocations ouvertes et son ingérence en vue de favoriser, d'organiser, de financer et de stimuler les activités subversives d'organisations mercenaires au service des intérêts de domination de la superpuissance. Les fonctionnaires de cette section diplomatique, parmi lesquels on relève un grand nombre de fonctionnaires des services de renseignements, ont recouru plus que jamais aux voyages visant censément à vérifier la situation des émigrants illégaux renvoyés à Cuba pour réaliser des opérations subversives sur tout le territoire national. Par ailleurs, les bâtiments de la SINA et même la résidence privée de son chef ont été transformés en centres d'entraînement et d'instructions dans le cadre de la conspiration subversive.

- ***Accroissement notable des ressources financières destinées à la subversion***

Les autorités nord-américaines ont accru notablement les fonds publics et secrets destinés à financer les organisations mercenaires qu'elles ont organisées à Cuba.

Les fonds alloués dans ce but à travers l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (US/AID) ont été augmentés. De 1997 à la fin de l'exercice budgétaire 2003, cette agence a destiné plus de 27 millions de dollars à la mise en œuvre de la section 109 de la Loi Helms-Burton, et a fait parvenir à Cuba plus d'un million d'exemplaires d'imprimés subversifs incitant au renversement de l'ordre constitutionnel, plus de 7 000 appareils de radio conçus pour recevoir les ondes des radios subversives des USA. Les législateurs anticubains ont fait adopter cette année-là par le Congrès

15 millions de dollars annuels pour financer la contre-révolution, ce qui représente 10 millions de plus par an par rapport à 2002.

- **Aggravation des restrictions imposées aux Nord-Américains souhaitant se rendre à Cuba**

Plus de 1 126 Nord-Américains ont reçu des lettres d'avertissement de l'*Office of Foreign Assets* (Office de contrôle des actifs étrangers, OFAC), rattaché au département du Trésor, soit deux fois plus que toutes celles envoyées durant le dernier mandat quadriennal de Clinton. Ces notifications constituent le préliminaire d'actions légales contre les Nord-Américains ayant violé les réglementations du département du Trésor concernant les voyages à Cuba, ces actions pouvant aboutir à des amendes de plusieurs milliers de dollars, voire à la privation de liberté. Suivant des instructions de la Maison-Blanche, le nouveau département de Sécurité interne a mis ses ressources en matière de renseignements à la traque de ceux qui voyagent illégalement à Cuba.

- **Interdiction des échanges dits « people to people »**

Le 24 mars 2003, l'administration nord-américaine a éliminé les rares autorisations délivrées à ce jour pour des échanges éducationnels, universitaires et culturels *people to people*. Elle a accru par ailleurs le refus de visas à des artistes, intellectuels, universitaires et scientifiques cubains invités à des réunions aux USA.

- **Intensification des émissions subversives de radio et de télévision**

Le 20 mai 2003, la radio créée par le gouvernement des Etats-Unis pour fomenter la subversion à Cuba a utilisé quatre nouvelles fréquences, provoquant des interférences et des parasites à la radio cubaine. Ce même jour, un avion C-130 des forces de l'air nord-américaines a transmis les signaux de la télévision subversive créée par le gouvernement de 18 h à 20 h, utilisant des canaux et des systèmes assignés légalement aux chaînes de télévision cubaines par l'Union internationale des télécommunications (UIT).

À partir de septembre 2003, ces transmissions radio et TV illégales sont passées par des satellites et se montent à 2 220 heures par semaine. Les émetteurs anticubains, tant publics que privés, diffusent des informations absolument fausses et des messages incitant à la subversion, à l'émigration illégale, tentant de déclencher artificiellement une situation de crise qui servirait à justifier une agression militaire contre Cuba.

- **Le département d'Etat a inclus Cuba dans tous ses rapports où il condamne les gouvernements « agissant mal »**

Le 30 avril 2003, l'administration nord-américaine a présenté un rapport annuel intitulé « *Patterns of global terrorism* » où Cuba apparaît de nouveau sur la liste des Etats censés soutenir le terrorisme à l'échelle internationale. La liste comprenait sept pays : l'Irak, l'Iran, la Syrie, le Soudan, la Libye, la RPD de Corée et Cuba, ce qui coïncide « par hasard » avec des pays qui représentent un sérieux écueil aux plans de domination hégémonique des Etats-Unis.

- **Harcèlement, tortures et mauvais traitements accrus contre les cinq militants antiterroristes cubains condamnés injustement aux USA, ainsi que contre leurs familles**

L'administration nord-américaine a appliqué des mesures de punition arbitraires contre cinq jeunes Cubains condamnés injustement pour avoir cherché aux USA des informations qui permettraient protéger le peuple cubain des actions terroristes perpétrées par des organisations basées à Miami. Des agences fédérales ont continué de saboter les démarches d'appel, ont renforcé les obstacles aux visites consulaires et aux contacts avec les familles, ont retardé sans raison la délivrance de visa aux proches de ces cinq militants antiterroristes et ont refusé l'entrée aux USA, à des fins de visite, aux femmes de Gerardo Hernández et de René González, ainsi qu'à la petite fille de ce dernier.

- **Intensification des campagnes visant à condamner Cuba dans des organismes multilatéraux et à internationaliser la politique d'hostilité contre elle**

L'administration nord-américaine s'est employée à fond, recourant à toutes sortes de pressions et de conditions, à faire condamner Cuba à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et à l'Organisation des Etats américains, en vain dans les deux cas.

De même, recourant aux services de son laquais fidèle et inconditionnel au sein de l'Union européenne, Aznar, alors président du gouvernement espagnol, elle a obtenu que celle-ci se soumette totalement à sa politique contre Cuba, la convertissant en complice de sa politique impérialiste et de son hostilité contre le peuple cubain.

- Renforcement sensible de la campagne d'intoxication anticubaine aux USA

Des porte-parole de l'administration ont fait de nombreuses déclarations dangereusement agressives, utilisant comme prétexte les justes peines prononcées contre les mercenaires à la solde des USA et soutenant leur politique hostile.

- Interdiction d'une nouvelle Foire de denrées alimentaires et de produits agricoles des USA

Deux Foires de denrées alimentaires et de produits agricoles de sociétés privées nord-américaines s'étaient déroulées avec succès à La Havane en 2002 et en 2003. L'administration Bush en a interdit une troisième.

- Création de la Commission présidentielle d'aide à Cuba libre, présidée par Colin Powell, le secrétaire d'Etat, et Melquíades Martínez, secrétaire au Logement

Le 10 octobre 2003, Bush fils a annoncé, dans un discours bourré de menaces contre Cuba, de nouvelles actions punitives, dont la création d'une Commission présidentielle pour contribuer à une Cuba libre, qui est présidée par Colin Powell, secrétaire d'Etat, et par Melquíades Martínez, secrétaire au Logement, parfait représentant de la mafia cubano-américaine de Miami dans l'administration, et chargée de conseiller le président et de lui présenter des propositions en vue de renforcer le blocus, d'accroître la subversion et la politique d'agressions, l'objectif final étant la liquidation de la Révolution cubaine. **(Cf. la déclaration du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 13 octobre 2003.)**

- Opposition accrue à toute tentative du Congrès de modifier la politique envers Cuba

De hauts fonctionnaires de l'administration Bush liés à la politique anticubaine ont maintes fois annoncé l'intention de la Maison-Blanche de mettre son veto à tout projet de loi qui viserait à assouplir, même partiellement, les mesures de blocus contre Cuba.

Ainsi, le 12 novembre 2003, devant cette menace permanente, et pour éviter qu'en pleine année électorale, le président ne soit contraint d'exercer son droit de veto face à un projet de loi bénéficiant du soutien des deux partis, la commission de conférence bicamérale du Congrès, qui examinait le projet de loi concernant les assignations budgétaires aux départements du Trésor et du Transport, en a, d'une manière antidémocratique et en violation des normes et procédures, éliminé un amendement qui prônait un allègement des restrictions frappant les voyages de Nord-Américains à Cuba. Elimination opérée malgré que la Chambre des représentants et le Sénat aient voté cet amendement à une confortable majorité. **(Cf. la déclaration du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 13 novembre 2003.)**

- Déclarations toujours plus agressives et menaçantes de fonctionnaires de l'administration

Signalons à titre d'exemples :

- Le 10 avril 2003, Hans Hertel, ambassadeur nord-américain en République dominicaine et ami proche de Bush, déclarait : « Ce qui se passe en Irak est bon signe et est un bon exemple pour Cuba » et d'ajouter que la guerre contre l'Irak marquait le début d'une croisade libératrice pour « démocratiser » tous les pays du monde.

- Le lendemain, 11 avril 2003, le gouverneur de la Floride, frère du président, Jeb Bush, affirmait : « Après le succès de la guerre en Irak, les Etats-Unis doivent se tourner vers le voisinage et recourir à leur pouvoir pour exercer des pressions sur la communauté internationale afin de lui faire comprendre que le régime cubain ne peut continuer. »
- Le 13 avril 2003, Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, répondit comme suit à une question de savoir si l'agression contre Cuba serait envisagée à un moment ou un autre : « Nous espérons qu'ils auront la liberté et qu'ils auront l'occasion de dire ce qu'ils veulent et pratiquer la liberté de culte et la liberté d'expression et la liberté de réunion », tout en n'écartant pas une agression militaire.
- En avril 2003, des fonctionnaires de l'administration menacèrent hypocritement que leur pays ne tolérerait pas un exode massif de *balseros* en provenance de Cuba.
- Le 25 avril 2003, le chef du Bureau Cuba au département d'Etat, fit savoir au chef de la Section des intérêts cubains à Washington, que le Bureau de sécurité interne, rattaché au Conseil de sécurité national, estimait que les détournements incessants depuis Cuba constituaient une « grave menace pour la sécurité nationale », comme si c'était pas justement les Etats-Unis qui toléraient et stimulaient les activités criminelles de trafiquants de personnes et de pirates de l'air terroristes !
- Le 4 mai 2003, à une question relative à la possibilité de « libérer » Cuba, Colin Powell, le secrétaire d'Etat, répondit : « Nous ne pensons pas qu'il soit approprié de l'envisager pour l'instant, à supposer que vous parliez de recourir à la force militaire dans ce but. » Ce qui veut dire, pour qui sait lire, que les possibilités restent ouvertes pour l'avenir !
- Le 27 mai 2003, Ileana Ros-Lehtinen, représentante républicaine de la Floride, d'origine cubaine, écrivait à Bush : « Monsieur le président, sous votre conduite, les Etats-Unis ont assisté à la libération des peuples afghan et irakien... Je tiens à vous faire des propositions et des recommandations qui permettront à votre administration de mettre au point une politique qui contribue à hâter un changement de régime à seulement cent cinquante kilomètres de nos côtes. » L'allusion à Cuba saute aux yeux.
- Le 4 juin 2003, témoignant devant la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants, John Bolton, sous-secrétaire d'Etat au contrôle des armements et à la sécurité internationale, affirmait : « Bien que Cuba ait ratifié la Convention sur les armes biologiques, nous pensons qu'elle réalise au moins un effort limité de recherche-développement en vue de la guerre biologique offensive. Cuba a fourni de la biotechnologie à double usage à des Etats voyous qui pourrait contribuer à leurs programmes d'armes biologiques. Qui plus est, l'industrie biotechnologique cubaine est une priorité nationale maximale et se caractérise par son usage double, son équipement perfectionné, ses installations modernes, son financement généreux et son personnel hautement qualifié. »
- Le 18 juin 2003, Dan Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint, affirmait : « Les Etats-Unis ont adopté différentes mesures face à la dernière vague d'arrestations et de condamnations [*autrement dit, les soixante-quinze mercenaires punis pour services rendus à la politique hostile des USA*], mais ils n'en offriront pas d'information à l'opinion publique. Nous analysons des actions pour l'avenir, dont certaines seront visibles et d'autres non. » Ce qui veut dire qu'une partie sera constituera d'opérations secrètes.
- Le 2 octobre 2003, Roger Noriega, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires américaines, ratifiait devant la Commission des relations extérieures du Sénat, la politique d'hostilité et d'agression croissante de l'administration Bush, annonçant un nouveau plan d'actions subversives et réitérant les accusations cyniques selon lesquelles Cuba développe un programme limité d'armes biologiques. **(Cf. la déclaration du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 5 octobre 2003.)**
- Le 10 octobre 2003, Bush affirmait : « Le régime castriste ne va pas changer de lui-même, mais Cuba doit changer. » Et il en profita pour lancer une nouvelle accusation infâme : le gouvernement cubain stimulerait le tourisme sexuel !

- Le 19 décembre 2003, Otto Reich, envoyé spécial de la Maison-Blanche en Amérique latine, déclarait : « Les Etats-Unis sont extrêmement inquiets des rapports ne cessant de faire état de la présence d'agents cubains au Venezuela. » Nouvelle infamie : ces « agents » sont les plus de dix mille médecins et enseignants soignant les pauvres et soutenant la campagne d'alphabétisation en cours dans ce pays !

2004

Les déclarations et les actions agressives de l'administration Bush ont atteint des niveaux sans précédent l'an dernier.

- **Adoption et mise en œuvre accélérée du Rapport de la Commission d'aide à Cuba libre**

L'une des actions les plus graves a été l'adoption, le 6 mai 2004, du Rapport de ladite Commission d'aide à Cuba libre, et la mise en œuvre accélérée des mesures qu'il contient.

Dan Fisk, l'un des sous-secrétaires d'Etat adjoints, déclarait : « C'est la première stratégie générale de l'administration pour aider le peuple cubain à hâter l'arrivée de jour de la liberté à Cuba... et pour préparer les Etats-Unis à soutenir la transition démocratique à Cuba... Ce sont des moyens pour atteindre une fin : la fin de la dictature castriste ... ».⁵

Des experts étasuniens en politique extérieure ayant d'occupé d'importantes fonctions sous des administrations antérieures et dans des organismes internationaux, à commencer par Peter Hakim, président de Dialogue interaméricain, ont reconnu que la politique de la Maison-Blanche contenue dans ce Rapport prétendait provoquer de la violence et une déstabilisation sociale dans l'île, selon une lettre adressée à Colin Powell, secrétaire d'Etat, et divulguée le 9 septembre 2004 par les correspondants du journal mexicain *La Jornada* à Washington et à New York⁶.

Le Rapport en question comprend tant des mesures et des actions visant à renverser le gouvernement cubain qu'un projet d'organisation politique, juridique, économique et social de la future société cubaine selon la vision de Washington et sous son occupation militaire.

Bien que ce plan réponde aux intérêts électoraux de Bush en Floride, il s'agit dans le fond de couronner enfin la prétention stratégique des Etats-Unis depuis maintenant deux siècles : dominer l'île de Cuba et assimiler sa population à la société étasunienne.

Le plan de Bush est cruel, cynique, démagogique, frappé au sceau de l'ingérence, viole la Charte des Nations Unies, le droit international, la Constitution et les lois des USA, les droits de l'homme tant des Cubains de l'île que des Cubains des USA, ainsi que ceux des Etasuniens eux-mêmes.

Il est évident que pour appliquer les mesures entérinées par Bush, les USA devront intervenir militairement à Cuba et instaurer par la force un gouvernement d'occupation qui exécuterait au pied de la lettre les plans minutieusement tracés et liquiderait le système constitutionnel que le peuple cubain a fait sien librement et souverainement.

- **La traque des actifs financiers de Cuba à l'étranger**

Lançant une agression sans précédent dans l'histoire des relations financières internationales, l'administration Bush a promulgué en 2004 de nouvelles mesures visant à entraver et à bloquer les opérations financières à l'étranger de la République de Cuba. (Cf. **Message de Fidel Castro Ruz lu à**

⁵ « Adelantar el día en que Cuba será libre », déclarations de Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, devant l'Association des vétérans cubano-américains de Miami, 9 octobre 2004. Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis, 14 octobre 2004 ([http://usinfo.state.gov\(espagnol\)](http://usinfo.state.gov(espagnol))).

⁶ « Denuncian que política de Estados Unidos pretende generar violencia en Cuba », Prensa Latina, 9 septembre 2004.

la Table ronde d'information sur les nouvelles agressions économiques de l'administration nord-américaine et sur la réponse cubaine, le 25 octobre 2004.)

Le premier indice qu'une nouvelle agression économique à grand échelle était en marche fut l'amende de cent millions de dollars infligée début octobre 2004 par la Réserve des USA à la plus grande banque suisse, Union des banque suisses (UBS), qui aurait censément violé les sanctions étasuniennes à la Libye, à l'Iran, à la Yougoslavie et à Cuba, en en acceptant des billets ou en leur en ayant envoyés.

Le 9 octobre 2004, Daniel W. Fisk, sous-secrétaire du département d'Etat aux questions interaméricaines, affirmait devant l'Association des vétérans cubano-américains : « *...un autre axe de notre stratégie est d'identifier les filières, si longtemps ignorées, des revenus, du régime castriste et d'agir pour les réduire. Par exemple, le tourisme qui a remplacé les exportations de sucre comme la principale source de devises.* »

Il avait annoncé entre autres mesures : « *Nous avons constitué un Groupe de traque des actifs cubains, formé de fonctionnaires de plusieurs organes chargés de l'application de la loi, qui analysera de nouvelles voies pour détecter les mouvements de devises vers et depuis Cuba et pour les bloquer.* »

En fait, dès mai 2004, les législateurs de la mafia cubano-américaine et la presse de Miami, de concert avec l'administration Bush, avait orchestré une campagne systématique de ragots et de calomnies sur l'origine et la destination des fonds cubains en dollars, ainsi que de pressions et de menaces visant à effrayer toutes les banques qui pourraient avoir des relations financières avec Cuba afin qu'elles renoncent à recevoir des billets étasuniens en provenant, le but final étant de priver Cuba de son droit à utiliser la devise étasunienne dans des activités totalement légitimes comme le tourisme.

La mafia anticubaine, toujours aussi hystérique, lança de nombreux appels au gouvernement, aux différentes commissions du Congrès et au système juridique pour qu'ils enquêtent sur les courants financiers cubains et punissent les responsables de ces prétendues activités de « blanchiment ».

Le 10 mai 2004, *El Nuevo Herald* de Miami publiait un article bourré d'insultes et de mensonges éhontés, intitulé : « Cuba a blanchi 3,9 milliards de dollars dans une banque suisse ». Non content de dénaturer tout ce qui a trait aux opérations commerciales normales de notre pays avec l'étranger, le journaliste incitait les autorités nord-américaines à adopter de nouvelles mesures contre nous, concluant comme suit : « *Les législateurs cubano-américains pourraient peut-être convoquer des audiences des commissions correspondantes de la Chambre des représentants pour qu'elles éclairent ce scandale colossal.* »

Le 9 juin 2004, un nouvel article d'*El Nuevo Herald* suggérait que les fonds déposés sur la banque suisse étaient crédités « à des personnes ou à des institutions inconnues dans des banques non révélées », alors que ces fonds ont été utilisés dans tous les cas à des transactions commerciales normales avec des sociétés commerciales et industrielles reconnues à l'échelle internationale. Le journal exigeait d'une manière hystérique que la liste des entreprises ayant réalisé des opérations commerciales ou financières avec Cuba, et écrivait : « *Voilà les noms que nous devons connaître. Les législateurs de la Floride, Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart, doivent exercer des pressions pour qu'on sache où cet argent a abouti et d'où il provenait.* »

El Nuevo Herald informait de nouveau, le 10 juin, que la mafia de Miami, utilisant ses porte-parole les plus connus, les législateurs Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart, demandait à l'administration nord-américaine de mener une enquête sur l'origine et la destination des fonds susmentionnés : « *Les Etats-Unis doivent mener une enquête sur l'origine et la destination des quelques 3,9 milliards de dollars que le gouvernement cubain a « blanchis » à travers un programme international de la Réserve fédérale, ont déclaré hier les législateurs Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart dans une lettre adressée à la Réserve fédérale et à la commission des Finances de la Chambre.* »

⁷ La chronologie repose sur le Message de Fidel Castro Ruz lu à la Table ronde d'information sur les nouvelles agressions économiques de l'administration nord-américaine et sur la réponse cubaine, le 25 octobre 2004 (*Granma*, 26 octobre 2004).

Ileana Ros-Lehtinen affirmait dans un communiqué de presse du 22 juin : « *J'attends le résultat des enquêtes... Si l'UBS est coupable d'avoir violé les restrictions des Etats-Unis sur les transactions avec des régimes terroristes comme celui de Cuba, il est capital d'infliger aux responsables l'amende qu'ils méritent* »

Poursuivant sa campagne, elle écrivait le 30 juin au président de la commission des Relations internationales de la Chambre des représentants pour lui demander d'ouvrir une enquête sur cette question.

Le 3 juin 2004, *El Nuevo Herald* s'en prenait à la Banque interaméricaine de développement (BID) et à la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), les accusant de gonfler leurs estimations des envois de fonds à Cuba depuis les USA, ce qui tendait à justifier l'origine légale des 3,9 milliards de dollars : « *Voilà donc les coulisses que la BID et la CEPAL dissimulent en gonflant les chiffres d'envois de fonds aux familles qu'elles attribuent à la communauté cubano-américaine. Il faut l'éclaircir. Par ailleurs, ce scandale du blanchiment d'argent prouve que Cuba est le refuge discret de l'argent de terroristes et de voleurs. Il faut le révéler.* »

Recourant au sensationnalisme élémentaire typique de la mafia anticubaine de Miami, *El Nuevo Herald* publiait, le 23 juillet, un nouvel article intitulé : « *Enquête aux USA sur les liens avec des fonds cubains* », qui affirmait entre autres : « *Les Etats-Unis ont ouvert une enquête judiciaire en vue de déterminer les relations éventuelles de « personnes juridiques et naturelles nord-américaines » avec les 3,9 milliards de dollars que Cuba a infiltrés dans le système bancaire international en utilisant un programme de la Réserve fédérale.* »

Les mensonges publiés tous les jours à Miami sur ce point étaient si nombreux et si gros que l'institution bancaire mise sur la sellette fut contrainte de nier publiquement toute accusation de blanchiment d'argent, son porte-parole signalant le 25 juillet à Zurich « *ne pas avoir connaissance de nouvelles enquêtes sur la banque et a nié tout accusation de blanchiment* » et précisant que « *la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) et la Commission fédérale suisse des banques (CFB) ont déjà examiné ce cas.* »

Faisant fi de ces déclarations, les mafieux de Miami et leurs organes de presse poursuivirent leur campagne perfide. Le 16 septembre, Ileana Ros-Lehtinen faisait de nouvelles déclarations : « *"Ça fait boule de neige", a commenté la législatrice au Nuevo Herald,...."et d'autres banques sont sur la ligne de mire".* »

Comme le gouvernement cubain l'a dénoncé en temps opportun, l'administration Bush se préparait à bloquer les revenus de notre pays provenant du tourisme et d'autres services et à réduire à zéro la possibilité que les Cubains vivant aux USA fassent des envois de fonds à leurs familles de l'île, en empêchant Cuba de déposer sur des banques étrangères les dollars qu'elle obtient d'une manière licite et tout à fait transparente. Ainsi, Cuba ne pourrait pas utiliser ces dollars pour acheter des médicaments ou des aliments, ou pour importer les articles nécessaires aux magasins où ceux qui reçoivent de l'argent de leurs familles vivant aux USA font justement des achats⁸.

On ne saurait concevoir une formule plus cynique et plus perverse : les Etats-Unis, dont le blocus cruel oblige ceux qui envoient de l'argent à leurs familles et ceux qui visitent notre pays à le faire en liquide, tentaient maintenant d'empêcher par des pressions éhontées que Cuba puisse utiliser ces liquidités pour financer ses importations.

La situation exigeait l'adoption de mesures urgentes qui protègent les intérêts du pays des graves préjudices que causerait cette nouvelle manœuvre contre Cuba. C'est dans ce but que le ministre-président de la Banque centrale de Cuba, promulgua le 23 octobre 2004 la résolution 80/2004.

⁸ Cf. Note informative du Gouvernement révolutionnaire : « *Denuncia Cuba nueva y cobarde medida del gobierno de Estados Unidos* », *Granma*, 8 juin 2004

Lançant une opération complexe, mais réussie, qui n'avait pas pour but de récupérer des devises, mais de contrer une agression économique dangereuse en gestation, le gouvernement cubain a, à compter du 8 novembre 2004, retiré le dollar comme monnaie circulant dans le pays.

Il a aussi imposé une commission de 10 p. 100 sur toute vente de dollars pour achat de pesos convertibles, en compensation des risques et des frais qu'entraîne la manipulation de cette monnaie étrangère pour l'économie cubaine par suite des plans susmentionnés de l'administration étasunienne.

Ces mesures de riposte cubaines n'ont pas entraîné la pénalisation de la détention de dollars ou de toute autre monnaie convertible, ni la modification du taux de change entre dollar et peso convertible qui reste au pair. Toutes les personnes disposant de dollars ont eu, à partir du 28 octobre, un délai de deux semaines (étendu ensuite à trois) pour les changer contre des pesos convertibles au pair et sans commission.

La Résolution signalait aussi que les transactions faites avec l'avenir avec des cartes de crédit ne seraient pas grevées de la commission, quelle que soit la monnaie, puisqu'elles n'impliquent aucun mouvement de liquidités.

Cette agression en gestation posait une sérieuse menace non seulement aux activités financières internationales de Cuba, mais encore au droit au développement et aux droits économiques, sociaux et culturels du peuple cubain, en particulier de ses droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à l'emploi, puisqu'il s'agissait de le priver des ressources financières et des intrants nécessaires dans ce but.

Bref, l'administration Bush prétendait bloquer les opérations financières internationales de Cuba afin de provoquer l'effondrement de l'économie et une situation sociale extrêmement critique pour une petite économie sous-développée, ouverte et dépendante des revenus du tourisme et du commerce extérieur.

Accuser Cuba de blanchiment est un mensonge éhontée, surtout provenant des autorités d'un pays dont les banques assurent la moitié des opérations illégales de ce genre à l'échelle mondiale ! Que les USA, le principal marché et le plus gros consommateur de drogues au monde, accuse Cuba de blanchir de l'argent en provenance du narcotrafic est une infamie qui ne résiste pas à la moindre analyse ! Que le gouvernement du pays champion mondial de la corruption des entreprises et du terrorisme d'Etat, que des législateurs mafieux d'origine cubaine, eux-mêmes corrompus et terroristes, insinuent que Cuba blanchit de l'argent issu de la corruption et du terrorisme serait au mieux une blague de mauvais goût si on oubliait les graves préjudices qu'ils se préparaient à infliger à l'économie et au bien-être des Cubains.

Tenant d'asphyxier Cuba sur le terrain économique, l'Empire s'est une fois de plus brisé les dents sur la sagesse, la prévision, la créativité des dirigeants cubains, et sur leur étroite union avec le peuple cubain. La confiance, la compréhension et le soutien inconditionnel du peuple cubain à sa Révolution et à ses dirigeants sautaient aux yeux de n'importe quel observateur impartial et objectif.

- ***Augmentation sensible des ressources matérielles et financières destinées à fomenter l'activité mercenaire contre le peuple cubain***

Les déclarations de Dan Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, en date du 9 octobre 2004, sont éloquentes : la Maison-Blanche « a alloué 14,4 millions de dollars – sur les 29 millions déjà dégagés à titre d'aide supplémentaire – pour soutenir l'essor de la société civile à Cuba et permettre au peuple cubain de consentir des efforts en vue d'un changement positif..., 6 millions de dollars ayant déjà été alloués à l'US/AID pour élargir notablement son action auprès des groupes de la société civile. »⁹

⁹ Déclaration publiée par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat, 14 octobre 2004 (<http://usinfo.state.gov/espanol>).

Fisk a insisté en particulier sur l'action conspirative de la Section des intérêts des USA à La Havane qui, selon lui, continuait « de fournir plus de soutien à l'opposition que toute autre mission ou organe à Cuba ».

Qui pourrait croire que l'administration étasunienne soutient vraiment de simples « combattants de la liberté et défenseurs des droits de l'homme » ? Qui prétend-elle berner ? En fait, d'un bout à l'autre de son intervention, Fisk parlait des mercenaires de la politique anticubaine, recrutés et formés par les services spéciaux étasuniens, et financés grâce à des fonds assignés directement par les autorités de Washington.

Les gouvernements étasuniens n'ont jamais soutenu politiquement, encore moins financièrement, les vrais défenseurs des droits de l'homme en Amérique latine qui, au risque de leur vie, s'opposèrent aux sanguinaires dictatures militaires imposées par Washington. Ils n'ont jamais protégé les défenseurs des droits de l'homme dans notre région. Au contraire, ils ont assuré des transferts de techniques pour élever les compétences des auteurs de tortures, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées !

- ***Harcèlement accru pour décourager les rares voyages d'Étasuniens à Cuba***

En plus des restrictions frappant les voyages à Cuba en vigueur ces dernières années et des nouvelles limitations imposées en application des recommandations de la Commission d'aide à Cuba libre, les autorités étasuniennes ont renforcé les mesures punitives, infligeant de lourdes amendes, voire ouvrant des procès, contre des organisations et des personnes étant venues à Cuba.

Des dizaines d'ONG, dont plusieurs groupes de Cubano-Américains, ont reçu la visite d'inspecteurs du département du Trésor qui leur ont remis des formulaires à remplir dans un délai maximum de vingt jours, dans lesquels elles devaient décrire par le menu leurs activités à Cuba.

Le 10 juin 2004, deux habitants de Key West, Peter Goldsmith et Michele Geslin, ont été présentés devant les tribunaux pour avoir organisé en 1997, 2000, 2002 et 2003 la Conch Republic Cup, une régata se courant entre cet endroit et Cuba, qui réunissaient des régatiers du monde entier.¹⁰

Trois religieuses méthodistes ont dû payer chacune une amende de 25 000 dollars pour s'être rendues à Cuba en 1999 afin de resserrer des relations avec leurs homologues cubaines. « Les punitions sont contraires à la liberté religieuse et discriminatoires », a indiqué un porte-parole de cet ordre.¹¹

- ***Violations accrues des accords migratoires et stimulation accrue à l'émigration illégale***

Le 5 janvier 2004, trois jours avant le début d'un nouveau cycle de conversations migratoires bilatérales, les autorités étasuniennes les ont ajournées indéfiniment, prétextant un manque d'intérêt de la part de Cuba de débattre ce qu'elles qualifiaient de points « très importants ». En fait, ceux-ci, tout à fait secondaires et sans la moindre importance, avaient été débattus largement et en profondeur au cours des cycles de conversations précédents. **(Cf. Déclaration du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 5 janvier 2004.)**

Profitant des difficultés énergétiques transitoires auxquelles Cuba a dû faire face pendant plusieurs mois par suite de la grave panne de sa plus grande centrale thermoélectrique, Roger Noriega, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, a renouvelé de vieilles menaces : « Nous avons déjà averti le gouvernement cubain que les Etats-Unis considéreront comme une menace à leur sécurité nationale toute tentative de manipuler ou de provoquer une émigration massive vers leurs côtes ».¹²

¹⁰ Gerardo Reyes, « Mano dura con los violadores del embargo a Cuba », *El Nuevo Herald*, 11 juin 2004.

¹¹ Angel Rodríguez Álvarez, « Como en los mejores tiempos del Macartismo », Agencia Cubana de Noticias (AC).

¹² Pablo Alfonso, « Washington advierte a Cuba que no tolerará nueva ola de balseros », *El Nuevo Herald*, 2 octobre 2004, déclarations à la Conférence des Amériques, hôtel Biltmore, Coral Gables.

Sur le terrain migratoire, le seul fait positif a été la peine d'entre vingt et vingt-trois de privation de liberté infligée le 21 avril 2004 par un tribunal de Floride aux six pirates de l'air ayant détourné un DC-3 de la compagnie cubaine Aerotaxi, le 19 mars 2003.

À ce sujet, le ministère cubain des Relations extérieures a émis une déclaration dans laquelle il affirmait : « Le verdict prononcé contre ces pirates de l'air constitue un fait positif... et s'avère en conformité avec l'intérêt que Cuba et les Etats-Unis ont exprimé dans l'accord migratoire souscrit en 1994 d'orienter la migration cubaine vers des voies sûres, légales et ordonnées, et de s'opposer au recours à la violence de la part de toute personne qui tenterait d'arriver ou arriverait aux Etats-Unis depuis Cuba par le détournement de bateaux ou d'avions. » **(Cf. déclaration du MINREX du 24 avril 2004.)**

Alors que le gouvernement des Etats-Unis a rendu les relations entre les émigrés cubains et leur pays d'origine de plus en plus difficiles, Cuba, face à d'énormes défis, a continué de les assouplir dans le cadre d'une évolution irréversible. (Cf. conférence de presse de Felipe Pérez Roque, ministre cubain des Relations extérieures, à propos de la Troisième Conférence « La Nation et l'émigration », 18 mai 2004, et son intervention à l'ouverture, le 21 mai 2004.)

Ainsi, le gouvernement a, dans un geste de paix, de justice et de bonne volonté, et en reconnaissance à leur position de respect et de rapprochement à leur patrie et à leur travail en faveur de contacts familiaux et de la normalisation des relations entre les deux pays, rendu la nationalité cubaine à sept membres de la 2506^e Brigade qui avaient participé à l'invasion militaire mercenaire de Playa Girón, en avril 1961, et qui l'avaient perdue en tant que peine judiciaire accessoire.

Par ailleurs, comme cela a été annoncé en septembre 2003, les Cubains vivant à l'étranger n'ont plus, à compter du 1^{er} juin 2004, à demander une autorisation d'entrée, sauf un petit groupe de membres de groupes terroristes pour des raisons de protection logiques : il leur suffit d'avoir leur passeport en règle.

La réduction des voyages dans les deux sens, à partir des mesures et des politiques appliquées par l'administration étasunienne, et le renforcement des obstacles de toute sorte qui visent à aggraver la situation économique de Cuba et des familles, misent sur la possibilité de déclencher une crise migratoire qui pourrait devenir incontrôlable, de faire échouer les accords migratoires et, par conséquent, de faciliter le prétexte dont aurait besoin l'administration étasunienne pour lancer une agression militaire.

- ***Inclusion de Cuba dans toutes les listes de « mauvaise conduite » que rédige le département d'Etat***

L'administration Bush a renforcé ces derniers mois ses actions contre l'essor de l'industrie touristique cubaine, en vue d'asphyxier l'économie du pays. La fabrication de l'image de Cuba comme « Etat voyou » joue dans ce sens un rôle essentiel.

Le danger des campagnes médiatiques fondées sur les mensonges et les calomnies au sujet de Cuba découle du fait que beaucoup de gens dans le monde connaissent mal la Révolution cubaine et risquent d'être victimes des faussetés que l'administration étasunienne répand à travers le monde grâce aux énormes médias dont elle dispose.¹³

Le dernier rapport du département d'Etat sur le terrorisme dans le monde, d'avril 2004, classe de nouveau dans la liste des pays parrainant le terrorisme international.

Aucune administration étasunienne n'a pu ni ne pourra jamais prouver la participation de Cuba à un seul acte terroriste. Les faux prétextes ont été discrédités et démentis au fil des années, au point que des fonctionnaires étasuniennes ont dû reconnaître que l'inclusion de notre pays sur cette liste était purement et simplement un instrument politique.

¹³ Cf. l'allocution du président Fidel Castro Ruz pour le cinquante et unième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, le 26 juillet 2004, à l'Université centrale de Las Villas.

Il est d'ailleurs tout à fait paradoxal que le gouvernement étasunien refuse, recourant à des arguments creux, irrationnels et infondés, la proposition que lui a faite Cuba, dès le 29 novembre 2001, de souscrire un programme de lutte bilatéral contre le terrorisme et qu'elle a lui a présenté de nouveau à plusieurs reprises.

La politique de la Révolution cubain en matière de terrorisme n'admet aucun doute, encore moins en provenance de Washington.

Cuba condamne la totalité des actes, des méthodes et de pratiques de terrorisme sous toutes leurs formes et manifestations, où que ce soit, qui que ce soit qui les commette, contre qui que ce soit qu'ils se commettent et quelles qu'en soient les motivations. Elle condamne de même toute action visant à encourager, à soutenir, à financer ou à occulter tout acte, toute méthode et toute pratique terroriste.

Cuba connaît parfaitement, peut-être plus qu'aucun autre pays au monde, les conséquences des actions terroristes. Dès les premiers jours de la Révolution, des hommes, des femme et des enfants de notre pays ont été victimes du terrorisme le plus cruel et le plus impitoyable, très souvent parrainé, protégé, financé et organisé par le gouvernement même des Etats-Unis ou par ses protégés des organisations terroristes installées à Miami.

Le 14 juin 2004, le département d'Etat a présenté son Rapport sur le trafic d'êtres humains, où Cuba apparaît pour la seconde fois, les auteurs lui ayant consacré encore plus de lignes, encore plus de calomnies et encore plus d'offenses, insistant en particulier sur le prétendu tourisme sexuel en vigueur dans l'île basé sur la prostitution et le travail forcé des enfants.

Le gouvernement des USA est vraiment très mal placé sur le plan de la morale et de la crédibilité pour accuser Cuba en matière de droits de l'enfant, à plus forte raison de trafic d'êtres humains.

Seuls deux pays au monde n'ont pas ratifié la Convention sur les droits de l'enfant, bien qu'elle ait été adoptée voilà maintenant quatorze ans et qu'elle constitue, avec un total de cent quatre-vingt-neuf ratifications, l'instrument juridique des droits de l'homme le plus universel. Les USA est l'un d'eux !

Le gouvernement des USA a été l'exécutant, à des fins politiques absolument sans scrupules, d'une des opérations de trafic d'enfants les plus atroces jamais réalisées dans l'Histoire, l'*Opération Peter Pan*, au moyen de laquelle quatorze mille petits Cubains furent, dans les années 60, séparés de leurs parents et conduits aux Etats-Unis où beaucoup furent victimes de harcèlements sexuels et de viols de la part de leur tuteurs, professeurs ou gardiens.

Les USA sont les principaux consommateurs et promoteurs à l'échelle mondiale des pratiques criminelles de la pornographie et de la prostitution, qui comprennent l'abus de garçons et de filles et qui constituent l'une des causes fondamentales du trafic international d'êtres humains.

En 1999, l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba a modifié le Code pénal pour y inclure de nouveaux crimes et punir sévèrement, entre autres, la vente et le trafic de mineurs à des fins de corruption, de pornographie, de prostitution, de commerce d'organes, des travaux forcés, de trafic ou de consommation de drogues, ainsi que les crimes contre le trafic migratoire normal et le trafic d'êtres humains. Elle a aussi alourdi les peines frappant le viol, la pédérastie accompagnée de violence, la corruption de mineurs, le proxénétisme, le trafic d'êtres humains, l'utilisation de mineurs dans la réalisation de crimes ou les crimes dont la victime est un mineur.

Cuba applique sans complaisance la loi sévère en vigueur pour prévenir et punir tout crime de cette nature. De janvier 2000 à mai 2004, les tribunaux ont engagé 881 procès pour proxénétisme et condamné 1 377 personnes. De janvier 1999 à juin 2004, les services compétents ont arrêté 112 trafiquants d'êtres humains, la plupart déjà condamnés par des tribunaux cubains.¹⁴

¹⁴ Lourdes Pérez Navarro, « Nueva infamia contra Cuba en la escalada agresiva de Bush », *Granma* (La Havane), 17 juin 2004.

Lors des conversations migratoires tenues entre les deux pays depuis 2000, Cuba a soumis à plusieurs reprises des propositions concrètes de collaboration pour lutter contre le trafic d'êtres humains, le trafic de drogues, le terrorisme, la pornographie infantile et les crimes connexes. Les USA ont toujours opposé une fin de non-recevoir.

Il est vraiment cynique et hypocrite que ces rapports du département d'Etat – ils concernent aussi, entre autres, les Etats favorisant censément le terrorisme, restreignant la démocratie et les droits de l'homme, limitant la liberté religieuses, etc. – ne consacrent jamais la moindre ligne à la situation aux Etats-Unis mêmes, l'un des pays dont le gouvernement aurait le plus à répondre devant la communauté internationale pour « mauvaise conduite » et pour ses grandes violations contre les Nord-Américains et contre d'autres peuples du monde !

- Manipulation et dénaturation d'informations sur Cuba et mensonges purs et simples en vue de justifier les menaces d'agression et les mesures brutales contre le peuple cubain

Durant un discours de nature typiquement électorale prononcé le 16 juillet 2004 dans un hôtel de Tampa (Floride), Bush n'a pas hésité à manipuler des affirmations de président Fidel Castro (« Cuba possède les prostituées les plus propres et les plus instruites du monde ») pour en tirer la conclusion erronée que Cuba « promeut le tourisme sexuel ».¹⁵ (Cf. allocution du président Fidel Castro pour le cinquante et unième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, 26 juillet 2004, Université centrale de Las Villas.)

« Nous avons un problème à seulement cent cinquante kilomètres de nos côtes. Le régime de Fidel Castro a transformé Cuba en la principale destination du tourisme sexuel », a affirmé Bush à une conférence sur le trafic d'êtres humains.¹⁶

En fait, c'est la dictature sanguinaire de Batista, soutenue et protégée par les USA, qui avait permis à la mafia, dans les années 50, de convertir La Havane en un paradis du sexe, du jeu et de la prostitution au service des touristes et des *marines* étasuniens.

Et c'est la Révolution qui a dû justement œuvrer intensément pour rééduquer et réintégrer à la société la centaine de milliers de prostituées qui existaient dans l'île comme héritage de la mainmise néo-coloniale des USA, contraintes de se livrer, directement ou indirectement, à la prostitution à cause de la pauvreté, de la discrimination et de la carence d'emplois. La Révolution leur donna une éducation et leur chercha des emplois, interdisant les « quartiers de tolérance » qui existaient alors.

Quand la presse a cherché à savoir sur quelle source Bush se fondait pour faire des déclarations aussi insolites, des fonctionnaires de la Maison-Blanche ont indiqué qu'il s'agissait d'une dissertation sur Cuba rédigée en 2001 par Charles Trumbull, alors élève de propédeutique et maintenant étudiant de droit de l'Université nord-américaine de Vanderbilt, qui a affirmé qu'il était « décourageant de voir des parties de ce texte dénaturées et tirées de leur contexte pour soutenir des conclusions contraires à la vérité ».

Le *Los Angeles Times*, qu'on ne saurait accuser de sympathie pour le gouvernement cubain, a signalé qu'il était évident pour cet étudiant que Bush avait manipulé la teneur de sa dissertation, alors que le sens des affirmations de Fidel Castro était absolument clair. « Cela prouve que les fonctionnaires de la Maison-Blanche n'ont pas lu grand-chose de cette dissertation », a expliqué cet étudiant qui a mené des études de terrain à Cuba.

En fait, des dépêches de presse ont fait connaître ensuite d'autres affirmations de cet étudiant :

« (...) La prostitution s'est brusquement aggravée dans la nation antillaise après l'effondrement de l'Union soviétique.

¹⁵ Carlos Iglesias, « Bush sigue manipulando declaraciones de Fidel Castro », World Data Services, 26 juillet 2004 (apporea.org).

¹⁶ « Bush acusa a Castro de convertir Cuba en destino turismo sexual », 22 juillet 2004, in Terra.com, Colombie.

« Castro, qui a déclaré la prostitution illégale en prenant le pouvoir en 1959, a eu au départ peu de ressources pour la combattre. Mais, début 1996, les autorités cubaines ont entrepris d'adopter de sévères mesures dans ce domaine.

« Bien qu'elle existe toujours, elle est bien moins visible et il serait inexact de dire que le gouvernement la stimule. (...) »¹⁷

Des fonctionnaires de l'administration Bush ont reconnu devant le journal californien qu'ils n'avaient pas d'autres sources à ce sujet que le texte de cet étudiant, tandis qu'un porte-parole du département d'Etat signalait que cette information avait été ajoutée à la hâte la veille, ce qui n'avait pas laissé le temps de chercher d'autres sources. Or, malgré cet aveu et les démentis de l'étudiant en personne, ce même porte-parole « a défendu l'inclusion de cette phrase au prétexte qu'elle exprimait une vérité essentielle sur Cuba ». Bref, pour la Maison-Blanche, « vérité essentielle sur Cuba » est n'importe quoi que le président imagine, que cela corresponde ou non à la réalité.

Comme l'affirme Julia Sweig, du Conseil pour les relations extérieures, c'est là « quelque chose d'extrêmement sale, ce qui prouve que quand il s'agit de politique envers Cuba [l'équipe présidentielle de Bush] est prête à n'importe quel truc ».

Le 18 septembre 2004, *The New York Times*, citant des sources de la CIA, révélait que la Maison-Blanche avait aussi menti en accusant Cuba de mettre au point des programmes d'armes biologiques offensives¹⁸. Apparemment soumise à des pressions après le scandale causé par ses rapports saugrenus sur la présence d'armes de destruction massive en Iraq, l'Agency démentait ses propres informations de 1999 selon lesquelles, mais sans la moindre preuve, Cuba était accusée d'avoir aidé des pays qualifiés par Washington de promoteurs du terrorisme à se doter d'armes biologiques¹⁹.

Selon l'agence de presse mexicaine NOTIMEX, les services de renseignements étasuniens prépareraient un second rapport censé être conclu dans quelques mois pour corriger cette version selon laquelle Cuba fabriquerait des armes de destruction massive et en présenter une autre selon laquelle le régime cubain serait soupçonné d'avoir « la capacité technique » de les produire, quoiqu'il « ne soit pas clair » qu'il les produise²⁰.

Cette même dépêche de presse commentait que Cuba disposait d'« un programme de médicaments et de biotechnologie qu'il utilisait pour produire des vaccins destinés à un vaste programme d'immunisation reconnu par des médecins et des scientifiques » et que « nombre de ces produits se vendent dans d'autres pays », ces ventes ayant été manipulés par l'administration étasunienne pour en faire des « menace potentielles cubaines »²¹.

- Intensification des déclarations menaçantes et agressives contre Cuba provenant de membres de la mafia anticubaine et terroriste de Miami étroitement liés à l'administration Bush

Un programme du Canal 14 de Miami TV – conduit par Oscar Haza, neveu du dictateur Fulgencio Batista dont le régime a assassiné vingt mille Cubains de 1952 à 1958 – a invité des terroristes avérés d'origine cubaine, membres de l'organisation Comandos F4 qui opère dans le sud de la Floride. En battle-dress, comme d'autres membres de son organisation, son meneur Rodolfo Frómata a affirmé ouvertement que des gens étaient prêts à réaliser des actions armées contre le gouvernement cubain et que son groupe s'entraînait avec des AK-47 et des armes semi-automatiques achetées légalement aux USA, bien qu'il ait admis ne pas posséder de factures qui le prouvent.

¹⁷ Allocution du président Fidel Castro pour le cinquante et unième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, 26 juillet 2004, Université centrale de Las Villas

¹⁸ Jean-Guy Allard, « El agente Goss "renuncia" a su pasado », *Granma Internacional*, 28 septembre 2004.

¹⁹ Id.

²⁰ « Corrige EU reporte sobre armas en Cuba », dépêche de NOTIMEX, *El Universal* (Mexico), 9 septembre 2004.

²¹ Id.

Ces mêmes Comandos F4 ont averti, dans un communiqué signé du soi-disant colonel Reinaldo Acosta, qu'ils réaliseraient des attentats terroristes contre les investissements étrangers à Cuba : « Les gens qui investissent à Cuba sont tout aussi responsables de notre malheur, et leurs investissements seront donc considérés comme des objectifs militaires d'ici trois ou quatre mois. »

Dans une lettre ouverte à Bush du 9 mai 2004, Rodolfo Frómata et d'autres dirigeants de Comandos F4 ont informé le président qu'ils se proposaient de mener des actions armées contre Cuba, affirmant : « Notre plus grand souhait est que ce grand pays, et en ce cas votre administration abroge une fois pour toutes la loi de Neutralité... car même la Constitution de cette grande nation accepte le recours à la force... de nombreux exilés ou dirigeants d'organisations de l'exil vous demandent d'imposer de lourdes sanctions, voire d'envahir, et nous soutenons les deux, mais, nous vous le répétons, les Comandos F4 demandent une fois de plus qu'il nous soit permis d'agir activement, physiquement, sans entraves ».²²

L'une des plus grandes preuves du concubinage et de la tolérance officielle des autorités étasuniennes avec le terrorisme contre Cuba ont été les déclarations faites le 22 mars 2004 à Televisión 41 (UNIVISION) par le législateur républicain d'origine cubaine et ancien procureur de la Floride, Lincoln Díaz-Balart, dans une interview dirigée par Oscar Haza : « A Cuba, il faut tuer Castro. » Quand son interlocuteur lui a demandé s'il était normal qu'un membre du Congrès prône ouvertement l'assassinat d'un chef d'Etat étranger, ce sinistre individu a rétorqué : « Oui, je crois qu'il faut le faire²³. » Et il avait précisé au Canal 41 de Miami que, à son époque de procureur, il n'avait jamais trouvé « aucune loi qui [lui] interdise de parler comme ça ».²⁴

Personne aux Etats-Unis, qui se targuent d'être un pays où l'on respecte la loi et le droit international, ne l'a jamais critiqué pour ce genre de remarques, comme si c'était la chose la plus normale du monde !

Sûr de l'impunité que les tenants de la terreur lui procurent à Miami, cet individu a répété cette même affirmation d'assassin dans une interview concédée à la journaliste Adriana Vargas, au programme La Noche, de RCN, le 13 avril 2004²⁵.

Ce mafieux anticubain a de qui tenir en matière de criminalité et de terrorisme. Son père, Rafael Díaz-Balart – qui l'est aussi de Mario, lui aussi législateur de la Floride – fut dans les années 50 législateur, un des dirigeants les plus actifs de l'appareil répressif de Batista et le bras droit du ministre de l'Intérieur. À peine arrivé à New York en janvier 1959, il fonda, avec la bénédiction des autorités nord-américaines et aux côtés d'une série de nervis en fuite, l'organisation La Rosa Blanca (The White Rose), le premier groupe terroriste dans la longue histoire de la contre-révolution cubaine, qui fut responsable de nombreux actes de terrorisme, dont les attentats contre certaines des plus importants grands magasins de La Havane (La Epoca et El Encanto), qui causèrent des victimes. Parmi les assassins qui accompagnèrent Rafael Díaz-Balart dans La Rosa Blanca, il faut signaler Pilar García, chef de la police de Batista, qui participait personnellement aux séances de tortures de prisonniers, et le « colonel » Merob Sosa, qui massacra des centaines de paysans dans la Sierra Maestra sous prétexte qu'ils soutenaient la guérilla de Fidel Castro.

En 1989, Lincoln Díaz-Balart, soutenu par la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), terroriste, inscrivit à son programme électoral le pardon d'Orlando Bosch, terroriste international d'origine cubaine, auteur, entre maints autres crimes, du sabotage en plein vol d'un avion de ligne cubain au décollage de La Barbade, en octobre 1976, ce qui coûta la vie à soixante-treize personnes. Le FBI le considérait comme un terroriste si dangereux pour les intérêts du pays qu'un ordre de bannissement avait été promulgué contre lui, mais George Bush (père) lui pardonna à la suite de démarches engagée par les représentants de la mafia terroriste de Miami.

²² « Un canal de televisión de Miami invita con total impunidad a un grupo terrorista a hablar sobre sus ataques a Cuba y Venezuela », 18 juin 2004 (www.rebellion.org).

²³ Jean-Guy Allard, « Mala sorpresa para Díaz-Balart », 8 juillet 2004 » (www.cubasocialista.com).

²⁴ « Cuba: sueños de magnicidio », 28 juin 2004, *La Prensa on line*.

²⁵ Jean-Guy Allard, *id.*

Le 27 août 1994, Lincoln Díaz-Balart recommanda ouvertement à la Maison-Blanche de permettre au terroriste de Miami de lancer des attaques contre Cuba depuis les USA.

Cet individu a toujours été de mèche avec les secteurs les plus extrémistes de Miami, à commencer par le groupe d'assassins réunis au sein du comité paramilitaire de la FNCA et formant aujourd'hui le *Cuban Liberty Council*, l'organisation anticubaine la mieux en vue de l'administration Bush, auteur intellectuel des mesures contre la famille promulguées le 6 mai 2004. Parmi ses intimes, citons Horacio García, le « banquier » du terroriste international Luis Posada Carriles ; le mafieux Luis Zúñiga Rey qui, au mépris de toute moralité, fit partie de la délégation officielle des USA à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme à Genève ; et Ninoska Pérez Castellón, belle-fille d'un autre nervi notoire de la dictature de Batista, Roberto Martín Pérez, qui fut le chef de sa redoutable Brigade motorisée.

Lincoln Díaz-Balart participa activement à l'opération d'intimidation du 22 novembre 2000, quand des « manifestants » d'origine cubaine recrutés par le Parti républicain interrompirent en proférant des cris et des menaces le dépouillement des voix à Miami-Dade, en vue d'empêcher la découverte des fraudes commises contre le candidat démocrate à la présidence, Al Gore. C'est Díaz-Balart qui ordonna à Miguel Saavedra, chef de l'organisation anticubaine Vigilia Mambisa, de provoquer cette émeute avec son groupe de voyous.

Il est illégal, aussi bien aux USA que partout ailleurs dans le monde, de défendre des actions terroristes à la télévision. La promotion d'assassinats de dirigeants étrangers est aussi illégale aux termes de la Loi de neutralité étasunienne. On ne saurait trouver de meilleures preuves de la complicité publique de l'administration étasunienne avec les terroristes que l'impunité avec laquelle ceux-ci peuvent faire de telles déclarations sur les chaînes de télévision.

- ***Accroissement des fonds et amélioration des moyens techniques destinés aux transmissions illégales de radio et de télévision à teneur subversive contre Cuba***

Appliquant les mesures annoncées le 6 mai 2004, l'administration Bush a lancé la transmission régulière, hebdomadaire, des signaux illégaux de Radio Martí et de TV Martí, recourant à une plateforme aérienne installée à bord d'un avion militaire C-130 piloté par la Garde nationale, sur ondes moyennes, une fréquence non utilisée avant par la radio étasunienne, au coût de 70 000 dollars par jour²⁶. Elle a aussi commencé en 2004 des émissions sur Internet, 24 h x 24.

Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, a admis le 9 octobre 2004 : « Pour éviter les brouillages de Castro, Comando Solo, un avion équipé d'une puissante capacité de transmission qui envoie les transmissions de Radio Martí et de TV Martí vers l'île, a réalisé quatre vols. »²⁷

La TV Martí, dont le nom est à lui seul une insulte à notre peuple, est la seule télévision au monde qui ne se voit pas grâce à un système de brouillage ingénieux et bon marché mis au point par Cuba dans l'exercice de sa souveraineté.

- ***Aggravation des actions contre les Cinq Héros cubains prisonniers politiques de l'Empire et contre leurs familles***

Dans le cadre de ses harcèlements contre les Cinq Héros cubains prisonniers politiques de l'Empire et leurs familles, l'administration étasunienne a réduit l'an dernier la périodicité des visites consulaires (Section des intérêts de Cuba à Washington) à une par trimestre, a interdit à ces fonctionnaires

²⁶ Déclaration d'Adam Ereli, porte-parole adjoint du département d'Etat, 23 août 2004 (USIA et Darioexternal.com, 26 août 2004).

²⁷ « Adelantar el día en que Cuba será libre », déclarations de Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, devant l'Association des vétérans cubano-américains de Miami, 9 octobre 2004. Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis, 14 octobre 2004 ([http://usinfo.state.gov\(espagnol\)](http://usinfo.state.gov(espagnol))).

d'accompagner leurs familles durant les visites, a refusé de délivrer des visas demandés pour elles par le ministère cubain des Relations extérieures, a continué de nier les visas à Olga Salanueva et à Adriana Pérez, femmes de deux des combattants antiterroristes arbitrairement incarcérés, et a retardé excessivement la délivrance de visas aux autres proches.

Ces actions impitoyables font partie des traitements cruels, inhumains ou dégradants sanctionnés par la Convention internationale correspondante dont les USA sont signataires.

- **Traque accrue des opérations touristiques, commerciales et financières de Cuba à l'étranger**

Le renforcement du blocus pour réduire les revenus en devises de Cuba fait partie intégrante de la recrudescence de la politique d'hostilité et d'agressions de l'administration Bush contre le peuple cubain.

En 2004, treize sociétés liées à Cuba et leurs filiales à l'étranger, spécialisées dans les voyages et l'envoi de colis et de fonds, a été frappées par les réglementations du blocus, ce qui a interdit pratiquement aux personnes juridiques et naturelles sujettes à la juridiction des USA de faire de transaction avec elles. La mesure a frappé jusqu'aux sites Internet de ces entreprises.

Le 26 octobre, l'*Office of Foreign Assets Control* (Bureau de contrôle des actifs étrangers, OFAC), rattaché au département du Trésor, a interdit à tout citoyen nord-américain et à toute personne vivant aux USA de faire des transactions financières à travers le site www.sercuba.com qui permettrait censément de faire des virements à Cuba. Il s'agit par là d'exercer des pressions sur les partenaire de SerCuba en Europe, voire sur les Etatsuniens ou les personnes d'origine cubaine vivant sur ce continent, qui sont menacés maintenant de se voir infliger de lourdes amendes, voire des peines de privation de liberté, s'ils enfreignent l'oukase impérial²⁸

Ce sont là des mesures extraterritoriales, et donc illégale, qui violent jusqu'à la Constitution des Etats-Unis, laquelle reconnaît le droit de chaque citoyen de voyager et d'utiliser à sa guise ses ressources personnelles.

- **Nouvelles mesures visant à restreindre encore plus le courant de devises et d'articles de consommation vers Cuba**

L'administration étasunienne a, le 22 juin 2004, prohibé l'envoi à Cuba de vêtements et de produits d'hygiène personnelle tels que le savon et le shampoing, de produits vétérinaires, d'engins de pêche et d'équipements pour fabriquer du savon et d'autres produits similaires ; elle a aussi réduit arbitrairement les destinataires des envois (uniquement les enfants, les parents, les frères et les petits-enfants), leur fréquence et leur quantité (un colis par foyer, au lieu d'un colis par personne).

En annonçant ces mesures, le département du Commerce a reconnu implicitement qu'elles auraient des retombées négatives sur les Cubains, dans la mesure où ces envois « représentaient un bénéfice humanitaire pour le peuple cubain dans des domaines critiques », la justification de ces prohibitions étant que « ces colis libéraient le régime de son obligation de satisfaire aux besoins de base de ses citoyens²⁹ ».

Le 8 juillet 2004, le service des garde-côtes des USA a lui aussi renforcé les mesures pour empêcher tout départ de bateaux à destination de Cuba : désormais, tout bateau étasunien de moins de cent mètres de long devra demander une autorisation spéciale, même s'il n'appareille pas directement des eaux territoriales nord-américaines, les infracteurs risquant de se voir confisquer le bateau et infliger des peines. Par ailleurs, avant de concéder cette autorisation, le service de garde-côtes exigera la

²⁸ Amaury E. del Valle, « El Departamento del Tesoro contra SerCUBA: "Mil pantallas del bloqueo" », 28 octobre 2004 (www.cubadebate.cu)

²⁹ Wilfredo Cancio Isla, « Restringen el envío de paquetes a Cuba », *El Nuevo Herald*, 23 juin 2004.

présentation de permis délivrés par d'autres agences publiques des USA prouvant qu'il n'y a pas violation des dispositions du blocus.³⁰

L'administration Bush vient d'interdire – le qualifiant de crime - aux Etatsuniens et aux personnes résidant aux USA d'acheter n'importe quel produit, dont le rhum et les cigares, même dans un pays tiers, même pour le consommer ailleurs qu'aux USA, la violation de cette norme pouvant entraîner un procès devant les tribunaux, des amendes de jusqu'à un million de dollars pour les personnes juridiques et de jusqu'à 250 000 dollars pour les personnes naturelles, et jusqu'à dix ans de privation de liberté. À cet égard, le département du Trésor a été très clair dans le communiqué annonçant ces nouvelles restrictions : « Les réglementations interdisent aux personnes sujettes à la juridiction des Etats-Unis d'acheter, de transporter, d'importer toute marchandise à l'étranger si ladite marchandise est d'origine cubaine, ou si elle est ou a été située ou transportée depuis ou à travers Cuba, ou si elle a faite ou si elle découle en tout ou partie d'un intrant qui aurait poussé, ou aurait été produit ou fabriqué à Cuba, ainsi que de s'impliquer ou de participer à toute transaction concernant ladite marchandise³¹. »

À la suite des restrictions entrées en vigueur en juillet 2004 en vue de restreindre les voyages d'Etasuniens et d'émigrés cubain à Cuba, la quantité de voyageurs a diminué de moitié au second semestre (juillet- décembre) de cette année-là, selon des chiffres du département d'Etat, passant de 50 588 sur vols nolisés, contre 119 938 durant la même période de 2003, soit une chute de 57,47 p. 100, tandis que les réservations de décembre 2004 n'ont été que 13 735, soit deux tiers de moins qu'en décembre 2003.³²

Les nouvelles mesures étasuniennes ne parviendront pas à asphyxier l'économie cubaine qui, malgré cette recrudescence du blocus, des deux terribles cyclones ayant causé des pertes pour 2 146 000 000 de pesos, de la flambée sans précédent des cours du pétrole et de la sécheresse prolongée dans l'Est du pays, a enregistré une croissance de 5 p. 100 en 2004, soit un taux supérieur à 2003. Par ailleurs, Cuba a pour la première fois passé le cap de deux millions de visiteurs étrangers, enregistrant dans ce domaine une croissance de 8 p. 100 par rapport à 2003, tandis que les exportations de biens ont augmenté de 32,5 p. 100, dépassant les deux milliards de dollars pour la première fois depuis 1991.

³⁰ « Nuevas Reglas Para Embarcaciones que Viajan a Cuba », La Voix de l'Amérique, 9 juillet 2004.

³¹ « Multa de 250 mil dólares y hasta diez años de prisión para quien compre un puro cubano », *Granma International*, 14 octobre 2004.

³² « China concede a la isla el estatus de destino turístico, Washington consigue frenar los viajes de estadounidenses hacia Cuba », 23 décembre 2004
(www.americaeconomica.com/numeros4/297/reportajes/4Gema297.htm).

- **Intimidation visant les émigrés cubains aux USA en vue de neutraliser leur mécontentement croissant envers la politique de l'administration**

La clique mafieuse cubano-américaine installée à Miami a menacé les émigrés cubains vivant aux USA et ayant organisé des manifestations dans cette ville pour protester contre les mesures restreignant les voyages et les envois de fonds à Cuba de leur faire perdre leur droit de séjour aux USA.³³

Cet « exil » de Miami est en fait une pure fiction inventée dans une coproduction des services secrets et de la mafia anticubaine à des fins de propagande, sans la moindre participation des centaines de milliers de personnes qui ont émigré pour des raisons économiques ou pour réunifier les familles.

Dans ce domaine, la politique des autorités cubaines a toujours été absolument claire : participer à la Révolution est et reste un choix individuel et volontaire de chacun. Ceux qui veulent émigrer peuvent le faire – sauf rarissimes exceptions pour des motifs bien fondés – à condition d'en avoir les moyens et pourvu qu'un pays étranger soit prêt à les accueillir à travers les procédures régulières et légales pertinentes.

- **Application renforcée des dispositions extraterritoriales du titre IV de la loi Helms-Burton**

Alors que le titre IV de la loi Helms-Burton (1996) - qui prévoit le refus d'entrée aux USA aux personnes ayant investi à Cuba et à leur famille - n'avait pas été appliqué depuis cinq ans, l'administration étasunienne a, en mai 2004, sommé la chaîne hôtelière jamaïcaine Super Clubs de se retirer d'un de ses hôtels de Cuba ; dans le cas contraire, ses cadres et leurs familles risquaient de tomber sous le coup de ce titre IV. Le prétexte à cette sommation contre la société jamaïcaine était qu'une personne née à Cuba et vivant aux USA avait affirmé être propriétaire du terrain – exproprié par la Révolution - sur lequel était bâti l'hôtel qu'elle gérait.³⁴ Super Clubs préféra renoncer pour éviter les sanctions.

De l'aveu public de Dan Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, l'administration Bush « enquête activement au sujet de plus d'une vingtaine de refus de visa en vertu du titre IV de la loi Helms-Burton. La décision la plus récente à cet égard date d'avril. La sanction correspondant n'a pas été appliquée parce que la société jamaïcaine [la chaîne d'hôtel Super Clubs] a mis fin à ses activités commerciales dans le bien confisqué en question. Ç'a été le premier cas en cinq ans (...)».³⁵

Le 8 juillet 2004, une famille d'origine cubaine a poursuivi le Club Méditerranée, une chaîne touristique française, devant un tribunal de Miami pour avoir bâti et géré de 1997 à 2003 un hôtel cinq étoiles à Varadero, sur un terrain que cette famille disait posséder avant le triomphe de la Révolution. Le plus curieux, c'est qu'à la date de la demande, le Club Med avait vendu son hôtel à une chaîne espagnole depuis déjà plus d'un an. On comprend mieux quand on sait, selon l'avocat de la famille, que le Club Med possède de gros intérêts en Floride, dont un hôtel à Port St. Lucie : « Le Club Med ne peut faire des affaires en Floride et en faire aussi, et de grosses, avec le régime communiste de Cuba³⁶. »

Le chantage est aussi clair que la logique est mesquine : si une société étrangère veut faire des affaires aux USA, le plus gros marché au monde, alors elle ne peut en faire à Cuba.

³³ « Advertencia de EU a exiliados cubanos », *El Universal*, 7 juillet 2004, selon dépêche de la DPA.

³⁴ Frank Martin, « Otro 'caso' que añadir a la ley Helms-Burton », World Data Service, 6 juillet 2004.

³⁵ « Acelerar el día en que Cuba será libre », déclarations de Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, devant l'Association des vétérans cubano-américains de Miami, 9 octobre 2004. Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis, 14 octobre 2004 (<http://usinfo.state.gov/espanol>).

³⁶ Amy Driscoll, « Exiliados demandan a Club Med por utilizar una propiedad en Cuba », *El Nuevo Herald*, 9 juillet 2004.

Si cette nouvelle demande obtient gain de cause devant les tribunaux de Miami, la Maison-Blanche se verrait encourager à appliquer dans toute son ampleur – comme elle en brûle d'envie – la loi Helms-Burton dont les clauses extraterritoriales n'ont été appliquées jusqu'ici qu'en partie, tandis que le titre III n'a cessé d'être reporté tous les six mois par les différentes administrations par décret présidentiel.

- Menaces aux toutes récentes importations d'aliments en provenance des Etats-Unis

Le département du Trésor est en train d'analyser la manière d'entraver les ventes de produits agricoles que les autorités étasuniennes avaient autorisées fin 2001, après que deux cyclones eurent causé des dégâts se chiffrant à presque deux milliards de dollars à l'île. En effet, voilà des mois que l'administration Bush révisent les règles fixées à ces ventes, autrement dit payables au comptant et en liquide, un porte-parole de l'OFAC ayant informé qu'elle fera connaître « à une date prochaine un nouveau règlement »³⁷.

Un groupe de législateurs des deux partis conduit par Jo Ann Emerson, représentante du Missouri, a adressé une lettre au département du Trésor, affirmant qu' « il n'y a aucune raison de renforcer les conditions des ventes à Cuba » et qu' « exiger que Cuba paie à l'avance mettra fin assurément à toutes les ventes de produits agricoles ».

Tenant par ailleurs de préserver ces exportations d'aliments à Cuba, trente-quatre puissantes associations agricoles nationales et des sociétés d'export des Etats-Unis, ont, le 8 décembre 2004, adressé une lettre au président Bush pour lui demander « de ne pas faire de changements inutiles et nocifs à la loi portant autorisation de ces ventes. Toute modification menacerait de fermer un important marché aux exportateurs agricoles de notre pays ». Elles rappellent que Cuba occupe actuellement la vingt-deuxième place parmi les acheteurs de produits agricoles étasuniens, à hauteur de quatre cents millions de dollars par an, et que « c'est là un marché que nous ne pouvons nous donner le luxe de perdre »³⁸.

Parmi les signataires, on trouve l'American Farm Bureau Federation, Ag BioTech, l'American Meat Institute, le National Foreign Trade Council, la compagnie maritime Crowley Maritime, la National Milk Producers Federation, la National Turkey Association, l'US Dairy Export Council, l'US Wheat Associates, et d'autres groupes reconnus de producteur de riz, de blé, de poulet et d'aliments lactés tant à l'échelle nationale qu'à celui d'Etat comme le Minnesota, l'Oklahoma, le Texas, le Colorado, le Dakota du Nord et le Dakota du Sud.

Selon les signataires, « obliger Cuba à payer "d'avance et cash" – ce que certains fonctionnaires et législateurs partisans du renforcement de l'embargo interprètent comme une obligation pour Cuba de payer avant que les cargaisons n'abandonnent les ports étasuniens – est contraire aux normes du commerce internationales, viole les stipulations de la loi portant autorisation de ces ventes et s'avère une pratique d'exportation plus restrictive que toute autre au monde ».

Les signataires indiquent aussi que « cette réinterprétation des modalités de paiement » pourrait aboutir à leur saisie de la part de personnes juridiques ou naturelles des USA qui réclament des compensations au gouvernement cubain à la suite de décisions judiciaires. « Ni les exportateurs étasuniens ni les acheteurs cubains ne sont en mesure d'accepter cet extraordinaire risque légal », soulignent-ils.³⁹

Bien entendu, la législatrice étasunienne Ros-Lehtinen, qui a la haine de Cuba chevillée au corps, a affirmé : « Nous continuerons d'exercer des pressions sur l'OFAC pour qu'il fasse appliquer les clauses de la loi et oblige Fidel Castro à payer avant de recevoir les cargaisons. »

³⁷ Wilfredo Cancio Isla, « Estados Unidos revisa las ventas a Cuba », *El Nuevo Herald*, 25 novembre 2004

³⁸ Wildredo Cancio Isla, « No quieren cambios en las ventas de EEUU », *El Nuevo Herald*, 30 décembre 2004.

³⁹ Id.

- **Reprise des procès manipulés politiquement pour adjuger de très grosses indemnisations arbitraires aux dépens de fonds cubains mis sous séquestre aux USA et d'autres biens et actifs cubains**

Selon *El Nuevo Herald* (Miami) du 15 novembre 2004, Janet Ray Winninger, Nord-Américaine, a présenté devant le tribunal du comté de Miami-Dade une « demande » d'homicide contre le président Fidel Castro et l'Etat cubain pour la mort de son père, Thomas « Pete » Ray.

Dans quelles circonstances cet homme est-il mort ? Pilotant un avion de la CIA qui fut abattu le 19 avril 1961 lors de l'invasion de Playa Girón (baie des Cochons).

Or, au terme d'un procès tout à fait insolite et mené tambour battant par rapport aux délais normaux de la justice nord-américaine, un juge de ce comté, Ronald Dresnick, se prononça en moins de quarante-huit heures en faveur de M^{me} Ray et « condamna » le gouvernement cubain à lui verser des dommages et intérêts se chiffrant à 86,5 millions de dollars pour l' « exécution » de son père !

M^{me} Janet Ray, qui n'avait que six ans à la mort de son père, fabriqua de toutes pièces de sinistres mensonges en appui de sa demande, se fondant sur la loi Antiterrorisme et peine de mort effective (1996) qui permet à des « victimes » d'Etats que le gouvernement étasunien qualifie d'une manière unilatérale et arbitraire de terroristes – Cuba est bien entendu inscrite sur cette liste – de présenter des demandes de ce genre.

Depuis, toute réclamation contre Cuba trouve aussitôt un écho devant les magistrats étasuniens qui finissent par adjuger de très grosses indemnisations arbitraires.

Quand M^{me} Ray a présenté sa demande devant les juges de Miami, plusieurs experts juridiques affirmèrent qu'elle était nulle et non avenue : ainsi, David Abraham, professeur de droit à l'Université de Miami, affirma, selon *El Nuevo Herald* : « Vous ne pouvez envahir un pays étranger et espérer qu'on vous y accueille à bras ouverts. »

Thomas Willard Ray, le père de la plaignante, connu comme « Pete », est venu attaquer Cuba dans le cadre de l'invasion mercenaire déclenchée en avril 1961. Il n'a jamais été fait prisonnier et aucun médecin ne l'a jamais soigné de blessures d'armes à feu, contrairement aux allégations mensongères de sa fille.

Voilà quarante et un ans, deux journalistes étasuniens, David Wise et Thomas R. Ross racontèrent dans leur livre *The Invisible Government* (New York, 1964, Random House) des détails de cette invasion mercenaire de Playa Girón préparée par les USA⁴⁰.

Au chapitre 5 (« Le cas des veuves de Birmingham), ils narrent la mort, au petit matin du 19 avril 1961, de quatre pilotes de la Garde nationale d'Alabama recrutés par la CIA dans le cadre d'un commando spécial : ils survolèrent les positions cubaines à bord de cinq bombardiers B-26 qui avaient décollé de l'aéroport Happy Valley, à Puerto Cabezas (Nicaragua) camouflés aux couleurs des forces de l'air cubaine pour tromper les forces de l'île et pouvoir attaquer par surprise.

On apprend dans ce chapitre que la CIA d'abord, l'ensemble du gouvernement étasunien, ensuite, mentirent constamment aux familles de ces quatre pilotes qui seraient censément décédés dans un triste accident quand leur avion de transport C-47 s'était écrasé en mer. Ainsi, Robert Kennedy, Attorney General et frère du président, affirma le 21 janvier 1963, presque deux ans après l'invasion, à David Kraslow, de la chaîne de journaux Knight, qu'aucun Etasunien n'était mort lors de la baie des Cochons.

⁴⁰ Lázaro Barredo Medina, « La hija de un piloto de la CIA dice embustes y busca dinero », 30 novembre 2004 (www.cubadebate.cu/index.php?tpl=especiales-show¬iciaid=3832¬iciafecha=2004-11-30).

Et voilà pourquoi les autorités nord-américaines firent l'impasse à ce sujet pendant dix-huit ans, bien que la radio cubaine ait offert ce même jours des détails de la façon dont l'avion avait été abattu et les deux pilotes étaient morts.

Ce n'est que sous l'administration Carter, que les autorités étasuniennes finirent par admettre publiquement l'existence du cadavre de Ray conservé depuis à la morgue de La Havane et remis le 5 décembre 1979 à Janet Ray.

Quelques mois après, en avril 1980, la revue cubaine *Verde Olivo* publiait (n° 16) le témoignage et des photos de José M. Miyar Barruecos, secrétaire du Conseil d'Etat cubain et témoin oculaire des faits, au sujet des opérations aériennes de la CIA à la baie des Cochons⁴¹. Le 19 avril 1961, à l'aube, un avion B-26, alors qu'il menait une seconde attaque en rase-mottes contre le Q.-G. et les forces cubaines, commença à perdre de l'altitude et dut faire un atterrissage forcé dans une plantation de canne à sucre après avoir été touché par les tirs cubains. Quelques instants plus tard, on entendit une forte explosion qui provoqua l'incendie de tout le fuselage avant. Les forces cubains arrivées sur place ne découvrirent aucune trace des pilotes dans les restes calcinés et encore fumants. Force était donc de conclure que les pilotes avaient pu en réchapper. Le commandant Fernández Mell, qui dirigea l'opération de recherche, donna des instructions de les capturer vivants. Mais ce fut impossible : un des pilotes, dissimulé près de la petite piste de la sucrerie, sortit son revolver calibre 38 à canon court quand il se vit découvert et tira, et fut abattu d'une rafale de FAL. L'autre pilote, découvert lui aussi, tenta de lancer une grenade à main et fut abattu à son tour de plusieurs balles au thorax et à l'œil droit. C'était Thomas Willard Ray, dont le cadavre ne serait réclamé officiellement par les autorités étasuniennes que dix-huit ans plus tard à la demande de la famille. L'autre se nommait Frank Leo Baker.

- ***Shows de propagande contre Cuba dans le cadre de la stratégie de diplomatie publique***

Dressant un bilan des actions anticubaines de l'administration Bush, Daniel W. Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, affirma : « Nous avons redoublé d'efforts pour activer les démarches de la diplomatie internationale et de la diplomatie publique afin de promouvoir un soutien international accru à la société civile cubaine et à la planification de la transition à Cuba. Nous applaudissons à des initiatives comme celles du Comité international pour la démocratie à Cuba, présidé par l'ancien président tchèque, Vaclav Havel... La "Déclaration de Prague" qui en a découlé appelle à la libération des prisonniers politiques et condamne fortement le régime castriste. Le président Havel a affirmé à la presse que "Cuba est une gigantesque prison"⁴². »

La manipulation des travaux de la Commission des droits de l'homme pour condamner Cuba a joué un rôle de premier plan dans cette stratégie.

Michael Kozak, sous-secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, a affirmé le 16 juin 2004 devant un sous-commission du Congrès : « Pour soutenir les rêves de démocratie des Cubains, les USA leur offrent un appui moral et un appui politique en lançant des initiatives dans des instances internationales comme la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ». ⁴³ Il s'est bien gardé de dire, bien entendu, que cet « appui moral et politique » passait par les pressions et les chantages les plus sordides contre les pays membres de la CDH.

⁴¹ Id.

⁴² « Acelerar el día en que Cuba será libre », déclarations de Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, devant l'Association des vétérans cubano-américains de Miami, 9 octobre 2004. Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis, 14 octobre 2004 ([http://usinfo.state.gov\(espagnol\)](http://usinfo.state.gov(espagnol))).

⁴³ Déclarations de Michael Kozak, sous-secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, devant la sous-commission des droits de l'homme et de l'aide sociale de la Commission de réforme gouvernementale de la Chambre des représentants, le 16 juin 2004, cité par Percy Alvarado, « La cosa no está fácil para Kozak », in Cubadebate, 19 juin 2004.

Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, déclarait le 9 octobre 2004 à Miami : « Nous avons œuvré activement en 2004, à la Commission des droits de l'homme de Genève, pour obtenir une résolution critiquant le gouvernement cubain dans ce domaine ».⁴⁴

C'est sur instructions et financement des autorités étasuniennes que le Sommet international pour la démocratie à Cuba s'est tenu à Prague du 17 au 19 septembre 2004, sous l'égide du soi-disant Comité international pour la démocratie à Cuba (CIDC), fondé en septembre 2003, toujours sur instructions de Washington, par Vaclav Havel, ancien président de la République tchèque, un individu toujours prêt à prêter ses services à l'Empire contre rétribution sonnante et trébuchante.

La réunion de Prague fut suivie d'autres farces de ce genre à d'autres endroits, mais toujours selon le scénario et à partir des fonds de Washington.

C'est le cas du séminaire intitulé « La transition du communisme : les leçons tirées et les changements auxquels s'affronte Cuba », qui s'est déroulé le 9 novembre 2004 à Miami, sous les auspices tout à fait publics de l'Institut d'études cubaines et cubano-américaines de l'Université de Miami (à partir de fonds publics) et de l'ambassade tchèque à Washington.

Le Forum international pour la démocratie, autre show anticubain orchestré pour le 16 novembre 2004 rien moins qu'à l'Assemblée nationale du Costa Rica dans le cadre du Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à San José fit piteusement fiasco grâce à la riposte de citoyens honnêtes de ce pays qui empêchèrent cette grave offense à la dignité du peuple cubain, seuls deux orateurs de la minorité de politicard et de terroristes anticubains ayant pu prendre la parole, et ce malgré la complicité et la tolérance du gouvernement costaricien. (Cf. *Conciliábulo anticubano en Costa Rica*, Déclaration du ministère cubain des Relations extérieures, 16 novembre 2004.)

Qui donc assiste à ces réunions organisées et financées par Washington ?

Des politiciens corrompus ; des dirigeants défenestrés ; des fonctionnaires, des agents et ex-agents des services spéciaux des USA ; des membres de la mafia anticubaine de Miami et des terroristes avérés d'origine cubaine ; des « intellectuels » dont le cerveau s'est vendu à l'Empire.

Signalons, entre autres, Carlos Alberto Montaner, qui fit partie en 1963 d'un groupe sélect de la CIA et fut entraîné à des activités de renseignements à Fort Benning (USA) et qui est toujours signalé comme agent de ces services secrets. Montaner défend le blocus étasunien que la communauté internationale ne cesse de condamner au fil des années à une majorité écrasante, s'oppose aux investissements étrangers et stimule l'isolement international de Cuba.

Ces « réunions » de Prague, de Miami et de San José du Costa Rica visent à faire croire qu'il existe un fort soutien international à la politique anticubaine du gouvernement étasunien et à répercuter sa guerre médiatique contre la Révolution cubaine.

Ces rencontres se concluent toujours par un document bourré de haine et de menaces à l'encontre du peuple cubain et, bien entendu, soutenant ouvertement la politique anticubaine de Washington. Ainsi, la « Déclaration de Prague » a recommandé la recrudescence des pressions et de l'encerclement contre Cuba, l'augmentation de l'« appui » aux mercenaires de la politique anticubaine des USA et le soutien aux sanctions qu'Aznar a promues en Union européenne afin de subordonner celle-ci aux visées impérialistes de la Maison-Blanche. À Prague, Havel a réclamé publiquement le renversement du gouvernement cubain.⁴⁵

James Cason, le chef de la Section des intérêts des USA à La Havane, qui dirige les mercenaires salariés de son gouvernement à Cuba, a assisté aux réunions de Prague et de Miami, et a même inauguré cette dernière.

⁴⁴ « Acelerar el día en que Cuba será libre », *id.*

⁴⁵ Paulo A. Parranagua, « A Prague, Vaclav Havel appelle à aider l'opposition cubaine pour construire l'après-Castro », *Le Monde*, 21 septembre 2004.

Et pour qu'il ne reste aucun doute quant à la paternité de ces initiatives, le président Bush a adressé une lettre aux organisateurs du séminaire de Miami pour remercier la République tchèque et Havel de leurs efforts pour promouvoir la « cause de la démocratisation » à Cuba⁴⁶.

- ***Renforcement des déclarations marquées au sceau de l'ingérence, des provocations et des activités conspiratrices du chef et de plusieurs fonctionnaires de la Section des intérêts des USA à La Havane***

L'administration Bush utilise comme fer de lance dans ses plans agressifs sa Section des intérêts des USA à La Havane, dont le chef actuel, James Cason, a élevé à des niveaux sans précédent ses activités visant à miner les objectifs qui donnèrent naissance à l'ouverture de représentations à La Havane et à Washington sous la présidence de Carter.

L'épisode le plus récent de cette escalade de cette agression diplomatique – une provocation inconcevable – a été l'installation, dans les jardins de la SINA, d'une allusion aux soixante-quinze mercenaires condamnés à juste titre par les tribunaux cubains.

Cette provocation venait couronner une série d'actions offensives orchestrée par le chef et d'autres fonctionnaires étasuniens, de septembre à décembre 2004, aussi bien à la SINA elle-même que chez eux ou lors d'activités diplomatiques publiques dans d'autres ambassades.

Le comportement de ces fonctionnaires diplomatiques viole ouvertement les normes qui régissent l'attitude que doivent avoir les représentants d'un gouvernement face aux institutions et aux lois de l'Etat devant lequel ils sont accrédités. (Cf. Chronologie des actions provocatrices des fonctionnaires de la SINA, septembre-décembre, Cubadebate, 20 décembre 2004.)

Les organisations de jeunes et des dizaines d'artistes cubains ont riposté en installant des panneaux, des fresques, des affiches et des dessins tout autour de la SINA face à cette agression à la dignité du peuple cubain, recréant artistiquement des preuves irréfutables de la politique impérialiste et fasciste de l'administration Bush, des conséquences brutales de son agression criminelle à plusieurs peuples du monde et des tortures appliquées massivement par ses officiers et ses soldats dans des centres d'arrêt et des camps de concentration à différents endroits du monde.

Le peuple cubain défendra à tout prix sa riche histoire, la mémoire de ses héros et de ses martyrs et l'indépendance nationale pour laquelle il a dû payer un prix élevé en vies et en sacrifices.

- ***Recrudescence sensible de la traque et d'amendes contres des personnes, des ONG et des sociétés des USA et d'autres pays pour voyages à Cuba ou transactions financières ou commerciales avec des personnes naturelles ou juridiques définies comme cubaines par Washington***

En 2004, soixante-dix-sept sociétés, institutions bancaires et organisations non gouvernementales se sont vu infliger des amendes pour violation des réglementations du blocus étasunien à Cuba, pour un total de 1 260 000 dollars. Si on ajoute les amendes infligées à des organisations pour violation des « sanctions » appliquées non seulement à Cuba, mais à d'autres pays, non compris les cent millions que l'Union des banques suisses a dû payer, le total se monte à 1 451 539 dollars.

Onze sont des sociétés étrangères ou des filiales de sociétés étasuniennes dans des pays tiers. À quoi il faut ajouter au moins sept sociétés étrangères, dont les compagnies aériennes Iberia, Alitalia et Air Jamaica, la société Daewo et la Banque de Chine, dont les filiales aux USA ont été punies pour avoir violé des dispositions du blocus. Preuve supplémentaire, s'il en fallait, de l'extraterritorialité de ce blocus contre Cuba.

Du total des sociétés punies, 29 sont des sociétés et entreprises, 27 des institutions bancaires, 10 des ONG, 11 des sociétés étrangères et filiales de sociétés étasuniennes dans des pays tiers.

⁴⁶ Pablo Alfonso, « Debaten sobre transición en Cuba », *El Nuevo Herald*, 10 novembre 2004.

Par ailleurs, toujours en 2004, 316 Nord-Américains et personnes vivant aux USA se sont vu infliger des amendes se montant à 497 780 dollars, fondamentalement pour violation des restrictions aux voyages et pour entrée de produits cubains, ou encore pour refus de fournir des informations à l'OFAC et pour avoir des contrats avec une société cubaine.

Le total des amendes infligées à des personnes juridiques et naturelles en 2004 se chiffre à presque deux millions de dollars.

Début septembre 2004, la ligne aérienne espagnole Iberia a reconnu avoir payé une amende de huit mille dollars au département étasunien du Trésor, mais a nié avoir violé les dispositions du blocus : en 2000, les autorités étasuniennes ont accusé Iberia d'avoir transporté des cigares cubains dans un avion ayant fait escale à Miami à destination d'Amérique centrale. Iberia s'est défendue en affirmant qu'il s'agissait de cigares d'origine canarienne destinés à un client centraméricain⁴⁷.

Le département du Trésor a infligé une amende de 20 000 dollars (environ 14 880 euros) à la banque espagnol Santander pour avoir viré en 2001 une quantité d'argent non précisée à un destinataire non précisé, mais qui pourrait être une institution du gouvernement cubain, depuis sa filiale Santander Bank & Trust, aux Bahamas (Santander Central Hispano Bank & Trust au moment de l'ouverture de l'instruction)⁴⁸.

C'était la seconde entreprise espagnole punie par l'administration Bush aux termes de la loi Helms-Burton après le changement de gouvernement en Espagne en mars 2003.

L'administration Bush a aussi puni Daimler Chrysler North American Holding Corp. parce que l'ancienne Mercedes-Benz du Mexique avait vendu des camionnettes à Cuba en 1999, l'amende se montant à près de 30 000 dollars, ce qui est la plus élevée jamais infligée à une société européenne pour commerce avec l'île⁴⁹.

La société pharmaceutique Chiron Corporation s'est vu infliger une amende de 168 500 dollars après qu'elle eut révélé qu'une filiale européenne avait vendu de 1999 à 2002 deux sortes de vaccins pour enfants à Cuba, selon information du département du Trésor datée du 8 juillet 2004⁵⁰.

Les laboratoires Alpha Pharmaceutical Incorporated (Panama) ont dû aussi payer une amende de 198 700 dollars pour avoir fait des affaires avec Cuba.

Outre le fait qu'elles violent ouvertement le droit international, les sanctions les plus récentes prouvent une fois de plus l'inhumanité du blocus étasunien contre Cuba puisqu'elles touchent des secteurs aussi sensibles que le droit à la santé et à la vie des Cubains, dont les enfants. Autrement, les droits de l'homme.

- ***Toujours plus de visas refusés à des universitaires, à des scientifiques, à des artistes, à des sportifs et à des fonctionnaires cubains***

En 2004, les autorités étasuniennes n'ont cessé de refuser en nombre accru des visas à des artistes, à des universitaires, à des scientifiques, à des sportifs et à des fonctionnaires cubains, si bien que des centaines d'entre eux n'ont pu participer à des rencontres nationales et internationales organisées aux USA et que le peuple étasunien a été privé de son droit à recevoir des informations et des opinions de toutes les sources possibles, à profiter des arts et des progrès scientifiques cubains.

Des musiciens et interprètes cubains de la taille d'Ibrahim Ferrer et de Manuel Galbán, des écrivains comme Miguel Barnet et Eduardo Heras León, des cinéastes et téléastes comme Gerardo Chijona et

⁴⁷ Europa Press (Madrid), 7 décembre 2004, citant le journal économique *Expansión*.

⁴⁸ « Multa EU a banco español por transferir dinero a Cuba », *La Jornada* (Mexico), 8 décembre 2004 (dépêches AFP et Reuters).

⁴⁹ Patricio Cantalejo, « La guerra fría continúa en el mundo del motor. Sanción histórica de EE.UU. a DaimlerChrysler », 17 novembre 2004, www.motor.terra.es.

⁵⁰ Dépêche de Prensa Latina depuis Washington, 8 juillet 2004.

Lisette Vila, des actrices comme Verónica Lynn et une longue liste de notables représentants de la culture cubains ont été interdits de participer à des prestations et à des rencontres aux USA.

De mai 2003 à avril 2004, cinquante-trois représentants de la culture cubaine ont attendu en vain un visa d'entrée aux USA, tandis que 215 créateurs et artistes se sont vu opposés une fin de non-recevoir ; tandis que les visas ont été niés à vingt et un dirigeants sportifs cubains.

Fin septembre 2004, le département d'Etat a refusé l'entrée à une délégation cubaine composée de soixante-quatre professeurs universitaires et membres de sociétés savantes qui avaient été invités à participer à la réunion annuelle de l'Association d'études latino-américaines (LASA) devant se tenir à Las Vegas (Nevada) de 7 au 9 octobre 2004. C'était la première fois que les autorités étasuniennes refusait en bloc les visas à toute une délégation cubaine à une conférence de cette organisation⁵¹.

Les mesures et la politique appliquées en matière de visas et de permis de voyage aux USA rappellent l'étape la plus sinistre de l'intolérance idéologique, celle du maccarthysme dont on pensait qu'il n'était qu'un souvenir du passé ! Ces actions mettent à nu la fausseté de la rhétorique de la Maison-Blanche au sujet des libertés et des droits et privent les peuples cubain et étasunien de la possibilité de mieux se connaître et de partager leur progrès notables dans ces domaines.

- **Présence et influence accrues de personnages anticubains au Congrès et au gouvernement sous le second mandat de Bush**

Le début de la seconde période de Bush à la Maison-Blanche s'est caractérisé par une présence accrue de personnages anticubains au Congrès et à d'importants postes de l'administration.

L'élection au Sénat pour la Floride du républicain d'origine cubaine, Melquíades (*Mel*) Martínez, la nomination de Porter J. Goss, législateur républicain de la Floride et ancien chef d'opérations de la station CIA de Miami dans les années 60, à la tête de la CIA, celle de Carlos Gutiérrez, homme d'affaires d'origine cubaine, à la tête du département du Commerce, ne laissent pas le moindre doute que Bush continuera de se montrer toujours plus agressif contre Cuba.

Mel Martínez, habitant Orlando (Florida), est le premier membre de la mafia anticubaine à obtenir un siège au Sénat, alors qu'il existe déjà trois représentants républicains pour la Floride et un démocrate pour le New Jersey de cet acabit. Martínez avait d'ailleurs été le premier membre de la mafia anticubaine à obtenir un poste si élevé dans la première administration Bush, en tant que secrétaire au Logement et à l'Urbanisme, sans oublier qu'il a été aussi un des coprésidents de la Commission d'aide à Cuba libre qui a conçu la nouvelle stratégie visant à la liquidation de la Révolution cubaine.

Mel Martínez a affirmé clairement son intention de travailler à la révocation des accords migratoires souscrits entre Cuba et les USA ; il prétend étendre aux Cubains recueillis en mer la condition de « réfugiés » et le droit de recevoir le bénéfice de la loi d'Ajustement cubain de 1966⁵², ce qui stimulerait encore plus l'émigration illégale et le trafic d'êtres humains et provoquerait des tensions accrues dans les relations migratoires bilatérales.

Rencontrant le 4 janvier 2005 au Capitole Condoleezza Rice – alors conseillère à la sécurité nationale de la Maison-Blanche – Martínez, ayant juré comme sénateur, lui affirma : « Nous insistons sur la nécessité de créer la plate-forme aérienne prévue pour les transmissions à Cuba⁵³. » Il voulait parler de l'avion militaire envisagé pour faire des transmissions illégales de radio et de télévision en direction de l'île, en vue de promouvoir la déstabilisation, l'émigration illégale et la subversion de l'ordre à Cuba.

Toujours à cette même occasion, Martínez a rencontré l'ex-président panaméenne, Mireya Moscoso, accompagnée de Jorge Mas Santos, président de la Fondation nationale cubano-américaine, une

⁵¹ Pablo Alfonso, « Niegan las visas a 64 académicos cubanos », *El Nuevo Herald*, 30 septembre 2004.

⁵² Guillermo I. Martínez, « Not Let up in Sight », *Sun Sentinel*, 18 novembre 2004.

⁵³ Rui Ferreira, « Mel Martínez hace historia », *El Nuevo Herald*, 5 janvier 2005 (www.miami.com/mld/elnuevo/10566348.htm).

organisation terroriste d'origine cubaine⁵⁴. Rappelons que cette femme a gracié, juste à la fin de son mandat, quatre terroristes patentés d'origine cubaine, dont Luis Posada Carriles, jugés et condamnés par les tribunaux panaméens pour avoir organisé un attentat terroriste – mais ils furent arrêtés avant – dans le grand amphithéâtre de l'université du Panama où Fidel Castro devait s'adresser à des milliers de personnes.

Soulignant l'importance de la présence de Martínez au Sénat pour y impulser la politique contre Cuba, le mafieux Mas Santos affirmait : « *Mel* est quelqu'un qui a ses entrées à la Maison-Blanche et qui sait parfaitement qu'il faut axer la lutte à Cuba même, qu'il faut continuer de soutenir la dissidence dans l'île⁵⁵. »

Un journal de la Floride, *Sun Sentinel*, reconnaît : « Ce que Martínez pense au sujet de Cuba et ses liens étroits avec le président ne laissent aucun doute quant au fait que les USA n'assoupliront pas leur politique envers Cuba sous Cuba⁵⁶. »

Le 29 novembre 2004, Bush a nommé à la tête du département du Commerce Carlos Gutiérrez, Etasunien d'origine cubaine habitant Battle Creek (Michigan), président depuis 1999 de la transnationale Kellogg, dont la famille abandonna Cuba en 1959 quand il avait six ans. C'est un partisan féroce d'un renforcement de la politique de Bush contre Cuba⁵⁷.

Les membres de la mafia anticubaine ont soutenu vigoureusement la nomination de Gutiérrez, car ils savent qu'il défend le blocus. En juin 2004, Gutiérrez a versé quatre mille dollars au Comité d'action politique pour la démocratie USA-Cuba qui s'oppose à toute modification de la politique hostile de la Maison-Blanche, s'il faut en croire le rapport que celui-ci a présenté devant la Commission électorale nationale. La législatrice républicaine Ileana Ros-Lehtinen, une mafieuse qui sue la haine de Cuba par tous les pores de sa peau, a soutenu publiquement la désignation de Carlos Gutiérrez⁵⁸.

Remerciant Bush de sa nomination, Gutiérrez s'est qualifié de « réfugié politique⁵⁹ ». À la séance de confirmation comme secrétaire au Commerce, le 5 janvier 2005, il a affirmé sans ambages : « Je soutiens la politique du président au sujet de Cuba. Je crois fermement avant tout à l'objectif d'apporter la démocratie à Cuba, comme l'implique cette politique⁶⁰. » Il a affirmé « qu'il se garderait énormément de faire quoi que ce soit qui prolonge le statut actuel de Cuba⁶¹ », niant la moindre possibilité qu'il prenne la moindre mesure pour assouplir le blocus.

S'il est une nomination qui pourrait laisser supposer une recrudescence des opérations secrètes des services spéciaux étasuniens contre Cuba, c'est bien celle de Porter J. Goss à la tête de la *Central Intelligence Agency* (CIA).

Goss était jusque-là président de la Commission des renseignements de la Chambre des représentants en sa qualité de représentant républicain de la Floride, ce repaire de groupes terroristes et extrémistes de la mafia anticubaine.

⁵⁴ Id.

⁵⁵ Id.

⁵⁶ Id.

⁵⁷ « Carlos Gutiérrez, el segundo hispano en el nuevo gobierno de Bush », *El Sentinel* (Floride), 29 novembre 2004.

⁵⁸ Ken Guggenheim, « Bajo Gutiérrez, Kellogg exploró comerciar con Cuba » (AP), *El Nuevo Herald*, 2 décembre 2004.

⁵⁹ Bulletin du Bureau du secrétaire de presse de la Maison-Blanche, « Presidente Bush nomina a Carlos Gutiérrez como Secretario de Comercio », 29 novembre 2004 (www.whitehouse.gov/news/releases/2004/11/20041129-2.html).

⁶⁰ Dépêche de l'Agence France Presse, « Gutiérrez firme en democracia para Cuba », publiée in *El Nuevo Herald*, 6 janvier 2005.

⁶¹ Dépêche de Néstor Ikeda (Associated Press), « Gutiérrez se muestra a la defensiva sobre comercio con Cuba », publiée in *El Nuevo Herald*, 6 janvier 2005.

Le nouveau directeur de la CIA maintient depuis maintenant plus de quarante ans des liens étroits avec les individus les plus aventuriers, les plus dénués de scrupules et les plus violents de la mafia anticubaine de Miami. Entré en 1962 à la section Opérations spéciales de la CIA, il participa depuis la station Miami JM-WAVE qui compta pendant des années des centaines d'officiers opératifs, à la conception, à l'organisation et à la direction d'actions contre Cuba, dont l'invasion de Playa Girón (baie des Cochons), l'opération Mangouste et plusieurs plans d'attentat contre Fidel Castro, alors Premier ministre⁶².

Ensuite, la CIA l'a dépêché à différents endroits d'intense activité en Amérique latine et dans les Caraïbes, où il participa à des opérations visant à isoler la Révolution cubaine et à désarticuler les mouvements populaires de gauche qui proliféraient alors dans la région.

Goss avoua au *The Washington Post*, le 18 mai 2002, avoir participé aux opérations terroristes de la mégastation de la CIA à Miami, JM-WAVE, qui se consacrait alors à organiser et à exécuter des assassinats, à provoquer des incendies de cibles économiques et de lieux publics, à faire exploser des bombes, à disséminer des épidémies et à réaliser d'autres actions terroristes contre Cuba.⁶³

Ce sinistre personnage a constamment fait chorus avec la mafia anticubaine dans ses campagnes extrémistes. Quand il dirigeait la Commission des renseignements du Congrès, il ne s'est jamais intéressé aux erreurs d'Héctor Pesquera, le chef du FBI dans le Sud de la Floride, qui ignore jusqu'à la présence dans cet Etat de 14 des 19 terroristes d'Al-Qaeda, auteurs des attentats criminels du 11 septembre 2001, alors qu'il traquait les Cubains infiltrés dans les groupes terroristes de l'endroit.

En juillet 2002, il se fit l'écho de la fausse accusation selon laquelle Cuba disposait de capacités de mise au point d'armes biologiques, en vue de faire obstacle aux efforts de ceux qui réclamaient la levée des restrictions aux voyages à Cuba.

Tous les antécédents de Gross permettent de supposer un retour à la dangereuse politique des opérations secrètes contre Cuba.

Un autre fait qui laisse à penser à un regain d'activités de la part de ceux qui cherchent à durcir la politique hostile de Bush en 2005, c'est que les législateurs d'origine cubaine, conduits par la mafieuse Ros-Lehtinen, ont annoncé début décembre 2004 leur intention de constituer un groupe législatif appelé provisoirement Groupe Cuba démocratique, en vue de s'opposer au Groupe de travail cubain formé de législateurs des deux partis qui stimule des changements dans la politique anticubaine des USA en vue d'assurer une normalisation graduelle des relations bilatérales⁶⁴.

Selon Ros-Lehtinen, ce nouveau groupe au Congrès s'efforcera de stopper les exportations agricoles vers Cuba, d'éviter que les banques nord-américaines fassent des affaires avec Cuba, d'encourager l'administration Bush à appliquer les clauses les plus controversées de la loi Helms-Burton de 1996 qui pénalisent les investisseurs étrangers à Cuba.

La nomination de l'ancienne conseillère à la sécurité nationale à la tête du département d'Etat a aussi été perçue par la mafia terroriste de Miami comme une contribution décisive à la politique anticubaine. Selon la mafieuse Ros-Lehtinen, il s'agit d'« une vraie croyante de la cause anticastriste ».

- Déclarations agressives et menaçantes contre Cuba en 2004

Le 6 janvier 2004, Roger Noriega, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires américaines, critiqua Cuba, entre autres mensonges et menaces, pour « soutenir des individus en train de déstabiliser plusieurs pays démocratiques d'Amérique » « Fidel Castro doit savoir que ses actions visant à déstabiliser

⁶² Carlos Fazio, « América Latina en la mira del Pentágono: Vuelta a la guerra sucia de los setenta » (totalnews.co.ar); Andrea Rodríguez (Associated Press), « Pronostican en Cuba que nuevo líder de la CIA será agresivo », in *El Nuevo Herald*, 1^{er} octobre 2004.

⁶³ Jean-Guy Allard, « El agente Goss “renuncia” a su pasado », *Granma Internacional* (La Havane), 28 septembre 2004.

⁶⁴ Pablo Bachelet, « Election galvanizes Cuba embargo backers », *The Miami Herald*, 11 décembre 2004.

l'Amérique latine sont toujours plus provocantes aux yeux de la communauté interaméricaine, les Etats-Unis compris. [...] Ceux qui persistent à déstabiliser des gouvernements élus démocratiquement en s'ingérant dans leurs affaires intérieures jouent avec le feu. » Et d'ajouter que « son pays et d'autres voisins suivaient de près les agissements du leader cubain Fidel Castro dans le cadre de "ses dernières équipées" ». **(Cf. éditorial du journal *Granma*, organe officiel du Parti communiste de Cuba, 8 janvier 2004.)**

Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, répéta ces mêmes accusation non fondées le 8 janvier 2004 : « Cuba est en train de faire l'impossible pour déstabiliser des parties de la région. »

La conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, se prononça le lendemain dans des termes semblables : « Cuba continue... d'aggraver les difficultés dans d'autres parties de la région. Le président Bush a créé voilà deux mois une Commission chargée d'examiner ce que peut faire le gouvernement des Etats-Unis pour stimuler l'essor de la démocratie à Cuba et pour se préparer à la Cuba d'après-Castro qui sera démocratique. »

Le 12 janvier 2004, Bush insistait : « La dictature n'est pas de mise dans les Amériques et nous devons travailler à l'unisson pour assurer une transition rapide et pacifique à Cuba. »

Le 16 janvier 2004, au cours du séminaire de l'US/AID sur le programme de transition cubain, Roger Noriega a redit la volonté de son administration de « coopérer avec les organisations internationales et de maintenir la communauté internationale axée sur les violations continues des droits de l'homme par Castro », confirmant ainsi la volonté de son gouvernement de continuer de manipuler les travaux d'organes comme la Commission des droits de l'homme en fonction de sa politique hostile contre Cuba.

John Bolton, alors secrétaire d'Etat au contrôle des armes et à la sécurité internationale, a déclaré que « la menace cubaine à la sécurité des Etats-Unis a été sous-estimée ». En mars 2004, il a souligné par ailleurs devant la commission des relations internationales de la Chambre de représentants la spécificité de Cuba, non seulement à cause de son emplacement à cent cinquante kilomètres des USA, mais encore à cause de sa « condition de violatrice des droits de l'homme, puisqu'elle est inscrite sur la liste des pays terroristes et des pays qui protègent les terroristes ». Il a ajouté : « L'administration croit que Cuba continue d'être une menace en matière de terrorisme et d'armes biologiques pour les USA. » Des fonctionnaires du département d'Etat ont précisé que ces allégations étaient soutenues par la communauté de renseignements.

Incapable de démentir les arguments contraires de Cuba qui a discrédité ces accusations, Bolton a insisté le 30 mars : « Cuba reste une menace en matière de terrorisme et de terrorisme biologique pour les Etats-Unis. »

Le président Bush a repris le 6 mai 2004, jour où il a annoncé les nouvelles mesures contre le peuple cubain, sa cantilène « libératrice » : « L'objectif des mesures est de hâter le jour où Cuba sera un pays libre. »

La législatrice mafieuse Ros-Lehtinen a dit à propos de ces mêmes mesures : « Les nouvelles pressions sur l'économie castriste réduisent ses ressources financières ». Elle a ensuite remercié Bush de « son leadership qui assure que la démocratie et la liberté sont plus proches que jamais pour Cuba⁶⁵ ».

L'autre législateur mafieux anticubain, Lincoln Díaz-Balart, a qualifié, lui, le président Bush de « meilleur ami que la cause de la liberté de Cuba ait jamais eu à la Maison-Blanche » et l'a remercié au sujet de ces mêmes mesures du 6 mai « de la mise en œuvre de ces réglementations qui renforce sensiblement l'embargo contre la tyrannie cubaine⁶⁶ ».

⁶⁵ Pablo Alfonso, « Restringen viajes y envíos a Cuba », *El Nuevo Herald*, 17 juin 2004.

⁶⁶ Id.

Le 16 juillet 2004, Bush est monté encore d'un cran dans sa rhétorique « démocratisante » contre le peuple cubain, affirmant que son administration travaillait « à une solution intégrale de ce problème : la transition rapide et pacifique à la démocratie à Cuba. Nous avons mis en œuvre une stratégie pour accélérer le jour où aucun enfant cubain ne sera exploité pour financer une Révolution en banqueroute et où chaque citoyen cubain pourra vivre dans la liberté. »

Le vice-président Richard Cheney a tenu à son tour à confirmer publiquement son soutien à cette recrudescence de l'hostilité et des agressions contre Cuba, assurant le 7 octobre 2004 que le président Bush « approuve les restrictions aux voyages et aux envois de fonds à Cuba », a reconnu les efforts de certains au Congrès pour reporter ou annuler ces restrictions, mais « le président les approuve et n'acceptera durant son mandat rien qui interfère au sujet de Cuba ».

Le 31 octobre 2004, Bush a remis ça, mais en intensifiant notablement le ton de ses menaces, estimant qu'il croyait « que le peuple cubain devait être libéré du tyran » et ajoutant qu'il continuerait « d'exercer des pressions sur le tyran dans les quatre prochaines années pour que le cadeau de la liberté arrive finalement aux hommes et aux femmes de Cuba⁶⁷ ».

Colin Powell, le secrétaire d'Etat d'alors, se chargea de résumer l'essence de la politique contre Cuba : quand on lui demanda pourquoi les USA ne « libéraient » pas Cuba comme ils l'avaient fait pour l'Iraq, il répondit qu'« on ne recourt pas toujours *immédiatement* aux options militaires », lesquelles, selon lui, sont précédées d'autres instruments : « isolement, sanctions, pressions, actions économiques », bien qu'il ait tenu à préciser : « Il n'existe parfois pas d'autres solutions appropriées que le recours à la force militaire. »

The Miami Herald ("U.S. Leads the World Towards Peace, Freedom and Democracy", 22 novembre 2004) reproduisait des déclarations de Donald H. Rumsfeld, secrétaire à la Défense : selon lui, Cuba était soumise à « une dictature dont les jours peuvent être comptés ».

Les mensonges et les menaces ont servi de soutien et de guide aux déclarations contre Cuba des principales personnalités de l'administration Bush en 2004. Une analyse objective du programme annoncé et de la conduite maintenue par cette administration dans les premières semaines de son second mandat permet de prévoir que les défis et les dangers qui pèsent sur l'indépendance, l'autodétermination et la paix du peuple cubain seront encore plus graves en 2005.

- **Poursuite et recrudescence de la politique d'hostilité durant le second mandat Bush**

Deux faits survenus aussitôt après sa réélection prouvent que l'administration Bush maintiendra, voire intensifiera sa politique d'agression contre Cuba.

Ainsi, Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat, a présenté le 4 novembre 2004 une note de presse intitulée : « Cuba, situation des droits de l'homme », où, comme de bien entendu, l'administration Bush ment, calomnie et accuse Cuba de prétendues violations des droits de l'homme, lui reprochant de « harceler » des « activistes indépendants de la société civile », en allusion à la juste condamnation par les tribunaux de plusieurs mercenaires de sa propre politique anticubaine. (Cf. déclaration du MINREX in *Granma Internacional*, 6 novembre 2004.)

Luis Ortega, journaliste d'origine cubaine se qualifiant d'exilé, dément (*La Prensa On line* de New York, 5 janvier 2005) cette rhétorique éculée selon laquelle Cuba harcèle les dissidents et les activistes indépendants. Parlant à un groupe d'entre eux qui ont été relaxés l'an dernier pour raisons de santé alors qu'ils commençaient à peine à purger leur peine, il écrit : « *Ce ne sont pas des héros. Ce sont des agents à solde. Ils ne représentent pas une cause juste et noble qui exige le sacrifice, ce sont des employés d'un gouvernement étranger que celui-ci utilise à des fins publicitaires. Ils ont derrière eux toute la presse des USA, et la radio et la télévision, avec la bénédiction du gouvernement de Washington... En quarante-six ans aucune opposition légitime n'a vu le jour à Cuba qui ne soit sans*

⁶⁷ Percy Francisco Alvarado, « La reelección de Bush y la contrarrevolución cubana », journal *Vanguardia* (Santa Clara, Cuba), 11 novembre 2004.

rapport avec les gages de Washington, une opposition indépendante et prête à défier le régime. À l'étranger, l'anticastrisme a été un juteux négoce qui avait laissé à son passage un sillage de millionnaires...⁶⁸ »

Oliver Stone, un cinéaste étasunien de renommée mondiale pour son objectivité et son acuité politique, a offert à son tour, après plusieurs visites à Cuba, une vision bien contraire à celle de Washington au sujet de la situation des droits de l'homme et de la prétendue « dissidence ». Il affirmait en conférence de presse au festival de cinéma de San Sebastián (Espagne) en septembre 2004 : « *J'ai découvert à Cuba une situation d'ouverture et de liberté que je n'ai découverte dans aucun autre pays de la région, ni dans les Caraïbes ni en Amérique centrale. J'ai été avec de nombreux dirigeants mondiaux au Panama, en El Salvador, au Nicaragua, et je n'avais vu l'affection spontanée dans la rue que j'ai vue à Cuba envers Fidel.* »

La seconde action entreprise aussitôt après sa réélection par Bush a été la lettre qu'il a adressée aux organisateurs du séminaire contre la Révolution cubaine tenu à Miami début novembre 2004 sous les auspices et avec le financement des autorités de Washington : « Les onze millions de Cubains qui vivent sous une dictature brutale souhaitent vivre dans la liberté, tout comme les anciens pays communistes d'Europe de l'Est ont commencé à le faire à la fin du siècle dernier ».⁶⁹

La mafia terroriste anticubaine de Miami a accueilli la réélection de Bush euphorique et enthousiaste. Elle perçoit que l'administration républicaine maintiendra et intensifiera sa politique contre Cuba. Et certaines de ses principales figures ne s'en sont pas cachés.

Le législateur mafieux Lincoln Díaz-Balart déclara : « Ces élections ont fermé toutes les voies à Castro⁷⁰. »

La terroriste Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) a déclaré à travers Camila Ruiz, un de ses cadres : « Nous sommes très contents de pouvoir continuer de travailler avec l'administration du président Bush à un changement démocratique à Cuba⁷¹. »

Ninoska Pérez Castellón, directrice du Conseil pour la liberté de Cuba, ultraréactionnaire et agressif, a déclaré : « Durant ses quatre prochaines années à la Maison-Blanche, Bush tiendra sa promesse de hâter la fin de la dictature du président cubain Fidel Castro et d'être l'allié du peuple cubain pour l'aider à arracher sa liberté⁷². »

Les mercenaires salariés de la Maison-Blanche ont aussi écrit des lettres de félicitations à Bush et se sont déclarés prêts à continuer de le soutenir. La trahison à leur peuple sautait aux yeux.

- Le danger d'une agression militaire est toujours d'actualité

Dans leur **Appel à la conscience du monde**, lancé à Mexico en avril 2003 et lu le 1^{er} mai par le chercheur et sociologue mexicain Pablo González Casanova, sur la place de la Révolution de La Havane, devant plus d'un million de Cubains, plus de cinq mille personnalités, artistes, intellectuels, universitaires et politologues de toutes les latitudes ont dénoncé : « Il existe aujourd'hui une campagne violente contre une nation d'Amérique latine. Le harcèlement auquel Cuba est en butte peut être le prétexte d'une invasion. À quoi nous opposons les principes universels de souveraineté nationale, de respect de l'intégrité territoriale et du droit à l'autodétermination, indispensables à la juste coexistence des nations. »

Les prix Nobel Rigoberta Menchú, Nadime Gordiner, Adolfo Pérez Esquivel et Gabriel García Márquez, de très nombreuses personnalités, dont Mario Benedetti, Ernesto Cardenal, Oscar Niemeyer, Harry Bellafonte et Danny Glover, ont signé cet Appel.

⁶⁸ Id.

⁶⁹ Id.

⁷⁰ Id.

⁷¹ Id.

⁷² Id.

En mai 2003, la coalition A.N.S.W.E.R. (*Act Now to Stop the War and End Racism*), des USA, a aussi lancé un appel d'urgence à la solidarité avec Cuba adressé au mouvement antibelliciste et pacifique des Etats-Unis et du monde entier.

Dans son Appel, la coalition signale : « Une série de faits se sont succédés ces dernières semaines dans les relations entre les USA et Cuba. L'administration Bush a poussé à un niveau sans précédent son hostilité contre Cuba. Toujours plus de signes indiquent que Bush tente de provoquer une nouvelle crise et une guerre éventuelle contre Cuba. » (Cf. <http://www.international.answer.org>)

Le 21 novembre 2004, plus de cent vingt représentants d'organisations de solidarité et d'amitié de vingt et un pays ayant assisté à la Rencontre européenne de solidarité avec Cuba au Luxembourg, ont émis une déclaration finale : « ...L'indépendance de Cuba et tous les acquis sociaux de son peuple sont en danger... le danger saute aux yeux. Durant sa campagne de réélection, George W. Bush a déclaré : "Je suis inquiet pour Cuba, tout comme je l'ai été pour l'Afghanistan et l'Iraq." Il a ajouté qu'il était convaincu de voir la fin du "régime castriste". » Ils ont lancé « un appel au monde entier à défendre Cuba de toute agression » et réaffirmé « leur solidarité et leur soutien continu au peuple cubain⁷³ ».

Des hommes d'affaires, des hommes politiques, d'anciens hauts fonctionnaires, des intellectuels et d'autres personnalités étasuniennes membres de l'Organisation américaine pour un commerce humanitaire avec l'île, ont adressé le 22 mai 2004 une lettre ouverte au président Bush lui demandant de lever les restrictions aux ventes d'aliments et de médicaments à Cuba et aux voyages vers l'île. On trouve parmi les signataires : le banquier multimillionnaire David Rockefeller ; Frank Carlucci, conseiller à la sécurité nationale de Reagan ; James Schlesinger, ancien directeur de la CIA et secrétaire à la Défense de Nixon ; les cinéastes Oliver Stone et Francis Ford Coppola, entre autres⁷⁴.

La commission des affaires extérieures du Congrès espagnol a voté le 23 juin 2004, avec le soutien de tous les groupes parlementaires, sauf le Parti populaire de droite, une proposition qui condamne la politique de blocus appliquée à Cuba et les récentes mesures adoptées par Bush pour la durcir⁷⁵.

La Chambre des communes britannique a voté à 79 p. 100 voix pour une déclaration commune condamnant la politique du président Bush contre le gouvernement de La Havane et rejetant une agression militaire contre la population cubaine. Peter Hain, président des Communes, a affirmé : « Je suis absolument opposé à une action militaire contre Cuba et je suis aussi opposé au blocus que les Etats-Unis ne cessent de maintenir. J'ai visité Cuba voilà deux ans et j'ai été impressionné par les avancées sociales de l'île malgré les pressions étasuniennes⁷⁶. »

Les participants au Troisième Sommet national sur Cuba qui a réuni à l'université de Tampa en octobre 2004 des dirigeants d'entreprises et des hommes d'affaires des USA qui ont analysé les relations entre les deux pays, ont critiqué en général la politique traditionnelle des USA envers Cuba et se sont prononcés pour la levée des restrictions commerciales et des prohibitions aux voyages⁷⁷.

Le Centre de politique internationale, un forum indépendant de Washington, a fait passer une annonce d'une demi-page dans *El Nuevo Herald* où apparaît une photo de Bush et la légende suivante : « Quelqu'un a supprimé Noël à Cuba et ce n'est pas Fidel Castro. » Les citoyens sont invités à adresser un message au sénateur *Mel Martínez* et à d'autres politiques pour leur dire qu'il n'y a pas de

⁷³ *Granma Internacional* (La Havane), 23 novembre 2004.

⁷⁴ Agencia de Información Nacional (AIN), Cuba, 22 mai 2004.

⁷⁵ Europa Press (Madrid), 23 juin 2004.

⁷⁶ « House of Commons Says No to U.S. War on Cuba », 23 septembre 2004

(www.cubadebate.cu/index.php?tpl=noticias-show-full¬iciaid=3375¬iciafecha=2004-09-23).

⁷⁷ Mitch Stacy (Associated Press), « Conferencia EEUU propugna levantar sanciones a Cuba », in *El Nuevo Herald*, 9 octobre 2004.

raisons que les familles des Cubano-Américains dans l'île doivent passer la Noël seules et pour leur demander la levée des restrictions aux voyages à Cuba⁷⁸.

Cet inventaire, qui est loin d'être exhaustif, des actions et déclarations agressives des USA contre Cuba confirme, comme notre gouvernement l'a dénoncé à maintes reprises, qu'un plan est actuellement en œuvre pour créer une crise artificielle et donc une confrontation entre les deux pays qui permettrait de déclencher une agression militaire directe afin de tenter d'instaurer un régime néo-colonial à Cuba.

Aucun dirigeant et porte-parole de l'administration Bush, quand on le lui a demandé directement, n'a exclu la possibilité d'un recours à la force militaire contre Cuba. Au contraire, chacun évoque le facteur circonstanciel ou l'opportunité (pas maintenant, pas pour le moment).

En tout cas, aucune administration étasunienne n'avait atteint de tels extrêmes contre Cuba, ce qui indique clairement que les groupes néo-conservateurs de tendance fasciste qui exercent aujourd'hui le pouvoir aux USA n'ont pas renoncé à l'option militaire pour liquider la Révolution cubaine.

Toutes ces actions sont par ailleurs des indices évidents du désespoir croissant de secteurs de pouvoir à Washington et de la mafia annexionniste et terroriste de Miami devant l'échec de leur politique impérialiste contre Cuba.

L'escalade d'agressions et de provocations de l'administration nord-américaine contre Cuba contraste avec la conduite de son gouvernement et de son peuple qui ont prouvé par de multiples faits leur disposition et leur volonté d'œuvrer pour l'amélioration des relations bilatérales et de promouvoir l'amitié entre les deux peuples.

Le peuple cubain ne renoncera jamais à son indépendance ni à ses idéaux de liberté, de solidarité et de justice sociale.

Face à chaque action illégale et agressive des Etats-Unis, le peuple et le gouvernement cubains, comme cela a toujours été depuis le début de la Révolution, répondront d'une manière résolue, équilibrée et en accord avec le droit.

⁷⁸ « Un lobby de EEUU contrata una publicidad en el *Herald* en protesta contra las restricciones para viajar a Cuba », en *Americaeconomica* on line, 22 décembre 2004.

CHAPITRE 2 : UN NOUVEAU PROGRAMME IMPÉRIALISTE EN VUE DE DOMINER LA NATION CUBAINE ET DE LA RECOLONISER

Un des exemples les plus frappants de la façon dont l'administration Bush renforce sa politique d'hostilité, de blocus et d'agression contre le peuple cubain et contre son droit à l'autodétermination est l'aval donné par son président aux dispositions contenues dans le Rapport que la Commission d'aide à Cuba libre lui a soumis, le 6 mai 2004, et la rapidité avec lesquelles elles sont mises en œuvre. Ce Rapport présente une vaste panoplie de mesures agressives destinées à détruire l'ordre constitutionnel que le peuple cubain a érigé et entériné de sa propre volonté, et ce en vue de restaurer la domination imposée à la nation cubaine pendant plus de cinquante ans après que les troupes étasuniennes eurent occupé l'île en 1898 et imposé un régime néocolonial au terme de la première guerre impérialiste de l'histoire.

La Commission d'aide à Cuba libre fut instituée par le locataire actuel de la Maison-Blanche en vue de hâter ce qu'elle appelle le « changement de régime » sur l'île. On savait d'avance, bien entendu, même avant de connaître le contenu de ce Rapport, qu'il serait foncièrement anticubaine, profondément annexionniste et brutal dans les méthodes qu'il prônerait.

Plusieurs faits permettaient de le supposer. D'abord, la composition de cette Commission. Plusieurs individus des milieux les plus réactionnaires des USA, de ceux qui prônent justement la liquidation de la Révolution cubaine par tous les moyens, dont l'intervention militaire, firent partie de ce groupe sélect, ainsi que différents membres les plus réactionnaires, les plus revanchards et les plus annexionnistes de la mafia terroriste d'origine cubaine enkystée à Miami.

Ensuite, le mandat confié à cette Commission ne faisait pas l'ombre d'un doute : elle devait dégager les moyens d'accélérer ou de précipiter dans les meilleurs délais la « transition à la démocratie » à Cuba, celle-ci étant entendue comme la destruction du système politique, économique et social mis en place par le peuple cubain et son remplacement par celui que Washington a dessiné dans ses moindres détails.

Enfin, mais ce n'est pas le moins important, la conduite extrêmement agressive du président Bush en politique extérieure et ses actions permanentes contre Cuba depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Frustré dans ses aspirations à être le premier président étasunien à visiter l'île après la défaite de la Révolution, Bush, en pleine année électorale et en guise de preuve de son entêtement à promouvoir le « changement de régime », surenchérit sur les autres administrations en matière d'hostilité et d'agressions contre la Révolution cubaine et mit en place un programme permettant de systématiser l'ensemble des politiques, des mesures et des actions décidées par ses prédécesseurs et de lancer de nouvelles initiatives destinées à faire plier le peuple cubain et à renverser son gouvernement au plus tôt.

Un principe clef du programme anticubain réclamé par Bush est que les propositions de grandes lignes d'action incluent des actions concrètes permettant à son administration de contrôler le cours des événements une fois le « changement de régime » obtenu.

Jamais aucune administration étasunienne n'avait fait montre d'une telle brutalité et d'une telle carence de scrupules dans son politique anticubaine. Pour atteindre les objectifs fixés par Bush, la Commission n'hésita pas à recommander la transgression de droits aussi élémentaires que le respect des liens familiaux.

Le programme de la Commission d'aide à Cuba libre, qui compte quatre cent cinquante pages, comprend un vaste programme qui vise précisément le contraire de ce que son titre prétend : il s'agit bel et bien de fouler aux pieds la liberté et l'indépendance des Cubains et à faire de l'île une possession des USA.

La Commission propose une intensification tous azimuts de l'agression contre Cuba en vue de la déstabiliser sur le plan interne et de jeter les conditions servant de prétexte à une intervention militaire directe. Elle recommande aussi des axes de politique pour discréditer et clouer la Révolution au pilori,

en vue de neutraliser l'action solidaire des peuples, des intellectuels honnêtes et de toutes les personnes décentes et justes qui admirent, respectent et soutiennent la résistance du peuple cubain.

Le Rapport signale comme tâches stratégiques pour renverser le gouvernement cubain : soutenir plus intensément le recrutement, l'organisation et le financement de la contre-révolution interne ; promouvoir des campagnes politiques et diplomatiques dans différentes tribunes internationales ; renforcer la guerre d'intoxication médiatique ; financer des acteurs internationaux pour en obtenir le soutien : gouvernements alliés et subordonnés, prétendues « organisations non gouvernementales », « usines à penser » et institutions « savantes » alignées idéologiquement sur Washington ou financées par lui ; « intellectuels » louant leur talent et vendant leurs « principes » au plus offrant, et plusieurs autres de même acabit ; adopter de nouvelles mesures pour renforcer le blocus et la guerre économique ; miner les prétendus « plans de succession du régime » en concevant les modalités et les étapes du « changement » et en décrivant par le menu les conditions que devra remplir le gouvernement fantoche imposé à l'île.

L'irrationalité et l'illégitimité des motivations et des agissements de cette Commission sautent aux yeux quand on constate que nombre de ses recommandations violent non seulement les principes et les normes essentielles du droit internationale, mais encore des normes, des règlements et des lois des Etats-Unis.

Le Rapport recommande d'allouer 59 millions de dollars dans les deux prochaines années – des fonds venant s'ajouter à ceux déjà dégagés – afin de financer des actions visant à liquider la Révolution, ventilés comme suit :

- 18 000 000 de dollars pour financer de nouvelles formes de transmission de la radio et de la télévision subversives, si mal baptisées Martí, grâce à l'installation immédiate d'une plate-forme de transmissions recourant à un avion C-130 (commando SOLO) qui effectuerait des transmissions hebdomadaires, avec dégagement de fonds afin d'acheter et de maintenir une plate-forme de transmission aérienne qui transmettrait en permanence les programmes anticubains de l'Agence d'information des USA.
- 7 000 000 millions de dollars au programme subversif de l'US/AID contre Cuba aux termes de la section 109 de la loi Helms-Burton.
- 5 000 000 de dollars à des activités de soutien aux mercenaires au service de la politique des Etats-Unis dans l'île.
- 5 000 000 de dollars à des programmes destinés à promouvoir des actions subversives d'infiltration et de manipulation d'organisations actives en matière de droits de la femme.
- 4 000 000 de dollars à des programmes destinés à favoriser le recrutement de mercenaires des USA parmi les Cubains noirs et métis (descendants d'Africains).
- 4 000 000 de dollars en vue de recruter parmi la jeunesse des mercenaires favorable à la politique des USA.
- 3 000 000 de dollars destinés au financement de programmes anticubains de la part de prétendues ONG dans le monde.
- 3 000 000 de dollars destinés au soutien logistique des mercenaires émargeant à la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane.
- 2 000 000 de dollars pour promouvoir l'insertion de groupes de mercenaires de la politique US dans des associations ou des organisations internationales en vue de leur offrir une certaine « légitimité » et « crédibilité ».
- 3 000 000 de dollars à des programmes destinés au recrutement et au financement de mercenaires camouflant leurs activités sous de prétendues activités syndicales et à la promotion de « contacts internationaux ».

- 5 000 000 de dollars en vue de financer des activités anticubaine de « diplomatie publique », entre autres des conférences et séminaires internationaux, ainsi que des campagnes de désinformation médiatiques.

Le premier chapitre du Rapport suggère en plus un train de nouvelles mesures visant à renforcer les retombées du blocus génocide contre le peuple cubain et à interdire les échanges déjà fort limités existant entre les deux peuples.

On trouvera ci-dessous quelques-unes de ces mesures irrationnelles, voire, dans certains cas, inhumaines :

- Limiter les envois de fonds et de colis aux parents directs des Cubains vivant aux USA, autrement dit grands-parents, parents, petits-enfants, frères et sœurs, conjoints et enfants.
- Interdire aux Cubains vivant aux USA d'envoyer des fonds et des colis à leurs parents de l'île si ceux-ci sont fonctionnaires publics ou membres du parti communiste.
- Réduire les visites à Cuba des Cubains vivant aux USA à un voyage tous les trois ans, au lieu d'un par an, chaque voyage devant faire l'objet d'une autorisation spécifique, au lieu de l'autorisation générale valable jusqu'à ce jour.
- Restreindre les autorisations de voyage à Cuba à la visite des « parents immédiats » (grands-parents, petits-enfants, parents, frères et sœurs, conjoints et enfants), toute visite et tout envoi d'aide aux cousins, oncles et autres parents proches étant interdits.
- Droit de voyage à Cuba que trois ans après l'arrivée aux USA.
- Réduire la quantité d'argent que les Cubains des USA peuvent dépenser lors de leur visite à Cuba, de 164 dollars par jour à 50.
- Ordonner aux autorités étasuniennes de faire des « opérations secrètes » pour empêcher toute violation des dispositions susmentionnées. Remettre des « récompenses » à ceux qui dénoncent ces violations.
- Continuer de restreindre la délivrance d'autorisation de voyages éducationnels et d'échanges savants aux nationaux et institutions des USA, en renforçant les réglementations déjà rigides existantes.
- Redoubler d'efforts pour impliquer des gouvernements étrangers dans les campagnes contre la Révolution cubaine.
- Promouvoir des actions dans des pays étrangers pour décourager le tourisme vers Cuba.

Les mesures annoncées violent les droits fondamentaux de tous les Cubains, constituent une ingérence inadmissible dans les rapports familiaux et dans la vie privée des gens et font des Cubains vivant aux Etats-Unis une classe inférieure, discriminée d'une manière injuste et cruelle.

Ces nouvelles restrictions contre le peuple cubain et les familles vivant aux USA sont illégales, contredisent des principes essentiels consacrés dans la Constitution du pays ainsi que l'esprit et la lettre de nombreuses décisions du Congrès, violent aussi le neuvième amendement de la Constitution qui stipule clairement : « L'énumération de certains droits dans la Constitution ne pourra être interprétée comme déniait ou restreignant d'autres droits conservés par le peuple. » Autrement dit, ce n'est pas parce que ces droits n'apparaissent pas dans la Constitution qu'ils peuvent être violés.

Pour pouvoir contrôler et appliquer rigoureusement les mesures de son Rapport, la Commission a recommandé de créer le poste de « coordinateur de la transition à Cuba » au sein du département d'Etat, ce qui rappelle la fonction de proconsul que jouaient les représentants de Washington à Cuba dans la première moitié du XX^e siècle.

Les cinq autres chapitres du Rapport abordent les mesures que le gouvernement étasunien imposerait à Cuba – au cas où il parviendrait à y liquider la Révolution – dans le cadre d'un plan extrêmement fouillé de restructuration politique, juridique, économique et sociale de l'île en fonction de la vision et des prétentions de Washington.

Chaque chapitre mérite une analyse séparée, car il dénuce l'objectif final des USA envers Cuba : priver le peuple cubain de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination.

Le **chapitre 2** aborde certaines des mesures que l'administration étasunienne adopterait, une fois assumé le contrôle d'une île occupée, dans des domaines comme la santé publique, l'éducation, le logement et autres services de base. Il y est affirmé sans ambages que des transformations profondes et radicales élimineraient tous les symptômes de « communisme castriste » - terme utilisé pour qualifier les garanties actuelles d'assistance et de sécurité sociales pour tous, les subventions à la consommation sociale, les garanties d'accès gratuit et généralisé à des services d'éducation et de santé de haut niveau – pour y substituer les « valeurs et les pratiques du libre-échange », à l'image de ce qu'il se passe aux USA où, bien qu'il s'agisse du pays le plus riche du monde, plus de quarante millions de personnes n'ont donc pas d'assurance-maladie.

Durant cette transition, les occupants démantèleraient les systèmes de services essentiels dont bénéficient tous les Cubains et implanteraient des mécanismes respectueux des exigences néo-libérales qui entraînent, comme l'expérience le prouve, l'exclusion et la marginalisation des secteurs sociaux aux moindres ressources. Le Rapport laisse entendre que les livres de texte actuels seraient envoyés au pilon, ainsi que d'autres instruments pédagogiques et didactiques qualifiés de « profondément politisés », indépendamment de la qualité intrinsèque de leur teneur. Le déluge de bombes « intelligentes » et les fleuves de sang et de larmes versés par le peuple cubain – selon les prémisses des cerveaux malades de l'Empire qui cherchent à étendre leur domination à toute la planète – « déblaièrent » le chemin de la « liberté » et de la « connaissance ». On dépoussièrerait les livres de texte utilisés comme instruments de domination néo-coloniale pendant presque de cinquante ans, qui tentaient de faire croire aux enfants cubains, entre autres choses, que les troupes étasuniennes durent intervenir de manière désintéressée à la fin du XIX^e siècle pour libérer Cuba du colonialisme espagnol et mettre fin à l'effusion de sang, étant donné que les insurgés cubains étaient incapables par eux-mêmes d'assurer l'indépendance de leur patrie.

Le Rapport de la Commission annonce la suppression du système national de sécurité et d'assistance sociales – à couverture universelle – et la privatisation des services de santé et d'éducation qui cesseraient d'être gratuits et accessibles à tous. Il prévoit la réouverture d'écoles pour les élites, l'essor de l'enseignement privé à tous les niveaux et la fin de la gratuité de l'éducation publique.

Les programmes en cours pour universaliser l'enseignement supérieur ou les aides spéciales concédées à des jeunes issus de familles aux revenus les plus bas afin qu'ils poursuivent leurs études seraient éliminés d'un trait de plume.

Le Rapport recommande, avant la « transition », la mise en place d'un Comité chargé de l'intervention et de l'aide gouvernementale et internationale et constitué d'agences de l'administration, qui dirigerait les transformations dans le secteur social et appellerait des organisations internationales comme l'Organisation des Etats américains (OEA) à le seconder.

Pour montrer jusqu'où va l'ingérence et l'idiotie de l'administration, disons simplement qu'elle disqualifie comme éventuel interlocuteur social le Conseil national des Eglises, taxé d' « instrument de contrôle gouvernemental sur les Eglises protestantes » et demande le renforcement du leadership de l'Eglise catholique.

Dans ce Rapport endossé par l'administration Bush le 6 mai 2004, la mafia terroriste anticubaine de Miami se voit accorder le rôle de garante des intérêts impériaux de Washington dans le régime de domination néo-coloniale qui serait imposé à l'île. Des figures de cette mafia seraient placés à la tête du gouvernement fantoche, afin donner l'impression d'une administration « du cru ».

Cette mafia terroriste d'origine cubaine serait invitée à créer une « Fondation pour l'aide à Cuba libre » qui ne ferait rien d'autre que concilier et promouvoir les intérêts des secteurs les plus rétrogrades, les plus agressifs et les plus annexionnistes du lobby anticubain aux USA.

Le Rapport promet une vraie chasse aux sorcières, car il s'agit d'un projet revanchard bourré jusqu'à la gueule de la haine et du ressentiment qu'elle a accumulés durant plus de quarante-cinq ans où le peuple cubain a fait pièce à toutes ses tentatives de détruire sa Révolution. L'administration Bush, foncièrement cynique et hypocrite, camoufle l'offensive contre-révolutionnaires qu'elle pense mener une fois Cuba envahie militairement derrière des euphémismes comme « justice et réconciliation » ou « assainissement social ».

Voulant nier l'évidence aveuglante, elle annonce dans le Rapport de sa Commission une campagne de vaccination contre les principales maladies chez les enfants de moins de cinq ans, comme si un pays qui immunise gratuitement absolument tous ses enfants contre treize maladies grâce à dix vaccins, dont sept sont de production nationale, avaient besoin d'un plan pareil !

Le **chapitre 3** parle de la façon dont seront démontées les institutions qui garantissent au peuple cubain l'exercice de son pouvoir et désactivées les nombreuses organisations sur lesquelles repose la participation pleine de chaque citoyen à une société civile aux profondes racines populaires et aux valeurs patriotiques et solidaires élevées.

Pas question, en tout cas, d'un vide de pouvoir. La Commission, comme elle le fait tout au long de son Rapport, présente de grandes lignes précises pour régir l'instauration d'un nouveau système politique, juridique et institutionnel, sans oublier, bien entendu, les institutions armées qui seraient chargées de réprimer les manifestations de mécontentement populaire et de défendre les intérêts des USA et de la mafia terroriste de Miami.

Ce serait le département d'Etat lui-même qui se chargerait d'organiser, d'entraîner et de diriger une « nouvelle police » avec le concours des départements de la Justice, du Trésor et du tout nouveau de la Sécurité intérieure.

La Commission envisage des procès massifs contre des fonctionnaires du gouvernement, des dirigeants du Parti communiste, des officiers des Forces armées révolutionnaires et du ministère de l'Intérieur, des dirigeants des organisations de masse et des organisations sociales, et de tous les citoyens qui auraient soutenu activement la Révolution, dont les dirigeants des Comités de défense de la Révolution.

Le gouvernement d'occupation suspendrait la Constitution, qui a été entérinée par plus de 95 p. 100 des Cubains.

Le gouvernement d'occupation modifierait et restructurerait le système légal, les procédures civiles et criminelles, les lois et les programmes d'études des facultés de droit. Il pousserait à la création de partis politiques à la vieille mode, des syndicats marrons alignés sur les intérêts des transnationales étasuniennes et des affaires troubles de la mafia anticubaine de Miami, et des institutions devant servir de pilier à une caricature de république dans le style de celle que le peuple cubain a balayée à la suite de profondes transformations révolutionnaires.

Le Rapport propose la révision des lois sur le travail et la modification de la structure et du fonctionnement du ministère du Travail alors que notre pays peut se vanter d'être l'un des extrêmement rares au monde à avoir atteint le plein-emploi.

Pis encore, bien que les USA aient un des systèmes électoraux les plus controversés au monde par sa carence de transparence et de fiabilité, et sa subordination quasi-totale à la richesse et au pouvoir – ce qui explique le spectre de la fraude qui pèse sur l'entrée à la Maison-Blanche de son locataire actuel – la Commission demande à cette administration de « créer » un nouveau système électoral et des partis politiques dans une Cuba occupée et d'en « suivre » le fonctionnement.

Les élections « démocratiques » dans une Cuba rasée par les bombes et soumise aux pratiques de tortures sophistiquées dont sont friandes les troupes étasuniennes seraient « légitimées » par des

missions d'observateurs dépêchées par les USA avec le concours de l'OEA que Cuba qualifia en son temps à juste titre comme leur « ministère des Colonies ».

Le **chapitre 4** prescrit, une fois renversé le gouvernement révolutionnaire, la privatisation accélérée de toute l'économie cubaine, la soumission des politiques économiques et financières aux diktats des institutions financières internationales, donc aux USA, et la mise en place d'une « économie de marché » qui s'ajuste strictement aux canons de la doctrine néo-libérale qui a eu de si funestes conséquences pour les grandes majorités d'Amérique latine et de nombreux pays du tiers monde.

La commission exige la restitution des biens nationalisés par la Révolution aux transnationales étasuniennes et aux représentants de l'ancienne oligarchie cubaine aux sentiments foncièrement antinationaux et dont la plupart ont acquis la nationalité étasunienne. Il vaut la peine de rappeler qu'une part importante des principaux propriétaires cubains se composait de sbires et de tortionnaires de la tyrannie batistienne, des politicards corrompus membres de gouvernements bradeurs, de voleur et pillards du trésor public et du patrimoine national, et de gens sans scrupules qui s'enrichissaient sur la souffrance, la faim et l'ignorance du peuple cubain.

La commission présente la « restitution des biens » aux anciens exploités comme la pièce clef de la reconversion économique et comme la baguette magique devant assurer la croissance soutenue du pays. Elle se garde bien de dire, évidemment, que ce sont ces mêmes propriétaires qui avaient plongé le pays dans une profonde crise structurelle et qui ne furent capables que de garantir la pauvreté et l'humiliation à la grande majorité des Cubains.

La commission prête une attention spéciale aux modalités de « restitution des biens » dans les secteurs agricole, commercial et résidentiel. Elle propose la création d'une commission de l'administration étasunienne chargée de la garantir : elle adopterait les décisions pertinentes et imposerait le cas échéant les mesures de force nécessaires à leur application. De toute évidence, il faudrait recourir à la violence pour déloger les paysans que la Révolution a convertis en propriétaires ou pour réimposer des loyers élevés aux 85 p. 100 des familles cubaines qui, grâce aux mesures révolutionnaires, sont maintenant propriétaires de leur logement.

Ceux qui prétendent, depuis Washington et Miami, faire reculer le peuple cubain à un passé d'expulsions, de mises à la rue et de spoliations systématiques se leurrent : pour y arriver, ils devront faire face à la lutte de résistance de millions de Cubains qui verseront jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

La Commission propose aussi que l'administration étasunienne mette en place, pour faciliter la gestion d'une Cuba occupée depuis Washington, une Commission de redressement économique formée de représentants des départements d'Etat, du Trésor, du Commerce, de la Justice, de l'Agriculture et du Logement, ainsi que de l'US/AID.

Les recettes néo-libérales que les proconsuls appliqueraient à Cuba impliqueraient le démantèlement de la politique fiscale et monétaire en place qui vise une redistribution équitable des revenus et la promotion du développement du pays ; la suppression du contrôle des prix et de subventions aux produits de consommation de première nécessité, dont les services de distribution d'électricité et d'eau ; l'élimination des coopératives et la saisie de leur patrimoine ; la redéfinition des priorités des dépenses du budget national ; la révision et l'élimination éventuelle des nombreux programmes sociaux qui ont situé Cuba à l'avant-garde du tiers monde pour ses résultats dans ce domaine.

Dans le droit fil de la politique impérialiste étasunienne, autrement dit celle de la carotte et du bâton, opportuniste et mensongère, la Commission exprime sa « confiance » que l'administration mobilisera les ressources nécessaires pour soutenir la privatisation et la reconversion économique de l'île, en vue de quoi elle devrait tenter de « partager » les coûts avec d'autres pays en attirant la communauté internationale de donateurs.

Afin de garantir que le commerce entre les USA et Cuba et les investissements éventuels répondent à l'attente et étanchent la soif de richesses des principaux groupes économiques étasuniens et des secteurs dominants de la mafia anticubaine de Miami au détriment des intérêts les plus vrais du peuple

cubain, la Commission propose aussi de créer une Commission conjointe USA-Cuba relative au commerce et à l'investissement qui sera dirigée, bien entendu, depuis Washington

Cuba serait conduite à se soumettre au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, à la Banque interaméricaine de développement et à l'OEA, et restera engluée dans une toile d'araignée tissée de conditions et de diktats qui liquiderait tout vestige de souveraineté, si tant qu'il puisse en rester dans un pays occupé et soumis à la domination de l'Empire.

Le **Chapitre 5** détaille et amplifie les modalités de gestion et de privatisation des secteurs économiques stratégiques et de l'infrastructure productive du pays. Il réaffirme les conceptions, les grandes lignes et le discours des chapitres précédents, afin qu'il ne reste aucun doute quant à la conception de la recolonisation prévue.

L'administration Bush prévoit quatre grandes lignes d'action : la privatisation de tous les services publics ; l'intervention de l'économie cubaine par les institutions financières internationales ; la reconversion technologique de l'industrie et des services afin de contraindre à l'achat d'équipements étasuniens ; l'intervention et les « conseils » des USA dans toutes les branches de l'économie cubaine.

La convoitise du pouvoir impérial absorberait tout : aviation, aéroports, opérations maritimes, chemins de fer, routes, usines de production et distribution de l'énergie, mines, télécommunications, ressources hydrauliques et de nombreux autres secteurs.

Mais n'allons pas croire que la « reconversion » se fera à partir de fonds alloués sous forme de dons : non, Cuba devrait s'endetter, demander des crédits pour acheter des produits des USA et assurer des garanties aux investissements étasuniens. Ensuite, les cerbères financiers au service des centres de pouvoir mondiaux – les institutions de Bretton Woods – se chargeraient de tenir le pays au collet, transformant l'économie cubaine en simple enclave du capital transnational et en annexe de l'Empire.

Des conseils étasuniens engagés pour deux ans au minimum – ceux-là, oui, bénéficieront de facilités et de protection de l'emploi ! – superviseront et garantiront l'étasunisation des ministères et institutions de Cuba.

Selon ce Rapport, des sociétés étasuniennes seraient engagées « à titre exceptionnel » pour faire fonctionner tous les services mentionnés. La « Commission d'aide à une Cuba libre » serait-elle si pauvre d'idées qu'elle doive se borner à plagier les mécanismes conçus pour la « reconstruction » de l'Irak occupé ? Ou bien serait-ce que l'agression contre l'Irak et l'occupation de ce pays représentent le ballon d'essai du modèle de conquête que l'Empire envisage pour étendre et consolider sa domination à l'échelle mondiale ?

La Commission suggère aussi que des sociétés et des institutions étasuniennes planifient et dirigent les activités de construction, de maintenance et de fonctionnement de routes, de pontes, d'installations portuaires, de chemins de fer et d'aéroports, et la signature d'un accord « ciel ouvert » qui ruinerait la compagnie aérienne cubaine.

Les grandes transnationales mettraient la main sur l'extraction et le raffinage de pétrole et de gaz, et sur les droits de prospection et d'exploitation d'éventuels gisements pétrolifères sur la plate-forme marine cubaine, liquidant définitivement l'indépendance du pays en matière énergétique. Les USA s'assureraient ainsi le contrôle exclusif de toute réserve énergétique importante sur cette plate-forme.

Des experts étasuniens rédigeaient aussi le texte d'une nouvelle loi en matière de télécommunications et imposeraient la signature de nouveaux accords bilatéraux en vue de l'exploitation du spectre radioélectrique. Le caractère public de la radio et de la télévision serait annulé – et partant leur utilisation à des fins éducatives, culturelles, et de distraction saine – ce qui ouvrirait la porte à la pénétration sans contrôle de l'industrie de « distraction » étasunienne dont on connaît les valeurs idéologiques et les effets négatifs en terme d'acculturation, d'hymne à la violence, d'élévation au pinacle de l'individu et de promotion des valeurs injustes en place dans cette société ploutocratique.

Le **chapitre 6** s'attache à disqualifier les politiques environnementales en vigueur à Cuba et reconnues à l'échelle internationale.

Le gouvernement qui a refusé de signer le Protocole de Kyoto et la Convention sur la diversité biologique, et qui a cessé d'interdire l'exploitation du pétrole des réserves naturelles de l'Alaska, s'arroge cyniquement le droit d'ignorer les lois, les politiques et les programmes en vigueur à Cuba et qui prouvent l'existence d'une profonde culture et d'une volonté résolue de protection de l'environnement. Cuba respecte strictement et applique sérieusement les vingt-six conventions, traités et protocoles internationaux relatifs à l'environnement qu'elle a ratifiés, ce qui la place à l'avant-garde dans le monde dans ce domaine.

Le Rapport propose l'intervention en imposant les politiques de gestion environnementale conçues à Washington ; en modifiant le corpus de lois dans ce domaine ; en assurant la formation par des agences étasuniennes des personnels qui auront des responsabilités clefs aux échelons national et local, aussi bien au gouvernement et dans l'industrie que dans les milieux universitaires et de recherche.

Les visées de mainmise sur les ressources maritimes et halieutiques cubains, ainsi que de gestion et d'exploitation de la biodiversité des parcs naturels de l'île sont exprimées sans trop de subtilité.

En matière d'approvisionnement en eau potable et de traitement, les livraisons d'équipements et de réactifs chimiques seraient confiées, en guise de marché captif, aux seules sociétés étasuniennes.

Application des mesures du Rapport

Ce Rapport de la Commission d'aide à Cuba libre a été entériné, nous l'avons dit, en mai dernier par le président Bush qui en a demandé la mise en pratique accélérée.

Si ce Rapport annexionniste s'appliquait un jour, le résultat en serait la liquidation de la nation cubaine sous prétexte de « promotion des libertés et de la démocratie ».

L'application d'une bonne partie de ce Rapport exige la liquidation de la Révolution et de la résistance que le peuple cubain opposera à l'agresseur.

En revanche, certaines mesures importantes et graves peuvent être exécutées sans occupation militaire et de fait sont en cours d'application accélérée.

Ainsi, le 14 octobre 2004, Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux questions interaméricaines, a fait savoir que cent cinquante jours après la présentation du Rapport, l'administration avait dégagé 14,4 millions de plus (des 29 millions prévus comme aide supplémentaire) pour soutenir l' « essor de la société civile » à Cuba – autrement dit pour recruter et financer des mercenaires – et transféré 6 000 000 de dollars à l'US/AID pour que celle-ci élargisse notablement son travail auprès des « groupes de la société civile ».

Selon Risk, l'administration aurait aussi alloué les 8,4 millions restants à des « partenaires » internationaux – autrement dit des gouvernements, des organisations et des « personnalités » qui vendent leur complicité au plus offrant – en vue, prétendument, de promouvoir une plus grande « participation internationale » à l'aide aux « activistes de la société civile » grâce à une meilleure utilisation des « idées » des « activistes démocratiques » du monde.

Toujours selon Risk, l'administration a simplifié les conditions antérieures de soutien et d'approvisionnement logistique aux mercenaires de l'île, qu'il a de nouveau qualifiés de « groupes de la société civile cubaine », les livraisons de moyens ayant déjà commencé.

Fisk a par ailleurs soutenu à fond la création – avec l'argent et sur instructions de Washington – du dit Comité international pour la démocratie cubaine, présidé par un fidèle salarié de la Maison-Blanche, Vaclav Havel, ancien président tchèque, qui, bien que soi-disant écrivain, a joué dernièrement un rôle d'acteur, interprétant au pied de la lettre le scénario que les services spéciaux étasuniens lui font confié dans le cadre d'un show anticubain monté à Prague sans grand succès mais à fort battage médiatique.

Fisk a aussi signalé que les nouvelles restrictions imposées à compter du 30 juin 2004 aux voyages et aux envois de fonds et de colis auraient privé le gouvernement cubain, au 10 octobre, de cent millions de dollars et qu'en un an ce total se monterait à 375 millions, la réduction de tous les envois de fonds devant se chiffrer à plus de 500 millions de dollars.

Bref, l'escalade de l'administration Bush en matière d'hostilité, de blocus et d'agression – telle que la prône le Rapport de la Commission d'aide à une Cuba libre – s'est engagée à pas redoublés. Les menaces qui pèsent sur le droit du peuple cubain à l'autodétermination, au développement et à la paix, s'accroissent de jour en jour.

CHAPITRE 3 : Y AURAIT-IL DE « BONS » TERRORISTES ET DE « MAUVAIS » TERRORISTES ?

Le peuple cubain est, depuis plus quarante ans, victime d'innombrables actions et attaques terroristes conçues, financées et soutenues de l'étranger – des Etats-Unis dans la plupart des cas - qui ont causé de lourdes pertes matérielles et humaines et des dommages psychologiques et affectifs irréparables à des milliers de familles cubaines. La nation cubaine a dû aussi payer un prix économique très élevé par suite des sabotages, voire des agressions biologiques contre son patrimoine et sa santé.

Ces actions terroristes visaient à détruire par la terreur, l'instabilité et l'incertitude, le choix politique, économique et social que le peuple cubain avait librement fait dans le plein exercice de son droit à l'autodétermination. Le territoire étasunien a systématiquement servi à préparer, à financer, à recruter, à entraîner et à soutenir des terroristes qui ont sévi contre le peuple cubain.

Le terrorisme utilisé contre Cuba a revêtu fondamentalement les modalités suivantes : sabotage ou destruction de cibles économiques et civiles dans le pays même ; attaques contre des installations côtières, des navires marchands et des bateaux de pêche ; attentats contre des installations, des moyens et du personnel cubains à l'étranger, dont des sièges diplomatiques, des bureaux de lignes aériennes et des avions ; tentatives d'assassinat des principaux dirigeants ; introduction de germes et de vecteurs contre l'agriculture et l'élevage ; introduction de souches de maladies contre les êtres humains.

Les 681 actions de terrorisme et agressions dûment prouvées et documentées contre le peuple cubain ont causé la mort de 3 478 personnes et l'invalidité permanente de 2 099 autres. Précisions que ces actions n'ont jamais cessé : on en dénombre 68 dans les années 90 et 39 ces cinq dernières années.

Mais ces actions terroristes n'ont pas touché que des Cubains. Un total de 190 attentats ont visé des personnes et des biens de pays tiers en territoire nord-américain. Des dizaines d'autres actions ont aussi été organisées contre des sociétés étrangères maintenant des relations économiques avec notre pays ou contre des représentations de pays ayant des liens avec nous.

Les actions terroristes s'accrurent sensiblement et devinrent systématiques à partir de 1961, après que l'administration Eisenhower eut adopté le 17 mars 1960 un « Programme d'actions secrètes contre le régime castriste » que l'administration Kennedy entérina : ce programme autorisait, entre autres, la création d'une organisation chargée d'actions secrètes et d'opérations de renseignements, en vue de quoi la CIA reçut les fonds nécessaires.

Cette même administration Kennedy adopta le 18 janvier 1962 le Projet Cuba qui contenait trente-deux tâches de guerre secrète confiées aux départements et agences impliqués dans l'Opération Mangouste.

En sus des centaines d'actions perpétrées directement par les services secrets nord-américains, il faut mentionner toute une large gamme d'actions terroristes réalisés ou désamorçés à la phase des préparatifs dont la responsabilité – elles n'avaient censément pas le vu et approuvé direct de Washington - retombe sur les organisations installées aux USA et formées de terroristes d'origine cubaine, dont beaucoup furent d'ailleurs entraînés par la CIA et des unités de l'armée nord-américaine. S'inspirant de la politique officielle de la Maison-Blanche (détruire la Révolution cubaine par tous les moyens), ces groupes ont toujours bénéficié en tout cas de la plus totale impunité de la part des différentes administrations étasuniennes. Nombre de ces terroristes, même sans agir officiellement de la part de Washington, furent même protégés par les services secrets étasuniens et reçurent l'asile soit aux USA mêmes soit sur des bases militaires de ce pays à l'étranger

Ainsi, en 1960, de nombreuses actions terroristes touchèrent des installations publiques (cinémas, théâtres, écoles et magasins) en vue de semer la panique et la terreur dans la population. L'action la plus criminelle et la plus sanglante fut le sabotage, le 4 mars, du cargo français *la Coubre* à La Havane, lors du déchargement de munitions achetées en Belgique pour l'Armée rebelle : le bilan en fut 101 morts, dont plusieurs Français, plus de 200 blessés et de nombreux disparus.

Parmi les attaques de cibles économiques en 1960, il faut souligner celle du 18 février. Ce jour-là, un avion qui bombardait la sucrerie España explosa en vol du fait d'une de ses propres bombes. Le pilote était un Nord-Américain, Robert Ellis Frost, et le copilote un Cubain, Onelio Santana Roque, ancien membre des organes répressifs de Batista. Selon le plan de vol, l'avion avait décollé de l'aéroport de Tamiami (Floride). Les documents récupérés sur le pilote permirent d'apprendre qu'il en était à sa quatrième attaque aérienne et qu'il allait toucher mille cinq cents dollars pour le bombardement de ce jour.

Symptomatiquement, la plupart des représentants les plus notoires de l' « exil » cubain participèrent directement à des actions terroristes contre Cuba dans les années 60.

Le 30 décembre 1960, le journal *Revolución* informait de la saisie d'une manufacture de bombes et de l'arrestation de dix-sept terroristes qui, suivant des instructions de l'ambassade nord-américaine, plastiquaient des magasins. On trouvait parmi eux deux personnages très notoires aujourd'hui de la mafia terroriste et annexionniste d'origine cubaine, que la presse occidentale a affublés du qualificatif menteur de « pacifiques opposants politiques anticastristes ». Le premier est Carlos Alberto Montaner, qui se dit maintenant « journaliste et publiciste » et qui est un des meneurs de la mafia anticubaine de Madrid : mineur à l'époque, il ne fut donc pas condamné, ce dont il profita pour chercher refuge dans une ambassade latino-américaine et abandonner le pays. L'autre est quelqu'un qui fut un « excellentissime ambassadeur des Etats-Unis » devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Armando Valladares, tout aussi faux écrivain que faux paralytique que l'on vit à la télévision se lever de sa chaise roulante pour parcourir les presque quatre cents mètres qui le séparaient de l'avion à son départ du pays.

L'administration étasunienne et les organisations terroristes installées aux USA et dans certains pays latino-américains purent compter par ailleurs sur une série d'assassins et de tortionnaires de la tyrannie batistienne qui s'étaient enfuis en janvier 1959 vers le Nord en quête d'impunité, malgré leurs crimes contre le peuple cubain.

Mentionnons entre autres : Jesús Blanco Hernández, Conrado Carratelá Ugalde, Sotero Delgado Méndez, Martín Díaz Tamayo, Mariano Faget Díaz, Armentino Fera Pérez, Irenaldo García Báez, Pilar García García, Rafael Gutiérrez Martínez, Julio Estelio Laurent Rodríguez, Agustín Lavastida Álvarez, Lutgardo Martín Pérez Molina, Rolando Masferrer Rojas, José Eleuterio Pedraza Cabrera, Orlando Eleno Piedra Negueruela, José María Salas Cañizares, Ángel Sánchez Mosquera, Merob Sosa García, Manuel Antonio Ugalde Carrillo et Esteban Ventura Novo.

Dans la plupart des cas, le jeune Gouvernement révolutionnaire cubain demanda leur arrestation provisoire en vue de leur extradition, ce à quoi les autorités étasuniennes opposèrent toujours une fin de non-recevoir.

En 1961, les attentats terroristes s'intensifièrent : incendie de plantations de canne à sucre pendant la campagne sucrière ; sabotage d'usines ; attaques de fermes, ces actions ayant causé la mort de 281 Cubains, pour la plupart des paysans, des femmes et des enfants, et des miliciens et de jeunes volontaires participant à la Campagne d'alphabétisation⁷⁹ lancée en début d'année.

C'est en avril de cette même année qu'eut lieu l'invasion de Playa Girón (baie des Cochons) réalisée par une armée d'environ mille cinq cents mercenaires, organisée, entraînée, équipée, financée et transportée par le gouvernement nord-américain. Le plan mis en échec prévoyait le débarquement des troupes étasuniennes qui assistèrent de leurs bâtiments de guerre à la défaite des mercenaires.

Bien des mercenaires qui participèrent à cette invasion et à d'autres actions terroristes dans le cadre de la sale guerre sont toujours actifs dans les rangs des organisations terroristes qui agissent actuellement contre notre pays. Beaucoup d'autres se sont engagés comme agents à gages au service de la CIA pour réaliser des activités secrètes en Amérique latine et dans d'autres régions du monde : terrorisme, assassinats politiques, trafic d'armes et de drogues, ou encore des sales guerres comme

⁷⁹ Plus de cent mille volontaires se rendirent dans les endroits les plus reculés du pays pour apprendre à lire et à écrire à presque un million de Cubains.

celle qui fut menée contre la Révolution sandiniste au Nicaragua. Une autre partie reçut des instructions de jouer les « exilés politiques pacifiques » contre la Révolution cubaine, beaucoup de ceux-ci s'étant regroupés dans la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA). Cette dernière, qui a publiquement « renoncé » à la violence terroriste, continue toutefois de la réaliser, parce que c'est la seule chose qu'elle sait faire et qu'elle aime faire. Ainsi, elle a continué d'organiser et de financer des actions terroristes, comme celles qui visèrent des installations touristiques cubaines et qui furent réalisées par des mercenaires centraméricains dans les années 90.

L'autre forme de terrorisme employée contre Cuba a été le « banditisme », ainsi baptisé par le peuple à cause des horreurs et des assassinats perpétrés de 1959 à 1965 par 299 bandes terroristes armées, soutenues et dirigées par le gouvernement nord-américain, qui opérèrent dans toute l'île, mais surtout dans les montagnes de l'Escambray, au centre du pays, et qui causèrent plus de 500 morts, surtout des paysans et des ouvriers agricoles innocents.

De nombreux documents officiels étasuniens, aujourd'hui déclassifiés, prouvent les liens directs – parrainage et soutien - entre le gouvernement de Washington et les bandes opérant dans notre pays. Ainsi, dans un Rapport secret présenté en octobre 1961, Lyman B. Kirkpatrick, inspecteur général de la CIA, signale une opération secrète, dite Opération Silence, dans le cadre de laquelle l'Agency réalisa sur ordre de l'administration douze largages d'armes, de munitions et d'explosifs destinés à ces bandes armées.

Ce même Rapport parle d'un énorme centre établi par la CIA en Floride pour réaliser des opérations secrètes contre Cuba, reconnaissant que « le Bureau passa de quarante personnes en janvier 1960 à cinq cent quatre-vingt-huit le 16 avril 1961, devenant ainsi un des bureaux les plus importants des services secrets ».

Le piratage aérien fut un autre genre d'actions terroristes conçues par la CIA en vue de renverser la Révolution cubaine, inaugurant là une nouvelle figure de terrorisme alors sans précédent dans le monde : de 1959 à 2001, cinquante et un avions cubains furent détournés, presque sans exception aux Etats-Unis et l'immense majorité ne furent jamais rendus. Des pilotes, des vigiles et des passagers furent assassinés ou blessés par les pirates de l'air, tandis que plusieurs avions furent détruits ou sérieusement endommagés lors de tentatives frustrées.

De nouvelles organisations terroristes formées de tortionnaires et de nervis de la dictature de Batista et d'autres criminels ayant fui le pays en 1959 virent le jour au début des années 70. Pour la mafia cubano-américaine, protégée par la complicité et la tolérance des autorités nord-américaines, le terrorisme continuait d'être une juteuse affaire.

Des organisations comme Alpha 66 et la Coordinatrice d'organisations révolutionnaires unies (CORU), installées en Floride et en New Jersey, furent responsables d'une bonne partie des actions terroristes perpétrées contre le peuple cubain dans les années 70 et 80 et contre des intérêts d'autres pays ayant des relations commerciales et économiques avec Cuba.

Le terrorisme de ces années-là se traduisit aussi par des actions paramilitaires contre des cargos et des bateaux de pêche cubains. Le 4 octobre 1973, les bateaux de pêche *Cayo Largo 17* et *Cayo Largo 34* furent attaqués par deux vedettes armées conduites par des terroristes qui assassinèrent Roberto Torna Mirabal et abandonnèrent le reste des équipages sur des dinghys, sans eau ni aliment.

Mais c'est le 6 octobre 1976 qu'eut lieu le pire des actes terroristes commis durant cette période : le sabotage en plein vol d'un avion de Cubana de Aviación avec 73 passagers à bord, dont 57 Cubains, 11 jeunes Guyanais (dont 6 venaient faire des études de médecine à Cuba) et 5 Nord-Coréens. Il n'y eut aucun survivant.

Cet attentat contre un avion civil fut commis par deux mercenaires vénézuéliens payés par deux des plus notoires terroristes d'origine cubaine : *Orlando Bosch Dávila*, auteur de 321 actions terroristes, qui, malgré l'avis contraire du département de Justice, reçut une autorisation spéciale de Bush père pour vivre aux Etats-Unis, si bien qu'il réside à Miami depuis 1990, et *Luis Posada Carriles*, honteusement gracié par l'ex-président du Panama, Mireya Moscoso, alors qu'il avait été incarcéré dans ce pays pour tentative d'assassinat de Fidel Castro. Nous reviendrons plus loin sur sa longue carrière de terroriste.

Tous deux furent recrutés dès 1960 par la CIA qui les entraîna à des techniques perfectionnées de sabotages par divers moyens ; ils faisaient alors partie de la Coordinatrice des organisations révolutionnaires unifiées (CORU), que Bosch venait juste de fonder en juin 1976 et qui intensifia notablement les actions terroristes non seulement contre Cuba, mais aussi contre vingt-quatre autres pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique centrale.

Tout en continuant de mener des actions à Cuba même, ces organisations commencèrent à agir aux USA mêmes, visant des intérêts de pays ayant des relations diplomatiques et commerciales avec le nôtre, des diplomates cubains en mission devant l'ONU, des institutions privées nord-américaines et des émigrés cubains en désaccord avec la politique terroriste de la mafia cubano-américaine, voire contre de hauts fonctionnaires de gouvernements étrangers. Ce fut le cas de l'ancien ministre des Affaires étrangères du président chilien Salvador Allende, Orlando Letelier, assassiné à Washington par des terroristes d'origine cubaine agissant au service des organes répressifs du dictateur Augusto Pinochet.

Le peuple nord-américain expérimentait chez lui la terreur que ses dirigeants avaient déclenchée depuis 1959 contre un petit pays voisin.

Logiquement, les autorités nord-américaines commencèrent à réagir en arrêtant certains terroristes ou en tentant de démanteler des groupes qui opéraient pour leur propre compte. Pour éviter ces poursuites, un certain nombre de groupes feignirent de se dissoudre publiquement, changèrent de nom, interrompirent provisoirement leurs actions, voire s'installèrent dans d'autres Etats que la Floride.

Néanmoins, les bandes terroristes qui respectèrent les normes de conduite publique imposées par les autorités nord-américaines et opérèrent uniquement contre le territoire cubain furent tolérées.

Parmi les actions réalisées directement aux USA, on peut citer les suivantes :

- Le 5 juin 1976, la mission cubaine devant l'ONU fait l'objet d'un attentat à l'explosif qui cause de gros dégâts.
- En 1977, assassinat de Carlos Muñoz Varela et de José Eulalio Negrín, émigrés cubains favorables à un dialogue avec les autorités cubaines.
- Mars 1980, pose d'une puissante bombe dans l'auto du représentant permanent de Cuba aux Nations Unies (New York).
- 11 septembre 1980 : assassinat de Félix García, diplomate de la même mission.

À la fin de l'administration Bush père, les secteurs les plus réactionnaires de l'émigration cubaine aux USA, notamment en Floride, stimulèrent de nouveau le terrorisme dans leur guerre contre l'île. Ce qui explique l'essor de diverses actions terroristes durant les deux administrations Clinton.

À partir de 1992, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), qui contribue « généreusement » au financement des campagnes électorales de plusieurs législateurs, voire de présidents, entreprit d'organiser et de financer des actions terroristes contre Cuba. Elle recruta et paya plusieurs terroristes en Amérique centrale qui posèrent des bombes dans des installations touristiques cubaines en échange d'une récompense financière. Ainsi, en 1997, sept bombes explosèrent dans des hôtels et des installations touristiques du pays. L'une d'elles causa la mort d'un jeune touriste italien, Fabio di Celmo. Les visées étaient claires : saboter et ruiner l'industrie touristique cubaine, qui pointait comme le principal secteur économique de l'île.

Mais les actions terroristes n'ont pas cessé. Du 6 août 2002 au 10 avril 2003, on dénombre onze actions terroristes, pour la plupart des détournements d'avions et de bateaux vers les USA. Toutes ces actions furent violentes, avec emploi d'armes blanches, d'objets pointus et même d'armes à feu en vue de menacer les équipages et les passagers.

A Cuba, les terroristes ont toujours été punis de lourdes peines, ce qui, sauf de très rares exceptions, n'est généralement pas le cas aux USA quand il s'agit d'individus d'origine cubaine.

Histoire d'une infamie récente

Le 25 août 2004, cinq jours avant d'abandonner la présidence du Panama, Mireya Moscoso a gracié quatre terroristes avérés d'origine cubaine alors emprisonnés dans ce pays et dont le pourvoi pour les condamnations infligées était encore en instance : Luis Faustino Clemente Posada Carriles, Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez (*on trouvera à la fin de ce chapitre un bref résumé de la carrière terroriste de chacun d'eux*).

Ces quatre terroristes, formés par la CIA, ont servi directement ou indirectement à exécuter des actions de cette nature contre Cuba et d'autres pays durant les quarante dernières années.

Quelques heures après la signature de la grâce présidentielle, les quatre criminels ont été conduits sous protection officielle à l'aéroport international de Panama où on les attendait pour leur faciliter le départ du pays.

Luis Faustino Clemente Posada Carriles, auteur avoué d'un des crimes les plus atroces commis contre un avion commercial cubain en plein vol, a été envoyé dans un autre pays centraméricain où il vit sous une fausse identité.

Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez ont volé, eux, à Miami sans être le moins du monde soumis au contrôle de sécurité compliqué que la Maison-Blanche impose à ceux qui entrent aux USA en vue, censément, de détecter les éventuels terroristes.

Une fois de plus, le pays qui se proclame à cor et à cri le champion d'une croisade contre le terrorisme international accueille et protège des terroristes d'origine cubaine notoires qui se promènent de nouveau librement dans les rues de l'empire et reçoivent même des hommages comme des « combattants anticastristes idéalistes ».

Tout indique que pour l'administration Bush, ces sinistres malfaiteurs entrent dans la catégorie des « bons terroristes » qui, bien que contraire au droit international et aux décisions adoptées à cet égard par les Nations Unies, s'avère très utile à ses plans de domination hégémonique.

Ces quatre terroristes avaient été arrêtés au Panama en novembre 2000 et condamnés par la justice pour avoir planifié un attentat contre Fidel Castro : ils avaient prévu de faire exploser des dizaines de kilos d'explosifs de grande puissance dans le grand amphithéâtre de l'Université du Panama au moment où le président cubain allait avoir une rencontre avec des étudiants, des travailleurs et des indigènes panaméens, en marge du Dixième Sommet ibéro-américain.

Mais la grâce présidentielle de 2004 a des antécédents. Ainsi, le 10 avril 2001, Mireya Moscoso avait opposé une fin de non-recevoir (décrets 58, 59, 60 et 61) à la demande d'extradition juste et bien fondée présentée par le gouvernement cubain le 12 janvier, en accord strict avec la législation panaméenne et les instruments internationaux en vigueur en la matière.

En accordant cette grâce, Moscoso jetait le discrédit sur les déclarations formulées le 15 juillet 2004 par son propre ministre des Affaires étrangères (communiqué 100), selon qui « Posada Carriles et ses complices ont été jugés et condamnés, et devront donc purger leur peine ».

Posada Carriles et Jiménez Escobedo avaient été condamnés à huit ans de réclusion, et les deux autres à sept ans. Ces deux verdicts avaient fait l'objet d'un pourvoi de la part des avocats de l'accusation au nom d'organisations syndicales, étudiantes et indigènes panaméennes, en raison des irrégularités intervenues durant le procès et parce que les peines infligées ne correspondaient pas à la gravité des crimes dûment prouvés par la justice.

Bien que Mireya Moscoso s'entête à affirmer que sa décision reposait sur des questions de nature humanitaire, on sait pertinemment que là n'est pas la raison réelle d'une action aussi honteuse.

En fait, la libération des quatre terroristes avait été exigée avec insistance par des fonctionnaires de Washington et par des individus de la mafia annexionniste de Miami, dont des meneurs de bandes terroristes qui y opèrent en toute impunité contre le peuple cubain. Les médias affirment même que l'ex-présidente a reçu une généreuse récompense monétaire pour sa décision sinistre et immorale.

Le secrétaire d'Etat nord-américain en personne, Colin Powell, avait demandé à la présidente, lors de sa visite au Panama pour le centenaire de la République, la relaxe des terroristes dès la conclusion du procès.

En s'alignant sur le terrorisme contre Cuba, en protégeant des criminels avérés, l'ex-présidente Moscoso n'a pas seulement agi d'une manière indigne, elle a purement et simplement violé la loi panaméenne qui interdit le recours à la grâce avant la fin du procès et la confirmation définitive du verdict.

Or, le procès de ces dangereux terroristes se trouvait alors à l'étape du pourvoi en appel. L'interrompre et empêcher la justice de se prononcer définitivement dans un cas si délicat constitue une offense envers le peuple cubain, les victimes de leurs crimes, le peuple panaméen et tous ceux qui luttent dignement dans le monde contre ce fléau.

Libérer ces terroristes au moment où la communauté internationale se vante de combattre le terrorisme est à la fois une grande immoralité et une grande irresponsabilité.

Cuba a dit clairement que la responsabilité historique de cette grâce et les conséquences qui en découleraient retombent entièrement sur l'ancienne présidente Moscoso, car cette action est incompatible aussi bien avec les efforts consentis à l'échelle internationale pour prévenir efficacement le terrorisme, dont la Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qu'avec les obligations assumées par l'Etat panaméen en tant que Partie aux instruments juridiques internationaux pertinents, dont la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à la bombe, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997.

Le ministre cubain des Relations extérieures, Felipe Pérez Roque, a rappelé le 21 septembre 2004, dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité, que Cuba avait, dans le premier rapport présenté au Comité contre le terrorisme dudit organe (S//2002/15) en conformité avec la Résolution 1373 (2001), apporté une vaste information sur les actions terroristes commises contre elle et sur leurs auteurs.

Cette information comprenait, entre autres, une liste des organisations terroristes qui ont agi ou agissent contre Cuba de l'étranger et une liste des auteurs directs ou indirects d'actes terroristes, dont les quatre individus graciés par Moscoso.

Or, Cuba n'a reçu à ce jour aucune réponse dudit Comité quant aux mesures qu'il envisageait de prendre à partir de ces informations.

Cuba espère que le Comité contre le terrorisme évaluera les faits de l'ex-président Moscoso à la lumière des dispositions de cette résolution 1373 (2001), afin que l'impunité dont jouissent ces terroristes prenne fin.

Le peuple et le gouvernement cubains qui ont lutté exemplairement, des décennies durant, contre le terrorisme international, sont fermement décidés à continuer de le faire, quelles qu'en soient les formes et les manifestations, car ils sont convaincus que le terrorisme est condamnable et doit être combattu.

C'est d'ailleurs dans ce sens que les chefs d'Etat ou de gouvernement réunis au Quatorzième Sommet ibéro-américain (novembre 2004, San José du Costa Rica) se sont prononcés, s'engageant de plus « à ne pas fournir d'aide ni de refuge aux personnes commettant, ou promouvant des activités terroristes, ou y participant. »

Cuba estime que le terrorisme met en danger la vie, la santé, les biens et la sécurité d'innocents, viole la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats, menace le fonctionnement et la stabilité des institutions nationales, cause de graves dommages à l'infrastructure productive et à l'activité économique des Etats et déstabilise encore plus la situation internationale, créant de nouveaux foyers de tensions et provoquant à l'occasion des conflits internationaux.

Cuba plaide donc en faveur d'une coopération internationale vraiment efficace qui permette de prévenir et de combattre tous les actes de terrorisme, d'en éliminer les causes, de garantir l'arrestation, le procès ou l'extradition des auteurs, organisateurs et parrains d'actes et d'actions terroristes, ainsi que de tous ceux qui les soutiennent ou les financent. Cette coopération internationale doit être de plus revêtue d'une légitimité internationale et reposer sur le respect inconditionnel du droit international, de la Charte des Nations Unies et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

La lutte contre le terrorisme ne peut se livrer en imposant à son tour une terreur qui représente un déni des droits d'autrui, au nom d'un prétendu droit unilatéral à déclencher des guerres préventives.

Prouvant son engagement dans la lutte contre le terrorisme, Cuba a ratifié les douze conventions et protocoles internationaux correspondants, ou y a adhéré. En décembre 2001, elle a promulgué la loi 93 contre les actes de terrorisme, un code intégral, moderne, et prévoyant de lourdes peines pour faire face à ce fléau.

Le terrorisme n'est pas « bon » ou « mauvais », en fonction de ses auteurs et de leurs motivations, ou en fonction de ses cibles.

Toutes les victimes du terrorisme, indépendamment des modalités utilisées, de l'endroit choisi, des auteurs ou des cibles, ont le droit et le devoir de réclamer justice.

Le peuple cubain tout entier - femmes, hommes et enfants - exige donc la justice et la fin de l'impunité dont jouissent les groupes terroristes qui opèrent contre lui depuis les Etats-Unis.

Bref résumé des actions des quatre terroristes d'origine cubaine graciés par l'ex-président panaméenne Mireya Moscoso et dont trois ont été accueillis par le gouvernement des Etats-Unis

Luis Faustino Clemente Posada Carriles

Ses principaux alias sont entre autres : Ramón Medina, Ignacio Medina, Juan Ramón Medina, Ramón Medina Rodríguez, José Ramón Medina, Rivas López, Juan José Rivas, Juan José Rivas López, Julio César Dumas, Franco Rodríguez Mena.

Abandonne Cuba le 25 février 1961, après s'être réfugié à l'ambassade argentine en 1960.

Entre dans l'armée des Etats-Unis.

En 1963, membre de la CIA ; responsable d'entraînement à des missions maritimes.

En 1964, est à Tampa, à la tête d'un camp de la Junte révolutionnaire (JURE) où s'entraînent des terroristes d'origine cubaine. Il y reçoit aussi une formation en explosifs et démolition de la part de spécialistes de la CIA. Dirige une équipe d'infiltration de la CIA qui réalise diverses actions contre Cuba.

Dans les années 60, se lie avec des organisations terroristes comme Alpha-66, Commandos L et Mouvement 30 novembre.

A la fin des années 60, s'installe au Venezuela où, en 1967, il fait partie de la direction du Servicio de Inteligencia y Prevención (DISIP) en tant que chef d'opérations et où il réalise des missions comme agent de liaison de la CIA. Il crée plus tard l'Agencia de Detectives, Investigaciones Comerciales e Industriales, qui est fermée une fois prouvée sa participation au sabotage de l'avion de passagers cubain à la Barbade, en 1976 (bilan : 73 morts), ce pourquoi il est accusé et condamné.

Incarcéré dans plusieurs prisons vénézuélienne de 1976 au 18 août 1985 où il fait une fugue avec le soutien de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) et la complicité d'autorités corrompues.

Se rend en El Salvador où il prête service durant environ deux ans à la base militaire d'Ilopango, en tant que conseiller des *contras* nicaraguayens.

En février 1990, grièvement blessé au Guatemala où il est conseiller à la sécurité de Teléfonos de Guatemala (GUATEL). Il est soutenu économiquement par le directeur de la FNCA, Alberto Hernández, qui paie certains des frais d'hospitalisation.

Une fois rétabli, est transféré à San Pedro Sula (Honduras) où il loge dans un hôtel, tous frais payés par son ami d'origine cubaine, l'homme d'affaires Rafael Hernández Nodarse.

Dans les années 90, a de fréquents contacts avec Gaspar Jiménez Escobedo (alias *Gasparito*) et avec d'autres terroristes en vue de préparer plusieurs attentats contre le président Fidel Castro. Il aide des organisations de Miami à acheter des armes en Amérique centrale en vue d'actions terroristes contre Cuba.

À cette époque, fait de fréquents voyages dans différents pays centraméricains, dont le Honduras, le Guatemala, le Costa Rica et El Salvador où il a d'étroites relations avec des militaires et des hommes d'affaires qui le soutiennent. Se rend aussi à Miami, en Espagne, en République dominicaine, au Venezuela et à Aruba.

En janvier 1994, participe à l'organisation d'un attentat contre le président Fidel Castro financé par la FNCA, prévu au Honduras à l'occasion de la participation éventuelle de celui-ci à la prise de possession du président Carlos Roberto Reina. En juin, il se rend dans le même but en Colombie en compagnie de Gaspar Jiménez Escobedo.

En juin 1995, il se rend au Costa Rica en vue de dynamiter un bateau cubain ; en décembre, il prépare une action à la dynamique contre une cible cubaine en compagnie de Ramón Orozco Crespo.

En 1995, avec la complicité de militaires honduriens, il pose quarante et une bombes dans ce pays, selon dénonciation en 1997 de Ramón Custodio, dirigeant du Comité hondurien des droits de l'homme.

En 1997, organise avec le soutien de la direction de la FNCA la structure terroriste créée en Amérique centrale en vue d'actions de cette nature contre Cuba, recrutant des mercenaires, selon ses propres aveux de mi-1998.

En 1997, impliqué, aux côtés d'un cadre de la FNCA, Arnaldo Monzón Plasencia, dans les préparatifs d'un attentat contre le président Fidel Castro au Septième Sommet ibéro-américain sur l'île Margarita (Venezuela). Il informe de ses projets, entre autres, les contre-révolutionnaires Nelly Rojas, Pedro Morales et Francisco Pimentel qui apparemment le soutiennent.

Organise directement plusieurs attentats terroristes à la bombe à Cuba. Le premier en avril 1997, par l'intermédiaire de mercenaires qu'il a recrutés, tels Chávez Abarca et Otto Rodríguez Llerena. Des quatorze bombes préparées, huit explosent, quatre sont désamorçés sans exploser et deux sont saisies à leur introduction à l'aéroport. Ces bombes causent un mort, plusieurs blessés et de gros dommages matériels. Les agences cubaines Havanatur aux Bahamas et Cubanacán au Mexique sont aussi attaqués à la bombe.

En août 1998, participe directement aux préparatifs d'un attentat contre le président Fidel Castro lors de sa visite en République dominicaine, avec le concours de terroristes basés à Miami.

En 1998, prépare l'explosion en vol d'un avion de Cubana de Aviación sur la route La Havane-Amérique centrale.

En 1999 et 2000, prépare différents attentats terroristes de même nature contre l'économie cubaine et contre les intérêts cubains à l'étranger, en vue de quoi il acquiert des explosifs et d'autres engins.

En novembre 2000, l'attentat prévu au Dixième Sommet ibéro-américain contre le président Fidel Castro se fait sur instructions directes de Francisco (Pepe) Hernández et Alberto Hernández, lors de réunions de Posada Carriles dans des pays centraméricains avec, entre autres, les terroristes Gaspar Jiménez et Antonio Iglesias, qui lui donnent de l'argent en provenance de la FNCA en vue de l'achat d'armes et d'explosifs. D'août à octobre 1999, fait plusieurs voyages de préparatifs au Honduras, au Costa Rica et au Panama. Au Costa Rica, il reçoit un soutien financier et des complicités pour introduire l'armement au Panama clandestinement, par voie terrestre. Au Panama même, fait les explorations nécessaires à l'attentat. Il est arrêté par les autorités panaméennes pendant le Sommet ibéro-américain, en compagnie de Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Ramón Rodríguez.

Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo

Formé par la CIA dès 1961, notamment au maniement d'explosifs.

Membre des organisations terroristes Abdala, Cuba Independiente y Democrática. Remplace le terroriste Orlando Bosh à la tête du CORU après l'incarcération de celui-ci au Venezuela en 1976 après l'attentat contre un avion de passagers cubain à la Barbade.

Auteur de plusieurs attentats contre des fonctionnaires cubains en mission à l'étranger.

Le 23 juillet 1976, de pair avec les terroristes Gustavo Castillo et Orestes Ruiz Fernández, participe à une tentative d'enlèvement du consul cubain à Mérida (Mexique), Daniel Ferrer Fernández, au cours de laquelle est assassiné Artaignan Díaz Díaz, technicien cubain de la flotte crevettière de la Caraïbe. Arrêté, il parvient à s'enfuir de la prison mexicaine au bout de quelques mois.

En 1977, est arrêté pour violation de la loi de Neutralité par les autorités étasuniennes qui finissent par le relâcher.

En 1986, se rend en El Salvador en compagnie de Silas Cuervo et rencontre le terroriste Luis Posada Carriles en vue d'organiser un attentat contre Fidel Castro. Posada Carriles dirige alors un camp où il stockait une grande quantité d'armements qu'il avait demandés aux Nord-Américains en vue d'actions conjointes contre la Révolution sandiniste.

En juin 1993, se lie au groupe paramilitaire de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) dont il devient un des principaux activistes.

Sert de « gorille » de l'ancien cadre de cette organisation, Alberto Hernández.

Cette même année, participe aux préparatifs d'un attentat contre Fidel Castro prévu durant la prise de possession du président hondurien Carlos Alberto Reina. La visite de Fidel Castro ne se réalisant pas, le plan est ajourné pour l'année suivante en Colombie, durant le Sixième Sommet ibéro-américain, mais sans succès.

Est l'un des principaux agents de liaison de la FNCA avec Posada Carriles dans les préparatifs de l'attentat prévu contre Fidel Castro au Panama en novembre 2000, durant le Dixième Sommet ibéro-américain, en vue de quoi il se rend en Amérique centrale pour rencontrer Posada Carriles et lui remettre de l'argent. Il est arrêté par les autorités panaméennes pour cette raison, en compagnie de Posada Carriles, de Guillermo Novo Sampoll et de Pedro Remón Rodríguez.

Guillermo Novo Sampoll

Terroriste avéré, responsable, de pair avec son frère Ignacio et de José Dionisio Suárez, de l'assassinat en plein Washington de l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende, Orlando Letelier.

En 1961, prend part à l'invasion mercenaire de Playa Girón, mais son groupe ne peut débarquer vu la rapide défaite des envahisseurs.

Membre du groupe terroriste de Julio Pérez Pérez, reconnaît publiquement avoir posé des bombes au nom du Commando Zéro.

En décembre 1964, exécute un attentat au bazooka contre l'édifice des Nations Unies à New York au moment où Ernesto Che Guevara réalise une intervention en séance plénière au nom de Cuba. Arrêté par le FBI, il est remis en liberté après avoir payé une caution de quinze mille dollars.

Arrêté en juin 1967 par la police de New Jersey aux côtés de son frère Ignacio par détention illégale d'explosifs, il est condamné à une amende de 250 dollars et à deux ans de liberté conditionnelle.

En 1973, présenté devant la cour de New Jersey pour violation de la loi de Neutralité après avoir participé à des actions contre le consulat cubain de Montréal (Canada) et contre un cargo cubain, il est condamné à six mois de privation de liberté et à cinq ans de liberté conditionnelle.

A la fin des années 80, rejoint le groupe paramilitaire de l'organisation terroriste basée à Miami, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA).

Arrêté par les autorités panaméennes en novembre 2000 pour sa participation à la tentative d'attentat contre Fidel Castro lors du Dixième Sommet ibéro-américain, en compagnie de Posada Carriles, de Jiménez Escobedo et de Remón Rodríguez.

Pedro Crispín Remón Rodríguez

Né à Cuba en 1945, s'établit aux USA.

Membre de l'organisation terroriste Oméga-7.

Signalé dans un rapport confidentiel du FBI comme l'assassin à New York du diplomate cubain Félix García Rodríguez et du Cubano-Américain Eulalio José Negrín.

Selon un rapport déclassifié du FBI, d'octobre 1993, la police l'associe à des activités terroristes après l'avoir arrêté à la frontière canadienne en décembre 1980, quelques heures après l'explosion d'une bombe au consulat cubain de Montréal.

Impliqué dès le début dans les préparatifs de l'attentat prévu au Panama en novembre 2000 contre le président Fidel Castro lors du Dixième Sommet ibéro-américain et l'un de ses principaux organisateurs. Arrêté par les autorités panaméennes en compagnie de Posada Carriles, de Jiménez Escobedo et de Guillermo Novo Sampoll.

CHAPITRE 4 : LES DROITS HUMAINS DE CINQ JEUNES COMBATTANTS ANTITERRORISTES CUBAINS, INJUSTEMENT INCARCÉRÉS AUX USA, ET CEUX DE LEUR FAMILLES SONT GROSSIÈREMENT VIOLÉS POUR D'INFÂMES MOTIVATIONS POLITIQUES

René González Sehwerert, Ramón Labañino Salazar, Gerardo Hernández Nordelo, Fernando González Llort et Antonio Guerrero Rodríguez sont cinq jeunes combattants antiterroristes et défenseurs des droits de l'homme du peuple cubain. Deux d'entre eux ont la nationalité nord-américaine.

L'administration nord-américaine utilise contre ces cinq jeunes gens, détenus arbitrairement voilà six ans, des pratiques soutenues et systématiques de tortures et de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui font partie d'une conspiration éhontée visant à les faire plier sur les plans psychique et moral.

Au risque de leur vie, ils alertaient notre pays au sujet de nombreuses actions terroristes planifiées et organisées par des groupes qui opèrent en toute impunité aux Etats-Unis.

Ce sont tous des intellectuels, des gens simples, dont trois sont père de famille. Aucun n'a commis la moindre action violente. Les faits pour lesquels ils ont été condamnés ont à voir avec l'exercice pacifique du droit du peuple cubain à la légitime défense face au terrorisme. Ils oeuvraient pour défendre le droit à la vie, au bien-être et au développement de leur peuple. Ils ont seulement agi en respectant leur conscience et les principes, inspirés par un profond amour de leur peuple.

Leur seul instrument de lutte a été l'intelligence et l'esprit de sacrifice, car ils étaient convaincus que l'information qu'ils obtiendraient en vue de neutraliser les actions terroristes des groupes anticubains basés aux Etats-Unis permettrait de sauver la vie d'hommes, de femmes et d'enfants à Cuba.

Car des milliers de Cubains ont été assassinés ou mutilés à vie depuis plus de quarante ans à cause des activités de ces groupes dont les camps d'entraînement et les campagnes de recrutement de personnels et de collecte de fonds sont largement connus dans des villes comme Miami.

Les activités criminelles de ces groupes terroristes contre Cuba apparaissent dans des documents officiels déclassifiés du gouvernement nord-américain et apparaissent dans le présent Document.

Résumé du cas

Ils ont été arrêtés le 12 septembre 1998 et transférés au quartier général du FBI à Miami où ils ont été interrogés six heures d'affilée sans le moindre avocat.

Ils ont été présentés le 14 septembre 1998 devant un tribunal de Miami qui leur a commis des avocats d'office et les a informés des dates des séances de caution, laquelle leur a été refusée le 29 septembre.

C'est à partir du 5 janvier 2000 que les avocats de la défense commencèrent à présenter des requêtes où ils demandaient que le procès ait lieu ailleurs, car Miami ne constituait pas un endroit adéquat pour que les accusés puissent bénéficier d'un procès impartial, et ce aux termes des cinquième et sixième amendements de la Constitution des Etats-Unis.

Les Cinq, représentés par leurs avocats, ont soumis le 20 mars 2000 une requête pour demander que le procès se tienne à Fort Lauderdale, et ce pour deux raisons : Miami était la base même des terroristes contre lesquels ils opéraient ; une enquête prouvait qu'il y existait des préjugés contre eux⁸⁰.

⁸⁰ Cette enquête, réalisée par Gary Morgan, professeur à l'Université internationale de la Floride et membre de l'Association de psychologie des Etats-Unis, indiquait que 69 p. 100 des personnes interrogées dans le comté de Date étaient prédisposées contre les accusés, et que 49 p. 100 des

Il est absolument impossible d'obtenir un verdict juste sur quoi que ce soit ayant à voir avec Cuba à Miami où des terroristes avérés déambulent ouvertement dans les rues, se vantent de leurs méfaits et préparent publiquement des actions contre Cuba sans que les autorités n'aient jamais absolument rien fait pour les condamner ou les empêcher d'agir.

Le 27 juillet 2000, la juge Joan Lenard repoussa la requête de changement de ville, si bien que le procès s'ouvrit le 27 novembre. Un procès bourré d'irrégularités, et de plus illégal et inconstitutionnel dans la mesure où les cinquième et sixième amendements de la Constitution du pays avaient été violés ; un procès ouvert dans une communauté qui était absolument hostile aux accusés, si bien que le jury ne pouvait en aucun cas être impartial et que l'application régulière de la loi ne pouvait être assurée.

Les peines imposées furent irrationnellement démesurées et vindicatives, le tribunal n'ayant en plus accepté aucune des circonstances atténuantes demandées par les avocats.

Gerardo Hernández fut condamné à deux prisons à vie plus quinze ans de privation de liberté ; Ramón Labañino, à une prison à vie plus dix-huit ans de privation de liberté ; Antonio Guerrero, à une prison à vie plus dix ans de privation de liberté ; Fernando González, à dix-neuf ans de privation de liberté, et René González, à quinze ans, sans que le parquet n'ait jamais apporté la moindre preuve des accusations formulées contre eux malgré les déclarations à décharge réalisées par les témoins.

Le 12 novembre 2002, Leonard Weinglass, avocat d'Antonio Guerrero, avec l'aval des autres défenseurs, présenta devant le tribunal de Miami une requête demandant l'ouverture d'un nouveau procès pour les raisons suivantes : conduite de dol du parquet et de la juge face à la requête originale de la défense qui avait demandé à plusieurs reprises depuis janvier 2000, apportant des arguments fondés, que le procès se tienne ailleurs qu'à Miami, la requête en soi contenant en annexes des documents et des déclarations sous serment qui prouvaient largement la justesse de la requête et la nécessité de rétablir la justice violée dans l'intérêt de celle-ci, tout ceci à la lumière de nouvelles preuves.

Le 10 février 2003, la juge Lenard, de la cour fédérale du district sud de la Floride, repoussa cette requête, sans même accorder une audience aux défenseurs pour qu'ils présentent de vive voix leurs arguments.

Le 10 mars 2004, le onzième circuit d'Atlanta, instituée en cour d'appel, procéda à l'audition des défenseurs qui réclamaient une fois de plus l'ouverture d'un nouveau procès hors de Miami en vue d'assurer aux accusés l'application régulière de la loi, contrairement à ce qui s'était passé depuis le début.

Depuis, on attend la décision de la cour d'appel d'Atlanta.

Éléments prouvant le caractère frauduleux et politiquement manipulé du procès

1. Miami : un lieu foncièrement hostile et inadéquat pour faire justice.

La garantie d'un procès impartial a été totalement ignorée quand le parquet a insisté pour qu'il se tienne à Miami, un endroit foncièrement hostile et absolument partial envers les accusés. C'était là une violation grossière des cinquième et sixième amendements de la Constitution nord-américaine.

A titre d'exemple, Miami est justement la ville des USA où des groupes terroristes ont fait exploser des bombes et agressé violemment ceux qui voulaient aller écouter un orchestre cubain, et où le petit Elián Gonzalez a été séquestré pendant quatre mois malgré les décisions des tribunaux compétents.

2. Violation du principe de l'application régulière de la loi.

personnes interrogées ont affirmé qu'en aucun cas elles ne pourraient pas être justes ou impartiales. Environ 90 p. 100 ont affirmé qu'elles ne changeraient en aucun d'opinion.

La cour a imposé des peines contre des crimes censément graves sans jamais avoir présenté une seule preuve concrète et exacte, violant le principe selon laquelle le parquet doit prouver les crimes imputés au-delà de tout doute raisonnable.

La défense a constamment été empêchée d'exercer son droit de disposer librement de la documentation considérée comme probatoire en vue de l'étudier et de l'examiner, car le parquet l'a classifiée aux termes du *Classified Information Procedure Act (CIPA)*. Sa déclassification partielle s'est faite d'une manière absolument arbitraire, si bien que les avocats de la défense n'y eurent souvent accès que dans des délais leur interdisant de l'examiner dûment et ne parvinrent pas à faire classer comme documents officiels et probatoires toute une série de documents qui auraient été capitaux pour l'éclaircissement des faits.

La cour a permis au parquet de manipuler constamment les témoins, contre lesquels une violente campagne de presse a d'ailleurs été menée en vue de les apeurer, si bien que tantôt ils eurent du mal à faire connaître au jury et à la cour des faits et des informations qui constituaient des preuves favorables à la défense des accusés, tantôt ils ne purent même pas le faire.

3. Conditions d'incarcération cruelles et visant à entraver gravement la défense, et ayant provoqué aux Cinq et à leurs familles des tortures et des souffrances qui constituent des violations flagrantes de leurs droits de l'homme.

En violation des Règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et même du huitième amendement de la Constitution nord-américaine, les Cinq ont été maintenus en réclusion au secret dans des cellules de punition, sans avoir commis la moindre indiscipline, à deux moments : le premier durant dix-sept mois, le second, durant quarante-huit jours.

En avril 2003, les Cinq ont de nouveau connu l'horreur du « trou », l'objectif des autorités cette fois-ci ayant été de faire obstacle à la préparation des documents d'appel qui ont été finalement présenté devant le Onzième Circuit de la cour d'Atlanta et de la demande d'un procès juste et impartial hors de Miami.

4. Mauvais traitements et tortures émotionnelles et psychologiques contre les familles des Cinq.

Les autorités nord-américaines leur ayant constamment nié la délivrance d'un visa, Adriana Pérez et Olga Salanueva n'ont pu voir leurs maris, Gerardo Hernández et René González respectivement, depuis leur arrestation voilà six ans⁸¹. Cette décision porte aussi préjudice à Ivette, la petite fille de René, qui n'a plus vu son père depuis l'âge de quatre mois.

Violant les obligations et les devoirs qui sont les siens aux termes de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, le département d'Etat n'a cessé d'entraver la possibilité des fonctionnaires consulaires cubains de rendre visite aux Cinq, comme c'est leur droit et leur devoir.

5. Des défenseurs des droits de l'homme de leur peuple, oui ; des espions, non !

Les Cinq ont été condamnés pour prétendu espionnage sans que le procureur ait jamais des preuves ou des témoignages qui auraient fondé les dommages, les préjudices ou les violations censément infligés à la sécurité nationale des USA ou aux intérêts de leur peuple. Des témoins ont même nié qu'ils auraient fait de l'espionnage, en particulier le général Clapper, ancien chef de la DIA, qui a comparu en

⁸¹ Poussant l'indécence à un comble rarement atteint, l'administration nord-américaine justifie ce refus par le fait que ce sont des terroristes, et, plus récemment, que ce sont des agents secrets, des saboteuses, et qu'elles peuvent provoquer sa chute par la force, la violence ou d'autres moyens illégaux...

tant qu'expert du parquet, et de hauts gradés des forces armées, comme les généraux Wilhelm et Akteson, l'amiral Carroll et le colonel Buckner⁸².

6. Les accusés n'ont commis aucun acte de violence ni porté préjudice à des personnes ou à leurs biens.

Il est absolument scandaleux d'avoir condamné Gerardo Hernández pour homicide volontaire sans avoir présenté contre lui ni preuves ni témoins, pas même des preuves indirectes, qui l'auraient lié personnellement au moindre incident de cette nature. Le parquet lui a attribué, sans preuves ni témoins, une responsabilité dans les événements du 24 février 1996, jour où les autorités cubaines ont abattu deux petits avions qui n'avaient cessé de violer le territoire national.

En jugeant la décision prise ce jour-là par la République de Cuba au nom de la légitime défense, la cour a **violé la doctrine de l'Acte d'Etat** que la Cour suprême des Etats-Unis a reconnue clairement à plusieurs reprises. Jugeant la conduite de l'Etat cubain, la cour de Miami a violé tant le droit international que le droit nord-américain. Par ailleurs, en personnalisant cette conduite en Gerardo Hernández qui ne représentait pas cet Etat, n'exerçait aucune fonction dans les forces de l'air cubaines et n'a pas eu la moindre participation à l'incident susmentionné, il a violé grossièrement les notions élémentaires du droit pénal.

Il faut par ailleurs signalé un autre fait insensé : Gerardo Hernández est la seule personne au monde à avoir été condamnée à deux peines de privations de liberté à vie, dont l'une d'elles pour quelque chose que le parquet ne lui avait pas imputé au moment où la condamnation a été dictée. Durant le procès, le parquet dut reconnaître en effet par écrit, le 25 mai 2001, qu'il lui était impossible de prouver le chef d'accusation pour lequel Gerardo avait été condamné à une peine de prison à vie et demanda la modification de ce chef d'accusation : « *À la lumière des preuves présentée au procès, ceci constitue un obstacle insurmontable pour les Etats-Unis en l'occurrence et aboutira probablement à un non-lieu pour ce chef d'accusation.* »

7. Dissimulation par le gouvernement nord-américain, au cours du procès contre les Cinq, des preuves et évidences relatives aux actions terroristes perpétrées contre le peuple cubain.

Le gouvernement étasunien a présenté plusieurs requêtes pour exclure du procès l'analyse des activités de groupes terroristes contre-révolutionnaires basés à Miami et constituant précisément la raison d'être de l'action des Cinq.

C'est dans ce but que le parquet a préparé et présenté une requête afin que des terroristes avérés fassent appel au cinquième amendement de la Constitution nord-américaine, empêchant donc qu'ils puissent témoigner et déclarer au sujet de leurs actions terroristes contre le peuple cubain, tous faits capitaux pour expliquer les motivations des Cinq.

8. Irrégularités dans le choix des jurés.

Dans nulle autre juridiction, les accusés n'auraient eu à exercer à neuf reprises (sur quinze possibles) leur droit péremptoire de s'opposer à la désignation d'un juré, parce que lié aux groupes anticubains opérant au Sud de la Floride.

Pour sa part, le parquet a rejeté six candidats au jury pour la simple raison qu'ils étaient Noirs.

9. Comportement suspicieusement inhabituel du jury.

⁸² Général James R. Clapper, ancien chef de la DIA (Agence de renseignements du département de la Défense) ; général Charles Wilhelm, ancien commandant en chef du Commandement Sud ; général Edward Atkeson, ancien sous-chef de l'Etat-Major de l'armée chargé du renseignement ; amiral Eugene Carroll, ancien sous-chef des Opérations navales ; colonel George Buckner, qui occupa un poste important au Q.-G. du système de défense antiaérienne.

Après avoir écouté les déclarations de 74 témoins (43 à charge et 31 à décharge) pendant près de sept mois, le jury de Miami n'a délibéré que quelques heures et a même annoncé à l'avance le jour et l'heure exacts où il se prononcerait ! Il n'a réclamé aucun éclaircissement, n'a pas formulé le moindre doute, malgré la complexité de sa tâche : arriver à une conclusion au terme d'un procès dont le dossier se montait à plusieurs dizaines de milliers de pages et qui impliquait des dizaines de chefs d'accusation contre cinq accusés. Il a émis en hâte un verdict de culpabilité pour tous les chefs d'accusation présentés par le parquet contre tous les accusés.

10. Caractère politisé et irrationnellement démesuré des peines

La juge n'a retenu aucune des circonstances atténuantes dûment prouvées au cours du procès et a repris à son compte les circonstances aggravantes réclamées par le procureur. Gerardo a été condamné à deux peines de réclusion à vie, plus quinze ans ; Ramón, à une peine de réclusion à vie, plus dix-huit ans ; Antonio, à une peine de réclusion à vie, plus dix ans ; Fernando, à dix-neuf ans de privation de liberté, et René, à quinze.

Les Cinq sont des prisonniers politiques auxquels on nie ce statut, puisqu'ils sont maintenus sujets au même régime que les droits communs, en violation de l'article 8 des Règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus.

11. Les Cinq ont été dispersés dans cinq prisons de cinq Etats très éloignés géographiquement.

Les Cinq se trouvent très loin des bureaux de leurs avocats respectifs aux Etats-Unis, ce qui rend les contacts avec eux extrêmement difficiles, tout comme ils le sont pour leurs familles et amis. Il s'agissait par là d'entraver les activités de leurs représentants légaux.

12. Le vrai problème : des terroristes impunis.

Les Cinq ont démontré au cours du procès que leurs seules actions de recherche d'information aux USA visaient les terroristes agissant dans ce pays en toute impunité, entre autres José Basulto, d'origine cubaine, et l'organisation qu'il a créée, Hermanos al Rescate, et Orlando Bosch, responsable du sabotage en plein vol d'un avion civil cubain emportant soixante-treize personnes, dont la totalité de l'équipe nationale d'escrime junior. Ainsi que Luis Posada Carriles, autre responsable du sabotage susmentionné et impliqué dans la préparation d'une tentative d'assassinat de Fidel Castro qui prévoyait la pose de dizaines de kilogrammes d'explosif C-4 dans l'amphithéâtre de l'Université de Panama où il devait prononcer une allocution devant un millier d'étudiants et de professeurs. C'est ce même Posada Carriles qui, avec l'argent de la Fondation nationale cubano-américaine, basée à Miami, a orchestré en 1997 la vague d'attentats à la bombe contre des hôtels cubains qui provoqua entre autres la mort d'un touriste italien et les blessures de plusieurs autres personnes⁸³.

13. La juge Joan Lenard a commis plusieurs violations qui ont contribué à priver les accusés de leurs droits les plus élémentaires et a entravé l'action de la défense.

A la cour fédérale de Miami, elle a d'abord repoussé la demande des avocats de la défense d'avoir accès à la documentation classifiée – où se trouvaient l'immense majorité des prétendues preuves utilisées pour accuser et punir les Cinq – puis une autre requête présentée par M^e Weinglass, défenseur d'Antonio Guerrero et à laquelle se joignirent les autres avocats, afin qu'un nouveau procès soit réalisé ailleurs qu'à Miami.

Pour rédiger cette requête, la défense a présenté une nouvelle preuve, basée sur le procès Ramírez vs. Ashcroft, de 2002, où le gouvernement avait eu une attitude frauduleuse et mal intentionnée : dans

⁸³ Interviewé par *The New York Times* (12 et 13 juillet 1998), Luis Posada Carriles avoue avoir organisé la campagne d'attentats à la bombe contre des centres touristiques cubains et reconnaît que les dirigeants de la FNCA l'avaient financée. Il admet avoir recruté et payé et envoyé à Cuba les poseurs de bombes dans des hôtels havanais. Parlant du touriste italien assassiné, il affirme : « Il était assis au mauvais endroit au mauvais moment. »

ce cas, le parquet avait fini par devenir l'accusé, et quand il dut comparaître, le gouvernement alléguait que le jugement ne pouvait être impartial et serein à Miami car il s'agissait d'un fait ayant rapport avec Cuba. Comment interpréter ce « deux poids deux mesures » ? Nous sommes face à un délit de prévarication, dans la mesure où une autorité exerce son pouvoir d'une manière frauduleuse et préméditée.

14. Rejet regrettable et curieux par le cours d'appel d'Atlanta d'un Rapport sur les cinq Cubains prisonniers aux Etats-Unis (juin 2003).

Le rejet par la cour d'appel d'Atlanta (onzième circuit) du rapport présenté par le juriste Erick Luna, professeur de l'Université d'Utah, au nom de la Société cubaine de sciences pénales (recours connu communément comme d'*amicus curiae*) est quasiment sans précédent dans le système judiciaire nord-américain, dans la mesure où ce genre de rapport vise seulement à élargir la vision de la cour sur le cas à juger.

Ce rapport apportait de nombreuses informations sur les activités terroristes menées contre le peuple cubain et d'autres renseignements particulièrement intéressants qui auraient permis de prouver qu'il s'agissait d'un cas de « *necessity defence* », un principe en vertu duquel les Cinq ont agi et qui est reconnu par le système légal nord-américain.

15. Silence complice des médias nord-américains devant ce procès injuste

Le cas des Cinq revêt toutes les caractéristiques pour en faire une information d'intérêt national aux USA : anciens généraux et amiraux et jusqu'à un ancien conseiller de Clinton à la barre des témoins ; soixante-douze témoins ; échanges de notes diplomatiques ; mémorandums de la Maison-Blanche ; le plus long procès national cette année-là ; le seul à impliquer des questions d'affaires étrangères. Et pourtant, suivant de toute évidence des instructions de la Maison-Blanche, les innombrables médias nord-américains n'ont jamais consacré la moindre attention – ni pendant ni après – au procès des Cinq, exception faite des médias contrôlés par la mafia terroriste cubano-américaine qui ont bien entendu orchestré une campagne digne d'une chasse aux sorcières contre les Cinq combattants antiterroristes.

16. Soutien de la communauté juridique nord-américaine et solidarité internationale

Certaines des associations d'avocats et de juristes les plus prestigieuses des Etats-Unis et du monde ont toutefois rejoint la bataille pour la libération des Cinq. Le Projet national des jurés, formé d'experts éminents en la matière, a présenté une plaidoirie devant le Tribunal des procès pour demander l'ouverture d'un nouveau procès.

Le *National Lawyers Guild* (association nationale des avocats), qui représente près de cinq mille avocats nord-américains, a aussi présenté une réclamation formelle pour l'ouverture d'un nouveau procès dans un site impartial. Cette réclamation a été soutenue par l'Association internationale des juristes démocrates, qui compte des membres dans quatre-vingt-dix pays et qui possède le statut consultatif au Conseil économique et sociale des Nations Unies.

On dénombre à ce jour *deux cent huit comités de solidarité* avec les Cinq dans *soixante-dix-neuf pays*. Toujours plus de voix solidaire se font entendre dans le monde et aux USA pour faire réparer cette injustice et obtenir le retour des Cinq dans leur pays et auprès de leurs familles.

Le peuple cubain réitère sa demande de justice et de solidarité avec ces Cinq défenseurs des droits à la vie, à l'autodétermination, au bien-être et au développement, lesquels ont été violés et continuent d'être violés par des groupes terroristes d'origine cubaine qui opèrent avec les encouragements de l'administration nord-américaine, sûrs d'en recevoir l'impunité.

17. Mauvais traitements et tortures émotionnels et psychologiques contre les familles des Cinq

- Obstacles aux visites consulaires.
- Obstacles aux consuls cubains chargés des affaires des consuls cubains chargés de voir les détenus.
- Refus de délivrance de visas.

- Retard dans la délivrance de visas.

Les Cinq ont été la cible favorite de l'administration Bush dans son escalade d'hostilité et d'agression contre notre peuple.

En effet, cette administration, clairement motivée par des visées provocatrices et assoiffée de vengeance, a, depuis 2003, renforcé les mesures destinées à isoler et à punir encore plus ces jeunes défenseurs des droits de l'homme, sabotant le processus d'appel et s'efforçant de briser l'esprit et la fermeté des Cinq et de leurs familles.

Depuis 2003, elle a aggravé les obstacles aux visites consulaires et aux contacts des Cinq avec leurs familles. Le retard à leur délivrer des visas et le refus d'en délivrer à Adriana Pérez et à Olga Salanueva, femmes respectivement de Gerardo Hernández Nordelo et de René González, constituent une des actions les plus cruelles, les plus inhumaines et les plus violatrices du droit international, en particulier des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la loi des USA elle-même.

Ainsi, en mars 2003, tout en imposant de nouvelles restrictions aux déplacements de nos fonctionnaires à Washington, le département d'Etat a annulé les visites consulaires prévues à Gerardo et à Fernando.

A partir de juin 2003, le département d'Etat a pris des mesures qui ont fini par aboutir à l'impossibilité totale pour nos fonctionnaires consulaires d'accompagner les familles des Cinq à leurs visites dans les prisons.

Durant les visites de juin, juillet et août 2004, il imposa une nouvelle condition : les fonctionnaires consulaires ne pouvaient pas rester le week-end avec les familles dans les localités proches des prisons et devaient rentrer à Washington, privant ainsi les proches de ce soutien affectif dans les conditions de stress émotionnel typique de cette situation.

En décembre 2003, le département d'Etat refusa pour la première fois aux fonctionnaires consulaires la possibilité d'accompagner les proches de Gerardo, sous prétexte qu'il s'agissait d'un voyage privé et non consulaire.

Il faut rappeler que les proches des Cinq doivent se rendre aux USA en surmontant les énormes obstacles et les démarches extrêmement complexes qu'implique le blocus, à quoi s'ajoute le fait que les prisonniers ont été disséminés sur tout le territoire étasunien, ce qui oblige les proches à prendre différentes correspondances aériennes, à parcourir des centaines de kilomètres en voiture, à descendre à des endroits inconnus et se rendre dans des prisons situées sur des lieux inhospitaliers, sans le moindre appui.

Les mères, les femmes et d'autres proches des Cinq doivent faire face – mais ils le font avec courage et dignité - à ce genre de cruautés et à bien d'autres.

Dans le cas d'Adriana Pérez et d'Olga Salanueva, femmes de Gerardo Hernández Nordelo et de René González respectivement, les violations de leurs droits sont encore pires.

Le 7 janvier 2004, le ministère cubain des Relations extérieures a dû publier une Déclaration pour dénoncer la conduite absurde et revancharde des autorités étasuniennes qui, dans la note 845 de leur Section des intérêts à La Havane, du 23 décembre 2003, avaient de nouveau refusé d'analyser la demande de visas concernant ces deux femmes, précisant par ailleurs que les nouvelles demandes de visas par l'intermédiaire du ministère ne seraient plus acceptées dorénavant et qu'elles devraient faire les démarches à titre personnel et directement.

La SINA a, à compter du 2 février 2004, étendu cette même mesure aux autres proches : c'est à eux de faire directement les démarches de visa.

Le 27 février 2004, le département a fait savoir par note diplomatique à notre Section des intérêts de Washington que les visites consulaires aux Cinq ne seraient plus autorisées désormais que

trimestrielles, ce qui est une violation flagrante de la Convention de Vienne (1961) sur les relations consulaires.

Notre gouvernement protesta contre cet acte arbitraire le 4 mars 2004, dans une Déclaration du MINREX intitulée « Nouvelle infâmie contre nos Cinq héros ».

Le refus de visas à Adriana Pérez et à Olga Salanueva n'est pas la seule violation flagrante du droit des Cinq à recevoir des visites périodiques de leurs proches. Les autres doivent attendre très longtemps avant d'en obtenir. Ainsi, pour ne citer qu'un seul cas, Carmen Nordelo, Magalys Llorca, Irma Schweret et Colmes Labañino, dont les demandes avaient été présentées soit le 7 août 2003 soit le 23 septembre 2003, ne se sont vu accorder le visa qu'en avril 2004, soit sept mois après la date de la dernière demande !

Peu importe aux autorités étasuniennes l'âge avancée de certains de ces proches...

Refus de délivrance de visa à Olga Salanueva, femme de René González Nordelo, et à Adriana Pérez, femme de Gerardo Hernández

Aucune des deux n'a encore pu voir son mari depuis la date de l'arrestation, la dernière demande de visa remontant à février 2004 et le refus étant parvenu en avril.

Cas d'Adriana Pérez

Elle n'a jamais pu entrer aux Etats-Unis pour rendre visite à son mari arrêté depuis le 12 septembre 1998.

- L'administration étasunienne ne dispose (et ne disposera jamais) de la moindre preuve ni du moindre indice que la présence d'Adriana aux USA peut porter atteinte à leur sécurité nationale.
- Son nom n'apparaît pas sur l'acte accusatoire comprenant les chefs d'accusation dolosifs contre Gerardo et ses quatre compagnons.
- Son seul intérêt est de rendre visite à son mari, Gerardo Hernández Nordelo, condamné à deux peines de réclusion à vie plus une peine de quinze ans de privation de liberté à la prison de Victorville (Californie).
- L'administration étasunienne lui a concédé un visa le 29 mars 2002 au terme d'une consultation entre agences, ce qui est la démarche habituelle dans le cas d'un citoyen cubain. Adriana est donc partie en juillet 2002 aux USA pour rendre visite à son mari, mais, une fois débarquée à l'aéroport de Houston (Texas), elle a été arrêtée, soumise pendant onze heures à un interrogatoire dénigrant et finalement renvoyée à Cuba.
- Si les autorités étasuniennes avaient des preuves contre Adriana, pourquoi ne l'ont-elles pas arrêtée à son arrivée aux USA à Houston ?
- Les autorités étasuniennes lui ont de nouveau refusé le visa en avril 2003, au nom de la section 212-3(A) de la loi d'Immigration et de nationalité relative à l'entrée dans le pays de personnes suspectes de vouloir y faire de l'espionnage ou des sabotages.
- Adriana a fait une nouvelle demande de visa en juin 2003, essuyant un nouveau refus.

Cas d'Olga Salanueva

Elle a vu son mari pour la dernière fois en novembre 2000, à la veille de l'ouverture du procès. L'attitude des autorités étasuniennes est encore plus inhumaine en l'occurrence dans la mesure où elles punissent aussi une fillette.

- Au moment de l'arrestation de son mari, René González, Olga vivait légalement aux USA où elle a continué de vivre ensuite pendant deux ans et deux mois.
- Durant ce laps de temps et jusqu'à son expulsion en novembre 2000, elle a assisté à la présentation de l'acte d'arrestation et d'accusation de René, a eu des contacts avec des fonctionnaires de la police et avec l'avocat de la défense. À aucun moment, il ne lui a été dit qu'elle avait le moindre lien avec les faits pour lesquels son mari a ensuite été accusé.
- Si les autorités étasuniennes estimaient qu'Olga était un agent infiltré, pourquoi ne l'ont-elle pas arrêtée et accusée durant les deux années et deux mois durant lesquels elle a vécu aux USA ?
- Elle a été arrêtée en août 2000 par les autorités d'immigration à des fins d'expulsion. Un mois avant, en juillet, le ministère public avait proposé un arrangement à son mari : s'il acceptait les deux chefs d'accusation contre lui (concert frauduleux et agent étranger non enregistré), sa femme Olga ne serait pas expulsée.
- René González ayant dignement répondu non, Olga fut expulsée à Cuba.
- Le 29 mars 2002, les autorités étasuniennes lui concédaient un visa d'entrée aux USA pour rendre visite à son mari.
- Mais ces mêmes autorités révoquèrent le visa le 23 avril 2002, alléguant avoir découvert des informations selon lesquelles Olga n'était pas admissible aux termes de la section 212a (3) (B) de la loi d'immigration et de nationalité relative à l'entrée de personnes associées à des activités terroristes. Or, René González ne fut jamais accusé de terrorisme, mais condamné précisément pour tout le contraire, mener des activités antiterroristes. Le prétexte des autorités étasuniennes était totalement irrecevable !
- Les autorités étasuniennes ont refusé de nouveau la délivrance de visa en octobre 2002 et en avril 2003.
- Dans ces deux derniers cas, le département d'Etat a justifié le refus de visa en vertu de la section 212-3 (A) de cette même loi d'immigration et de nationalité relative à l'entrée aux USA de personnes susceptibles d'y faire de l'espionnage ou des sabotages. Le prétexte là encore n'est pas recevable, dans la mesure où René González n'a pas été accusé d'espionnage, mais de concert frauduleux et d'agent étranger non enregistré.
- Nouvelle demande de visa en juin 2003 et nouveau refus.
- Nouvelles demandes de visa en octobre 2003 et en avril 2004, et nouveaux refus, mais cette fois-ci en vertu d'arguments différents des antérieurs.

Cas d'Ivette González

- En refusant le visa à sa maman, Olga Salanueva, les autorités étasuniennes empêchent une de ses filles, Ivette, fillette de six ans possédant la nationalité nord-américaine de voir son père.
- Ivette González Salanueva est née le 24 avril 1998 à Miami (Floride) où elle a vécu pendant quatre mois aux côtés de ses parents et de sa sœur Irma.
- Sa vie et celle de sa famille changèrent dramatiquement le 12 septembre 1998, où la police arrêta René González Sehwerert sans même lui laisser le temps de faire ses adieux à sa famille.
- Le 3 août 2000, René reçut une lettre du ministère public lui offrant une réduction de peine s'il collaborait et accusait les autres inculpés et le menaçant, en cas de refus, d'expulser sa femme qui n'a pas la nationalité nord-américaine. René ayant refusé, Olga fut arrêtée par les services d'immigration.

- Olga aurait dû être envoyée à un centre d'internement pour prétendue violation de la loi migratoire. Or, il fut incarcérée à Fort Lauderdale, un pénitencier pour prisonniers de mauvaise conduite où elle resta trois mois à compter du 16 août 2000. Ivette resta avec son arrière-grand-mère paternelle. Olga ne put voir ses enfants qu'une seule fois à travers une vitre et préféra que, dans ces conditions, Ivette ne vienne plus. Toutes deux furent expulsées des USA le 22 novembre 2000, Ivette voyageant en compagnie de sa grand-mère paternelle, Irma Sehwert. Depuis, Olga vit à Cuba avec ses deux filles. Cela fait plus de quatre ans et demi qu'Ivette ne voit plus son père.
- Si Ivette possède la nationalité étasunienne, pourquoi ne peut-elle plus voir son père depuis plus de quatre ans ?
- La Cour suprême des Etats-Unis a confirmé que les relations familiales proches sont protégées par le premier amendement de la Constitution et le droit d'association qu'il reconnaît. Dès 1923, à l'occasion d'un cas célèbre, *Pierce vs. Society of Sisters*, la Cour a reconnu que les relations familiales sont l'axe du droit civil et qu'elles doivent être protégées de l'intrusion de l'Etat, y voyant un aspect du droit d'association, de nature tant expressive qu'intrinsèque, qui joue un rôle essentiel, notamment dans le développement émotionnel et psychologique des enfants, ce que cette même Cour suprême a ratifié en 1984 lors du cas *Roberts vs. United States Jaycees*.
- La Cour suprême s'est de nouveau prononcée sur ce point le 16 juin 2003 à l'occasion du cas *Overton vs. Bazzetta*, reconnaissant de nouveau que s'il est quelque chose que protège la Constitution, c'est bien les relations familiales intimes qui se noue dans le cadre du foyer, affirmant : « Il est raisonnable de garantir que les enfants rendant visite à un prisonnier soient accompagnés et supervisés par les adultes chargés de la protection de leurs meilleurs intérêts. »
- Ivette González a, du fait des agissements des autorités étasuniennes, souffert une grande quantité de changements brusques, de séparations importantes et de situations émotionnellement traumatiques dans sa courte vie. Olga Salanueva a réussi à procurer à Ivette un foyer stable et un environnement familial affectueux à Cuba grâce à sa disponibilité permanente qui en fait une figure centrale pour l'enfant. Exposer celle-ci à une situation de changements, à un voyage dans un pays étranger et à une visite de prison sans la compagnie de sa mère serait jouer de manière irresponsable avec sa stabilité émotionnelle et risquer de la traumatiser de manière permanente.
- Selon des spécialistes expérimentés en psychologie infantile, la fillette doit être accompagnée de sa maman quand elle verra son papa, car on ne peut l'exposer à ce moment précis à une séparation d'avec la figure centrale de sa vie au risque de provoquer des réactions émotionnelles d'anxiété et d'autres effets psychologiques négatifs.
- Le refus de permettre à Olga Salanueva et à Ivette de rendre visite ensemble à René González n'est pas seulement arbitraire et capricieux : il viole le droit d'Ivette, protégé par le premier amendement de la Constitution des USA, d'avoir des contacts avec son père, ce qui est une entrave arbitraire et inadéquate au droit de libre association entre René, sa femme et sa fille.
- La Convention relative aux droits de l'enfant est très claire à ce sujet, puisque son article 10 stipule : « Un enfant dont les parents résident dans des Etats différents a le droit d'entretenir, sauf circonstances exceptionnelles, des relations personnelles et des contacts directs réguliers avec ses deux parents. »
- La seule circonstance exceptionnelle faisant obstacle entre Ivette et son père est la conduite arbitraire et arrogante de l'administration Bush, son mépris des droits d'une fillette de six ans.
- Celle-ci vient d'apprendre à l'école les premières lettres, et le premier mot qu'elle a lu était : solidarité.

Conditions de réclusion imposées récemment à Gerardo Hernández Nordelo

- Le pénitencier de Victorville (Californie) où est emprisonné Gerardo Hernández Nordelo, l'un des combattants antiterroristes incarcérés injustement aux USA, connaît depuis le 1er novembre 2004 une situation de *lock down* (régime de fermeture temporaire) à la suite d'émeutes.
- Sous ce régime, les prisonniers ne peuvent pas recevoir de visites ni d'appels téléphoniques, mangent froid et ne disposent que de quelques instants pour la toilette. Ainsi donc, Gerardo n'a plus aucun contact avec l'extérieur, ce qui aggrave les souffrances du couple et leur torture psychologique.
- D'après toutes les informations, Gerardo est en bonne santé et conserve son esprit de lutte et son moral.
- Il a écrit récemment à sa femme Adriana : « Nous ne pouvons pas parler, parce que je suis toujours en *lock down*. Je ne sais pas combien ça durera, mais, quoi que ça dure, ne t'inquiète pas. »

Entretiens de certains proches des Cinq avec des membres de la Commission des droits de l'homme

C'est en vue de dénoncer les violations flagrantes des droits de l'homme dont sont victimes les Cinq et leurs familles que plusieurs proches ont rencontré des fonctionnaires de différents mécanismes thématiques de la Commission des droits de l'homme et avec des fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme durant les cinquante-neuvième (2003) et soixantième (2004) sessions de la CDH.

Olga Salanueva, Ivette González et Adriana Pérez ont participé à la cinquante-neuvième session, et de nouveau à la soixantième, en compagnie de Magaly Llot, mère de Fernando González.

On trouvera ci-dessous une liste des représentants des mécanismes thématiques et des fonctionnaires du Haut-Commissariat que les proches des Cinq ont rencontrés :

Cinquante-neuvième session (2003)

- M. Bertrand Ramcharan, haut-commissaire adjoint aux droits de l'homme.
- M. Louis Joinet, président du Groupe de travail sur la détention arbitraire.
- M. Theo C. van Boven, rapporteur spécial sur la torture.
- M^{me} Param Coomaraswamy, rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats.
- M^{me} Radhika Coomaraswamy, rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes.

Les proches des Cinq ont remis à chacun un rapport dénonçant les violations des droits de l'homme dont ils font l'objet, ainsi qu'un document émanant des ONG cubaines ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC qui dénonçait ces mêmes violations contre les Cinq et leurs familles.

Aucun mécanisme n'a répondu en 2003.

Soixantième session (2004)

- M. Dougan-Beaca, coordinateur du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- M. Leandro Despouy, rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats.
- M^{me} Yakin Erturk, rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes
- M. Théo van Boven, rapporteur spécial sur la torture.
- M^{me} Leila Zerrougui, président du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Chacune de ces personnes a reçu des documents dénonçant les violations des droits de l'homme commises contre les femmes et les enfants des Cinq.

Correspondance des familles des Cinq avec les mécanismes thématiques de la CDH et avec des fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

En juin 2003, Olga Salanueva et Adriana Pérez ont adressé des lettres dénonçant le traitement cruel, inhumain et dégradant qu'elles recevaient de la part des autorités étasuniennes et demandant leur soutien aux fonctionnaires ci-après du Haut-Commissariat et d'autres départements du secrétariat des Nations Unies, à des présidents d'organes intergouvernementaux, ainsi qu'à des rapporteurs spéciaux, à des experts indépendants et à des président de groupes de travail de la CDH :

NOM	FONCTION
Bertrand Ramcharan	Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme
Raadi Azarakheki	Division des procédures spéciales (Commission des droits de l'homme)
Louis Joinet	Président-rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire (CDH)
Param Coomaraswamy	Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats (CDH)
Theo van Boven	Rapporteur spécial sur la question de la torture (CDH)
Enrique Bernales Ballesteros	Rapporteur spécial sur l'utilisation des mercenaires (CDH).
Radhika Coomaraswamy	Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes (CDH)
Carola Hannah	Directrice du département des affaires sociales et économiques (Division des Nations Unies pour le développement de la femme)
Angela King	Sous-secrétaire de l'ONU aux questions de la femme et de la promotion de la femme
Gert Rosenthal	Président du Conseil économique et sociale de l'ONU (ECOSOC)
Feride Acar	Présidente de la Division pour le développement de la femme
Paulo Sergio Pinheiro	Expert indépendant pour l'étude de la violence contre les enfants (CDH)
Renate Bloem	Présidente de la Conférence des organisations non gouvernementales
Carol Bellamy	Secrétaire générale de l'Unicef

En 2004 les proches des Cinq ont continué de correspondre avec différents mécanismes thématiques de la Commission des droits de l'homme.

DATE	NOTE OU DOCUMENT	DESTINATAIRE	QUESTION	RÉPONSE
16/07/04	Note verbale 309 de la Mission permanente de Cuba à Genève	Haut-Commissaire adjoint, Coordonnateur Amérique du Nord HCNUDH, Coordonnateur Amérique latine HCCNUDH, Rapporteuse spéciale sur la violence contre la femme, Rapporteuse spéciale contre la torture	Lettre d'Adriana Pérez et lettre d'Olga Salanueva sur le déni de visas du 27 avril 2004	
23/08/04	Note verbale 379 de la Mission permanente de Cuba à Genève	M ^{me} Leila Zerrougui, Présidente Groupe de travail sur la détention arbitraire	Commentaires et remarques envoyés par les parents des Cinq au sujet de la réponse de l'administration US contenue dans lettre de référence G/SO 218/2 du 8 juin 2004. Annexe lettre personnelle à la rapporteuse d'Adriana Pérez et d'Olga Salanueva et d'autres documents	Lettre de la rapporteuse G/SO 218/2 du 11 octobre 2004 demandant supplément d'information
23/08/04	Note verbale 381	M. Leandro Despouy, Rapporteur spécial sur	Lettre de Roberto González Sehwerert, avocat et frère de	Réponse demandant

DATE	NOTE OU DOCUMENT	DESTINATAIRE	QUESTION	RÉPONSE
	<i>de la Mission permanente de Cuba à Genève</i>	<i>l'indépendance des juges et des avocats</i>	<i>René González, lui demandant un entretien sur les violations des droits des Cinq prisonniers politiques</i>	<i>supplément d'information</i>
23/08/04	<i>Note verbale 382 de la Mission permanente de Cuba à Genève</i>	<i>M. Theo Van Boven, Rapporteur spécial sur la torture</i>	<i>Lettre de l'avocat Nuris Piñero Sierra, annexant les documents présentés comme requêtes sur le cas des Cinq</i>	
09/04	<i>Note verbale 403 de la Mission permanente de Cuba à Genève</i>	<i>M. Theo Van Boven, Rapporteur spécial sur la torture</i>	<i>Lettre de Rosa Aurora, femme de Fernando</i>	
28/10/04	<i>Note verbale 475 de la Mission permanente de Cuba à Genève</i>	<i>M^{me} Leila Zerrougui, Présidente Groupe de travail sur la détention arbitraire</i>	<i>Supplément d'information suite à sa demande. Annexe copie du mémorandum de l'avocat Leonard Weinglass et copie du pourvoi présenté devant le Onzième Circuit d'Atlanta par l'avocat de la défense Joaquín Méndez qui aborde ce point aux pages 18-42</i>	

Comme on a pu le constater, l'administration Bush a déversé sa soif de vengeance et sa haine sur nos Cinq Héros, en recourant à de nombreuses actions arbitraires, à des abus et à des violations constantes de leurs droits les plus élémentaires.

Mais les Cinq ont montré on ne peut mieux à Bush et à ses protégés de la mafia terroriste de Miami qu'aucune de ces mesures ne pourra les faire plier ni affaiblir la fermeté avec laquelle ils ont défendu jusqu'ici le droit de tous à jouir de leurs droits, dont le droit à la vie.

À l'instar de leurs familles, l'ensemble du peuple cubain n'aura de cesse d'imposer la justice pour que les Cinq Héros puissent rentrer dignement dans leur patrie. Pour ce faire, il y faut le soutien des hommes et des femmes honnêtes du monde entier. Ils méritent la compréhension et l'aide, ils méritent surtout que justice soit faite et ils réclament que la vérité soit connue.

ANNEXE :

ANNEXE 1.- INFORMATION SUR LES CINQ JEUNES CUBAINS ANTITERRORISTES ET DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME INJUSTEMENT INCARCÉRÉS AUX ETATS-UNIS

Gerardo Hernández Nordelo



Trente-trois ans à son arrestation en 1998. Diplômé de l'Institut des relations internationales Raúl Roa García.

PEINE : 2 peines de réclusion à vie + 15 ans de privation de liberté.
PRISON : Victorville (Californie).

Adresse postale :
USP VICTORVILLE
N° 58739-004
PO BOX 5500
13777 Air Expressway Road
Adelanto, CA 92301
Téléphone : 760-530-50-00

Ramón Labañino Salazar



Trente-cinq ans à son arrestation en 1998. Diplômé d'économie à l'université de La Havane.

PEINE : Réclusion à vie + 18 ans de privation de liberté.
PRISON : Beaumont (Texas).
N° 58734-004
Adresse postale : USP BEAUMONT
PO BOX 26035 Beaumont, TX. 77720
Téléphone : 409-727-81-88. Télécopieur : 409-626-37-00

Antonio Guerrero Rodríguez



Quarante ans à son arrestation en 1998. Ingénieur diplômé de l'Institut de Kiev (Ukraine). Poète.

PEINE : Réclusion à vie + 10 ans de privation de liberté

PRISON : Florence (Colorado).

N° 58741-004

Adresse postale : USP FLORENCE

5880 State HWY 67

South Florence, CO. 81226

Téléphone : 719-784-94-54. Télécopieur : 719-784-51-57

Fernando González Lort



Trente-cinq ans à son arrestation en 1998. Diplômé de l'Institut des relations internationales Raúl Roa García.

PEINE : 19 ans de privation de liberté.

PRISON : Oxford (Wisconsin).

N° 58733-004

Adresse postale : FCI Oxford

PO BOX 500 Oxford, WI 53952-0500

Téléphone : 608-585-54-11. Télécopieur : 608-585-63-71

René González Schwerert



Quarante-deux ans à son arrestation.

PEINE : 15 ans de privation de liberté.

PRISON : Edgefield (Caroline du Sud).

N° 58738-004

Adresse postale : FCI Edgefield

PO BOX 723 Edgefield

501 Gary Hill Road

South Carolina 29824
Téléphone : 803-637-15-00
Télécopieur : 803-637-98-40

ANNEXE 2.- QUELQUES PROCHES DES CINQ COMBATTANTS ANTITERRORISTES CUBAINS DONT LES DROITS DE L'HOMME LES PLUS ÉLÉMENTAIRES SONT VIOLÉS PAR LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ivette González Salanueva (à droite) et Olga Salanueva



Ivette González (six ans) ne connaît pas son père, René González Sehwerert, parce que le gouvernement des États-Unis le lui interdit.

Olga Salanueva, sa maman et femme de René, ne peut rendre visite à son mari parce que le gouvernement des États-Unis le lui interdit.



Femme de Gerardo Hernández Nordelo, elle ne peut rendre visite à son mari parce que le gouvernement des États-Unis le lui interdit.

ANNEXE 3.- SITES WEB ASSOCIES :

<http://www.freethefive.org/>

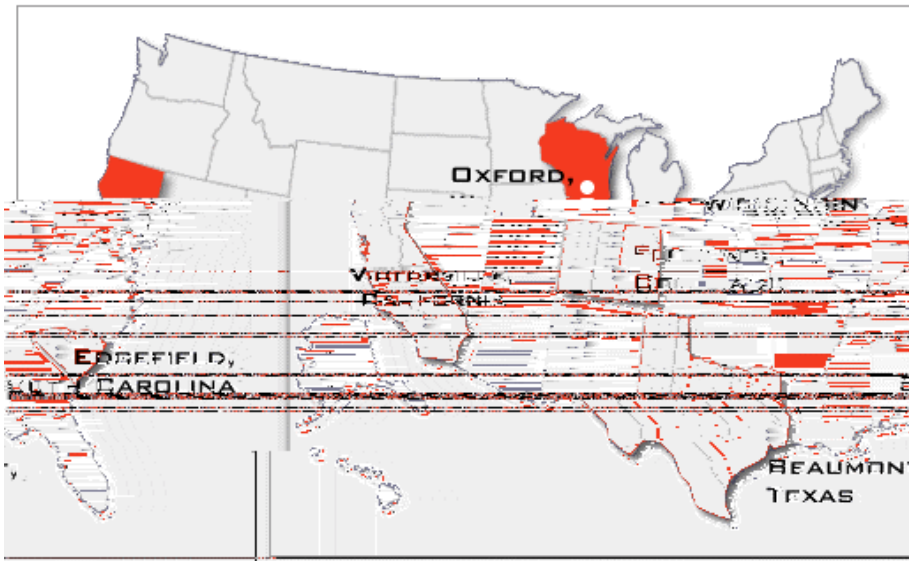
<http://www.radiohc.cu/heroes/heroeing.htm>

<http://www.jrebelde.cubaweb.cu/inocentes/index.html>

<http://www.antiterroristas.cu/>

<http://www.escambray.islagrande.cu/Patriotas1/html>

ANNEXE 4.- ETATS OU LES CINQ SONT EMPRISONNES



ANNEXE 5.- DECLARATION DES FAMILLES DES CINQ HEROS (AVRIL 2004)

Nous, familles des Cinq Cubains incarcérés dans des prisons des Etats-Unis, tenons à faire connaître les innombrables obstacles que l'administration étasunienne nous oppose quand nous voulons leur rendre visite et que nous pouvons résumer comme suit :

- Refuser l'entrée aux USA d'**Olga Salanueva**, femme de **René González**, et d'**Adriana Pérez**, femme de **Gerardo Hernández**, de sorte que la fillette de **René**, **Ivette**, ne connaît pas son père.
- Retarder de manière réitérée et non justifiée la délivrance de visas des autres parents jusqu'à sept mois.
- Entraver la visite conjointe d'autres enfants adolescents.
- Empêcher les diplomates cubains de jouer leur rôle de soutien aux familles en visite.

En ce qui concerne **Olga Salanueva** et **Adriana Pérez**, le refus des autorités étasunienne se fonde sur des arguments arbitraires et infondés.

Olga avait reçu le 29 mars 2002 un visa d'entrée aux USA afin de rendre visite à **René**.

Or, l'administration étasunienne a annulé ce visa le 23 avril 2002 sous prétexte qu'**Olga**, en vertu de la section 212 (a) (3) (B) de la loi d'immigration et de nationalité, était une terroriste.

L'administration étasunienne lui a de nouveau refusé le visa en octobre 2002, sans donner la moindre explication. Un nouveau refus est intervenu en avril 2003, l'argument étant cette fois-ci l'application de la section 212 (f) de cette même loi, qui permet au président d'interdire l'entrée aux USA de tout étranger suspect s'il l'estime contraire aux intérêts de la sécurité nationale.

Les deux autres refus de visa datent d'octobre 2003 et d'avril 2004, à partir de nouvelles justifications chaque fois.

Olga, qui était inadmissible aux USA en tant que « *terroriste* », l'a été ensuite en tant qu' « *agent secret* », « *saboteuse* » ou « *quelqu'un qui pourrait provoquer le renversement du gouvernement des Etats-Unis par la force, par la violence ou par d'autres moyens illégaux* », s'il faut en croire la lettre de la section 212 (a) (3) (A) invoquée pour justifier la non-délivrance de visa.

Olga a vécu légalement aux USA pendant deux ans et deux mois après l'arrestation de **René**, qui s'est faite à domicile en sa présence. Or, durant cette longue période de temps, jamais le gouvernement ne l'a associée aux chefs d'accusation pour lesquels **René** a ensuite été condamné et ne l'a jamais jugée ni condamnée sous aucun chef d'accusation.

L'administration étasunienne avait largement le temps en deux ans et deux mois de la juger et condamner si elle l'avait estimé nécessaire.

Refuser un visa à **Olga** sous prétexte qu'elle serait un agent secret est d'autant plus absurde que **René** n'a pas été condamné comme espion.

En ce qui concerne **Ivette González**, la petite fille d'**Olga** et de **René**, qui a maintenant six ans et à qui on interdit de voir son père depuis qu'elle n'avait que quelques mois, les experts en psychologie infantile sont d'accord pour affirmer que quand un mineur a vécu une séparation traumatique d'avec son père, comme c'est son cas, la priver de la présence de l'autre figure affective pourrait provoquer chez elle des réactions émotionnelles d'anxiété et d'autres effets psychologiques négatifs.

La nécessité qu'**Ivette** soit accompagnée de sa maman quand elle reverra son père n'est pas seulement avalisée par des critères scientifiques : elle l'est aussi par des décisions de la Cour suprême des Etats-Unis elle-même qui a jugé le 16 juin 2003, dans le cas *Overton vs. Bazzetta* : « *Il est*

raisonnable de garantir que les enfants rendant visite à un prisonnier soient accompagnés et supervisés par les adultes chargés de la protection de leurs meilleurs intérêts. »

En ce qui concerne **Adriana Pérez**, les autorités étasuniennes lui ont interdit le 25 juillet 2002 d'entrer aux USA alors qu'elles lui avaient pourtant délivré le visa correspondant : en effet, à son arrivée à l'aéroport de Houston (Texas), elle a été arrêtée arbitrairement, mise à l'écart, privée de son passeport, photographiée, fichée et soumise à un interrogatoire illégal de la police pendant plus de onze heures, puis embarquée à destination de Cuba, la police ne lui ayant offert aucune explication pour justifier ses agissements.

Les autorités étasuniennes lui ont refusé un visa en avril 2003 en vertu de la section 212 (f) de la loi d'immigration et de nationalité, qui permet au président d'interdire l'entrée aux USA de tout étranger suspect s'il l'estime contraire aux intérêts de la sécurité nationale.

Les deux autres refus de visa datent d'octobre 2003 et d'avril 2004, à partir de nouvelles justifications chaque fois. Comme pour Olga, les autorités étasuniennes la jugeait un « *agent secret* », une « *saboteuse* » ou « *quelqu'un qui pourrait provoquer le renversement du gouvernement des Etats-Unis par la force, par la violence ou par d'autres moyens illégaux* », s'il faut en croire la lettre de la section 212 (a) (3) (A) invoquée pour justifier la non-délivrance de visa.

Les autorités étasuniennes ne possèdent aucune preuve qu'**Adriana** ait agi contre leur pays ou causé des préjudice à sa sécurité nationale.

L'administration étasunienne ne dispose (et ne disposera jamais) de la moindre preuve ni du moindre indice que la présence d'**Adriana** aux USA peut porter atteinte à leurs intérêts nationaux. Son nom n'apparaît pas sur l'acte accusatoire comprenant les chefs d'accusation contre **Gerardo** et ses quatre compagnons.

Si les autorités étasuniennes avaient des preuves contre **Adriana**, pourquoi ne l'ont-elles pas arrêtée à son arrivée aux USA à Houston ?

Il est inconcevable que les autorités étasuniennes s'efforcent ainsi de justifier leur refus de délivrer un visa à **Olga** et à **Adriana** alors que de nombreux principes et instruments du droit international et de la législation nationale les obligent justement à faciliter leur visite à leurs maris incarcérés.

Continuer de leur refuser l'entrée aux USA constitue non seulement une violation de leurs droits – aussi bien les leurs que ceux de **Gerardo** et de **René** – mais un déni de nombreux instruments du droit international qui stipulent très clairement les droits des prisonniers à recevoir des visites de leurs familles et l'obligation des gouvernements de les faciliter.

Quant aux autres parents, nous n'avons pu leur rendre visite que deux fois par an en moyenne ces trois dernières années, bien que le régime de visite en vigueur dans les prisons où les Cinq sont incarcérés permette de le faire plus souvent. Le seul obstacle est le visa.

Ainsi, à titre d'exemple, trois des quatre mères ont dû attendre sept longs mois – d'août 2003 à mars 2004 – pour se voir enfin délivrer un visa et rendre visite à leurs enfants.

Ailí, **Laura** (onze ans) et **Lisbeth** (sept ans), filles de **Ramón**, n'ont pu voir leur papa que quatre fois en six ans, ainsi que **Tonito**, le fils d'**Antonio**, à cause des très longs délais de délivrance de visa.

Les autorités étasuniennes a ajouté dernièrement un obstacle supplémentaire à cette liste déjà longue de difficultés : elles ont fait savoir en février 2004 que nous ne pourrions plus demander désormais de visas humanitaires, ce qui accélérerait les démarches puisqu'il s'agissait de démarches officielles. Nous devons maintenant faire les démarches de visa comme n'importe quelle autre personne souhaitant se rendre aux USA, ce qui a impliqué de fait un retard de jusqu'à quatre mois rien que pour faire la demande.

Compte tenu du caractère humanitaire de ces visites et de l'obligation morale et légale correspondante du gouvernement des Etats-Unis, celui-ci doit délivrer les visas qu'il a refusés à de nombreuses reprises et garantir que les visites puissent se faire plus fréquemment.

CHAPITRE 5 : LES USA NE CESSENT DE TOUJOURS PLUS RECRUTER, FINANCER ET UTILISER DES MERCENAIRES EN VUE DE MINER L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE CUBAIN

La guerre non déclarée que les cercles de pouvoir aux Etats-Unis mènent contre la nation cubaine et qui est devenue une vraie politique d'Etat a recouru aux formes d'agression les plus diverses.

Le recrutement de mercenaires au service de cette politique dans l'île – que la Maison-Blanche dirige, soutient logistiquement et finance – a joué un rôle clef dans la conception et l'exécution de cette stratégie anticubaine. En manipulant les traîtres et les annexionnistes qui émargent à son budget, la Maison-Blanche a toujours prétendu fabriquer l'idée qu'il s'agit d'une lutte « entre Cubains ».

Les mercenaires au service de la politique impérialiste contre leur peuple ont – même s'ils agissent toujours sur instructions formelle des services secrets nord-américains – ont modifié leurs « méthodes de lutte » en fonction des exigences de chaque étape de cette stratégie agressive contre la Révolution cubaine : d'envahisseurs à terroristes, de terroristes à « défenseurs des droits de l'homme ».

Les opérations clandestines des services secrets étasuniens contre Cuba ont débuté dès l'été 1959, comme le prouvent des documents déclassifiés de la CIA, en particulier le rapport rédigé en octobre 1961 par Lyman Kirkpatrick, inspecteur général de l'Agency, sur les raisons du fiasco de l'invasion de Playa Girón (baie des Cochons).

C'est le 17 mars 1960, au terme d'une réunion à laquelle participaient, entre autres, Richard Nixon, vice-président, Christian Herter, secrétaire d'Etat, et Allen Dulles, directeur de la CIA, que le président Eisenhower entérina le « Programme d'action secrète contre le régime Castro », préparé par la CIA, qui autorisait « la création et le développement à Cuba d'une organisation chargée d'actions secrètes et d'opérations de renseignements », en vue de quoi des fonds seraient débloqués.

Aussitôt après la réunion, le général Goodpaster admettrait dans un mémorandum (aujourd'hui déclassifié) : « *Le président a dit ne pas connaître un meilleur plan pour gérer cette situation. Le grand problème, ce sont les fuites et les défauts de sécurité. Tout le monde doit être prêt à jurer qu'il [Eisenhower] n'est au courant de rien... Il a dit que notre main doit absolument rester cachée*⁸⁴. »

En fait, se rendant compte que Cuba lui échappait des mains, Eisenhower ordonna d'intensifier le soutien aux groupes contre-révolutionnaires dans l'île et donna le feu vert aux préparatifs de l'invasion de Playa Girón, une attaque militaire à grande échelle ratifiée par son successeur Jonh F. Kennedy.

Et c'est ainsi que Washington lança le 17 avril 1961 mille cinq cents mercenaires contre le peuple cubain, des mercenaires à la tête desquels on trouvait une bonne partie de militaires de la tyrannie américanophile de Fulgencio Batista, renversée deux ans plus tôt par l'Armée rebelle.

Recruter des mercenaires d'origine cubaine n'était pas une tâche difficile aux USA dont le gouvernement avait reçu à bras ouverts en leur offrant l'impunité des membres de la bourgeoisie locale antinationale, cliente et bénéficiaire de la domination néocoloniale ; des assassins et des tortionnaires ayant soutenu la dictature de Batista imposée et étayée par la Maison-Blanche en vue de contrer l'insurrection populaire ; des politiciens corrompus qui s'enrichissaient grâce à la sueur et au sang du peuple ; des bandits et des marginaux dont les mesures révolutionnaires visant à assurer la sécurité citoyenne, l'équité et la justice sociale avaient tari les sources de revenus illicites ; et d'autres individus qui n'étaient tout simplement pas prêts à consentir le moindre effort pour tenter d'harmoniser leurs intérêts et aspirations personnels avec les objectifs de bien-être général de la société.

L'invasion de Playa Girón fut liquidée en moins de soixante-douze heures par l'armée et le peuple cubains, l'administration étasunienne ayant fait l'erreur de sous-estimer la volonté de lutte et l'ardeur au combat d'un peuple qui défendait alors son droit à exister dans la dignité et dans l'indépendance.

⁸⁴ Tiré de La Demanda del pueblo de Cuba al gobierno de los Estados Unidos por daños humanos.

Plus de 90 p. 100 des envahisseurs furent fait prisonniers. Malgré la gravité de leur acte – plus d'une centaine de patriotes moururent aux mains des envahisseurs – tous ces mercenaires bénéficièrent d'un traitement exemplaire de la part de notre peuple. Aucun d'eux ne fut molesté ni insulté. Aucun ne fut touché dans son intégrité corporelle et sa dignité humaine. Chaque mercenaire blessé fut soigné. Une fois de plus les révolutionnaires cubains donnaient la preuve de leur dignité, de leur bonté, de leur générosité et de leur humanisme, tous principes déjà mis hautement en pratique par l'Armée rebelle durant la difficile guerre de libération.

Le tribunal qui jugea ces mercenaires fut extraordinairement magnanime. Aucun accusé ne reçut de peines extrêmes. Il n'y eut pas de vengeance. En fait, on exigea du gouvernement étasunien une indemnisation que celui-ci ne versa même pas en sa totalité. En décembre 1962, Cuba échangeait les mille trois cent treize mercenaires contre des médicaments et des compotes pour enfants à hauteur de cinquante-trois millions de dollars.

Les forces mercenaires ayant piteusement échoué sur les sables de Playa Girón, le président Kennedy créa au sein du Conseil de sécurité nationale un Comité spécial qui se chargerait d'approuver diverses opérations – dont l'opération Mangouste – et d'« utiliser tous les moyens disponibles pour aider le peuple cubain à renverser le régime communiste de l'intérieur et à instaurer un nouveau gouvernement avec lequel les Etats-Unis pourraient vivre en paix⁸⁵ ».

Dès lors, l'administration étasunienne donna la priorité, dans le cadre de sa politique anticubaine, aux opérations secrètes de ses services spéciaux en vue de faire croire qu'il existait une opposition contre-révolutionnaire active dans le pays même. Faute d'une assise sociale favorable aux plans annexionnistes, les différentes administrations étasuniennes continuèrent de recruter et de financer des mercenaires.

Au fil des années, toutes administrations confondues, les motivations, les méthodes de recrutement, les modalités de paiement et les méthodes pour assigner les tâches aux mercenaires sont restés telles quelles. Seuls ont varié le déguisement et les instruments d'agression qui leur ont été fournis.

L'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche au début des années 80 marqua des changements tactiques significatifs dans la volonté des USA de liquider la Révolution cubaine.

Du jour au lendemain, des terroristes patentés et des agents de la CIA d'origine cubaine se retrouvèrent déguisés – avec bureaux, « organisations » et connexions à des ONG internationales – en défenseurs des droits de l'homme et en « pacifiques opposants » au castrisme.

Pour pouvoir influencer et « sensibiliser » l'opinion publique des USA, la CIA exigea de différents groupes de Cubano-Américains qui opéraient sous ses ordres, mais sur financement de la Maison-Blanche, et qui avaient exécuté essentiellement jusque-là des actions de sabotage et de terrorisme depuis les USA soit contre Cuba directement soit contre ses biens et ses représentants à l'étranger, qu'ils modifient leur façade et leurs modes de lutte.

C'est donc dans ce cadre qu'on vit surgir la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) dont le but déclaré était de « promouvoir une transition pacifique à la démocratie à Cuba ». En fait, cette Fondation ne renonça jamais à ses actions terroristes contre Cuba, comme le prouve la responsabilité directe des plusieurs de ses principaux cadres dans des tentatives d'attentat contre le chef d'Etat cubain et dans l'organisation et le financement d'actions terroristes contre des installations touristiques à la fin des années 90.

Dans l'île même, l'ouverture de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane sous l'administration Carter permit à ses fonctionnaires de travailler directement à la subversion et à la création de petits groupes de « dissidents pacifiques » et de « défenseurs des droits de l'homme » en recrutant des individus qui avaient été impliqués dans des activités violentes, voire d'anciens

⁸⁵ Kennedy, le 30 novembre 1961, cité par Hernando Calvo Ospina et Katlijn Declercq, *Les Dissidents*.

fonctionnaires et agents de police, d'anciens politicards et d'autres individus du même acabit étroitement liés au régime dictatorial de Fulgencio Batista.

Citons parmi ces « défenseurs des droits de l'homme » Armando Valladares, ancien membre de la police de Batista, condamné pour actions terroristes dans les premières années de la Révolution, faux invalide, professionnel de la simulation, converti en « poète » grâce aux puissants mécanismes d'intoxication du gouvernement étasunien qui, au comble de son hystérie anticubaine, le nomma même, une fois libéré, son ambassadeur à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève.

Le cas de Valladares est très éclairant quant à la stature morale des personnages utilisés pendant des années pour accuser Cuba au nom des droits de l'homme.

C'est donc ainsi qu'on vit apparaître à Cuba comme par un coup de baguette magique, grâce à l'argent et aux instructions de l'administration étasunienne, les prétendus activistes et groupements des droits de l'homme qui, recrutés et payés comme de vulgaires mercenaires, réalisent les missions que leur confient les USA en vue de détruire l'ordre constitutionnel mis en place par les Cubains et de faire appliquer les clauses de la loi Helms-Burton.

L'agressivité de ces groupes et la gravité de leurs agissements en tant que cinquième colonne braquée contre le projet social et l'autodétermination du peuple cubain se sont accrues compte tenu de la présence à la Maison-Blanche des groupes les plus conservateurs et les plus militaristes de l'extrême droite étasunienne sous les administrations républicaines de Reagan, de Bush père et de Bush fils.

En ce qui concerne Bush fils, aux visées impérialistes des milieux qui l'ont élu, il faut ajouter le grand pouvoir obtenu dans son administration par les secteurs les plus agressifs et les plus réactionnaires de la mafia terroriste d'origine cubaine.

Ces dernières années, le régime imposé par l'administration Bush aux Etats-Unis a entraîné une recrudescence sans précédents des mesures de blocus et d'hostilité contre Cuba, des actions d'ingérence publiques et larvées, des déclarations menaçantes de fonctionnaires de haut rang et, en particulier, une intromission directe croissante de ses fonctionnaires diplomatiques en poste à La Havane et une augmentation exponentielle des fonds publics alloués à ces opérations.

Cuba admet que les mercenaires que les USA recrutent dans l'île pour mener à bien leur politique de mainmise sur le peuple cubain n'ont pas le potentiel – du fait du refus populaire qu'ils engendrent et faute d'une assise sociale autochtone et d'un projet indépendant – pour devenir en soi une menace à la Révolution. Mais la nature du danger qu'ils représentent découle de la possibilité que le gouvernement étasunien, dont la capacité d'intoxication médiatique est largement prouvée, utilise leurs agissements comme prétexte à une éventuelle agression militaire qui se fait parfaitement réelle et proche dans la conjoncture actuelle.

L'accroissement étonnant des fonds et des moyens alloués au recrutement et au financement de ces mercenaires et la décision de hausser à des niveaux sans précédent l'implication des organes étasuniens dans la déstabilisation et l'usure de Cuba, ainsi que dans le resserrement du siège dont elle est victime, corroborent la gravité des menaces qui pèsent sur l'existence même de la nation cubaine. (Cf. sur ce point le chapitre 2 de la Première Partie consacré au rapport de la Commission d'aide à Cuba libre.)

On ne saurait donc s'étonner de l'ampleur et de la virulence des campagnes de désinformation et de mensonges orchestrées par l'administration étasunienne ces derniers mois, sous prétexte des justes peines infligées à un groupe de mercenaires recrutés, payés, instruits et dirigés par le gouvernement de la superpuissance.

Ces gens-là exécutaient des actions visant à la liquidation de l'ordre politique, économique et social décidé par les Cubains dans le cadre d'une Constitution votée par référendum à la majorité écrasante des électeurs en 1976, deux siècle après l'adoption de la Constitution étasunienne qui, soit dit en passant, est toujours en vigueur, bien qu'une partie significative de la population des USA, en

particulier les Afro-Américains, les femmes et les personnes à faible revenu, n'ait jamais été consultée à cet égard.

La campagne menée contre Cuba – qui se poursuit d'ailleurs et qui peut compter sur la complicité cynique et active de plusieurs gouvernements clients de l'Empire – recourt aux techniques d'intoxication les plus perfectionnées dont les prémisses furent posées par les tenants du nazi-fascisme en vue de faire croire par la bande que les mercenaires justement punis sont des « dissidents », de « pacifiques opposants politiques », des « défenseurs des droits de l'homme », ou encore des « journalistes, des bibliothécaires et des syndicalistes indépendants », et qu'ils ont été punis « arbitrairement et injustement » pour le simple fait d' « avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, d'opinion et d'association ».

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, se fondant en cela sur la Charte des Nations Unies, reconnaît : « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. » Il reconnaît aussi que les Etats « sont tenus de faciliter la réalisation » de ce droit et de le « respecter... conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies ».

Nul n'a donc le droit de contester l'ordre constitutionnel qu'un peuple décide de se donner dans l'exercice de sa souveraineté. Nul n'a non plus de droit de juger les actes du peuple cubain, à plus forte raison s'il ignore volontairement la menace grave que l'hostilité des Etats-Unis fait peser en permanence sur l'existence indépendante même de sa nation.

Le peuple cubain, à l'instar de tout autre peuple, a donc le droit en ces circonstances de se défendre de l'agression politique, diplomatique, économique, commerciale, financière, radiophonique et télévisuelle que le gouvernement des Etats-Unis réalise contre lui depuis maintenant quarante-cinq ans.

Les pays européens n'ont-ils donc pas établi et appliqué des législations et des décrets spéciaux face à la menace que représentait le fascisme dans les années 30 et 40 du siècle dernier ? Pourquoi personne n'a jamais remis en cause les mesures et les dispositions juridiques démentiellement répressives adoptées pendant la « Guerre froide » aux Etats-Unis et dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest contre le prétendu « péril communiste », et dont beaucoup sont encore en vigueur ?

Pourquoi personne ne condamne les dispositions de la loi Logan, incluse au chapitre 45, titre 18, partie première, du Code de crimes et de procédures criminelles des Etats-Unis d'Amérique, qui stipule que tout citoyen des Etats-Unis, où qu'il soit, qui, sans l'autorisation du gouvernement, engagerait et maintiendrait directement ou indirectement une correspondance avec n'importe quel gouvernement étranger, ou n'importe quel fonctionnaire ou agent dudit gouvernement, au sujet de n'importe quel différend ou de n'importe quelle controverse avec les Etats-Unis, est passible d'une amende ou d'une peine de privation de liberté de jusqu'à trois ans, ou des deux à la fois ?

Alors que les Etats-Unis interdisent à leurs ressortissants d'avoir une correspondance avec un gouvernement étranger au sujet d'un différend ou d'une simple controverse les concernant, on prétend toutefois que Cuba permette au gouvernement d'une puissance impérialiste de recruter et d'utiliser des mercenaires qui, non seulement maintiennent une correspondance avec ledit gouvernement, mais en plus suivent ses instructions et accomplissent des missions qui tendent à favoriser contre leur propre peuple une politique étrangère d'hostilité et d'agressions, et qui visent au renversement des autorités légitimement élues et à la destruction du système constitutionnel que tout un peuple a entériné !

Les droits et les libertés sanctionnés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme le stipule clairement l'article 29, alinéa 3, « ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies », dont, entre autres, donc, l'égalité souveraine des Etats, l'indépendance et l'intégrité territoriale de chaque pays.

Demander au gouvernement cubain de libérer les mercenaires jugés et condamnés par des tribunaux compétents et indépendants en vertu des lois votées par le Parlement, ou de réduire leurs peines, revient à lui demander d'interférer dans le fonctionnement du système judiciaire et à ouvrir la voie à

l'impunité. Ce serait violer non seulement la Constitution et les lois cubaines, mais encore tous les principes et toutes les normes du droit international.

Le cas des mercenaires jugés et condamnés pour des actes contre l'indépendance et l'intégrité territoriale de Cuba

Appliquant les décisions et instructions du gouvernement de la superpuissance, les mercenaires au service de la sa politique anticubaine intensifièrent leurs actions en 2003.,

En effet, dès son arrivée à La Havane en septembre 2002, le chef de la Section des intérêts nord-américains a accru la fréquence des réunions avec ses agents mercenaires recrutés dans l'île. Il a aussi intensifié ses déclarations et ses actions d'ingérence et de provocation, qui violent les normes élémentaires concernant la conduite des diplomates.

Notre gouvernement a, par les canaux diplomatiques, averti la représentation étasunienne et son chef qu'ils violaient les lois cubaines et internationales, tâchant de les persuader de cesser leurs conduites provocatrices et illégales. Or, le chef de la Section n'en a fait aucun cas, organisant des actions subversives encore plus graves.

Cuba a fait preuve de patience et de tolérance, mais les choses en étaient arrivées à un point insoutenable pour la sécurité du pays, compte tenu de la volonté délibérée de la Section des intérêts de fomenter la confrontation et la subversion. Cuba ne pouvait admettre cette violation flagrante en toute impunité des lois cubaines et internationales. Cuba devait protéger l'ordre constitutionnel établi par son peuple et faire respecter l'autorité de son gouvernement légitimement élu. Elle n'avait pas d'autre choix. Elle devait agir d'une façon souveraine et résolue en appliquant ses lois, comme l'aurait fait n'importe quel autre pays au monde.

C'est compte tenu de cette escalade et de la gravité des faits commis par ces mercenaires – atteinte à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'économie de l'Eta cubain – que plusieurs dizaines ont été arrêtés les 18 et 19 mars 2003 et jugés les 4, 5 et 7 avril.

Vingt-neuf procès publics se sont déroulés dans différentes provinces du pays. Les tribunaux ont imposé des peines de privation de liberté allant de six à vingt-huit ans. Malgré la gravité des faits et les dangers que ces actions représentaient pour la sécurité du pays, aucun n'a été condamné à la peine capitale ni à la perpétuité, comme l'a dit faussement la propagande anticubaine.

Les forces de l'ordre n'ont pas recouru à la moindre violence ni à la moindre force pour arrêter les mercenaires qui n'ont pas opposé de résistance car ils savaient parfaitement quel était leur crime et ne manquaient tant de raison morale que de principe de dignité.

La plupart de ces mercenaires purgent actuellement leur peine, tandis que quatorze ont bénéficié d'une « *licencia extrapenal* » (permission hors prison) pour des raisons strictement humanitaires.

Tous les condamnés réalisaient des activités visant au renversement de l'ordre politique, économique et social dont le peuple cubain a fait choix et qui est entériné dans la Constitution. Les tribunaux ont prouvé la responsabilité de chacun dans des actions qui constituent des crimes visant directement à porter atteinte à la souveraineté de la nation. Tous agissaient sur financement et instructions d'une puissance étrangère, qui plus est ennemie de notre pays.

Aucun n'a été jugé et condamné pour avoir exercé ou défendu la liberté d'opinion ou d'expression. Leur seul dénominateur commun est l'amour démesuré de l'argent et le mépris de leur patrie et de leur peuple. Ils ont tous été responsables de graves crimes au services de la superpuissance qui tente de faire plier leur peuple par la faim et la maladie. Ils servaient tous les visées impériales d'une administration qui a brutalement renforcé le blocus génocide en vigueur depuis maintenant presque quarante-cinq ans et qui a aggravé à des niveaux sans précédent son hostilité et ses agressions contre l'île.

Ils ont agi au détriment des droits de l'homme du peuple cubain, notamment contre l'exercice de ses droits à l'autodétermination, au développement et à la paix, les circonstances aggravantes étant qu'ils

les ont violés selon les instructions et grâce au financement de ceux qui, aux Etats-Unis, prétendent provoquer une crise artificielle servant de prétexte à une agression militaire.

Ils ont tous participé à la fabrication de faux prétextes en vue d'aggraver et de renforcer la politique d'hostilité, de blocus et d'agressions des Etats-Unis contre le peuple cubain.

Quels sont les faits précis qui ont déterminé la condamnation des soixante-quinze mercenaires ?

- Participation systématique aux réunions convoquées par la Section des intérêts nord-américains à La Havane autour de législateurs et d'hommes d'affaires de ce pays en vue d'entraver les efforts de ceux qui, aux USA, travaillent à alléger ou à faire lever le blocus appliqué à Cuba. Les mercenaires condamnés ont travaillé avec ardeur en faveur du blocus appliqué à leur peuple et contre la mise en œuvre des résolutions par lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies a exigé – la dernière en date par le vote de 179 Etats membres – la fin de cette politique unilatérale et illégale. Bref, ils ont violé non seulement la loi cubaine, mais encore les normes coutumières du droit international.
- Fabrication de statistiques erronées et de rumeurs ou dénaturations d'informations sur l'économie et la société cubaines en vue de faire fuir les investisseurs étrangers déjà à Cuba ou d'apeurer les investisseurs potentiels, et d'aggraver ainsi les retombées du blocus étasunien sur l'exercice des droits de l'homme par le peuple cubain. Ces mercenaires en sont même arrivés à menacer les investisseurs étrangers en leur faisant savoir qu'une fois détruit l'ordre constitutionnel en place, leurs investissements ne seraient pas respectés.
- Conspirations et plans exécutés sur instructions de l'administration étasunienne et de la mafia terroriste anticubaine de Miami en vue de déstabiliser le pays et de provoquer le renversement de l'ordre constitutionnel décidé souverainement par le peuple cubain. Ils ont fomenté, organisé et exécuté des plans visant à causer des troubles, du désordre et le mécontentement de la population, prétendant provoquer une situation insurrectionnelle qui liquiderait l'ordre juridique et institutionnel du pays ou, du moins, fabriquer une image d'une situation de chaos et d'anarchie telle qu'elle justifierait une intervention extérieure.
- Réception en échange de leurs services criminels contre Cuba d'argent et de cadeaux de la part du gouvernement des Etats-Unis et de la mafia terroriste anticubaine de Miami.
- Communications et réunions périodiques avec des officiers et des agents avérés des services de renseignements des Etats-Unis et des meneurs et des messagers de la mafia terroriste cubano-américaine. Suivant des instructions précises, ils cherchaient et remettaient à la Section des intérêts des Etats-Unis des informations à valeur opérationnelle et stratégique concernant l'économie et la sécurité nationale.
- Fabrication d'allégations mensongères en vue de faire du tort à l'image du pays. Ces mensonges, remis aux services étasuniens en échange d'argent, étaient abondamment utilisés dans les campagnes médiatiques orchestrées par les organes du gouvernement étasunien et ayant eu des retombées négatives sur des activités vitales du pays, tel le tourisme.
- Dénaturation du rôle de Cuba dans la coopération internationale dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogues et contre le trafic d'êtres humains, ou encore la promotion et la protection des droits de l'homme, et répétition des mensonges fabriqués de toutes pièces par les services secrets étasuniens en vue de fournir à l'administration des prétextes pour continuer d'inscrire notre pays sur toutes les listes où celle-ci se permet de qualifier publiquement la « mauvaise conduite » d'autres gouvernements.
- Fabrication de fausses nouvelles et de rumeurs qui portent atteinte à la dignité de millions de Cubains et de leurs représentants légitimes.
- Actions mettant en danger l'intégrité corporelle et le droit à la vie de millions de Cubains et de Cubaines, et l'indépendance conquise au prix du sang, de la douleur et du sacrifice de millions de ses meilleurs citoyens et citoyennes.

Plusieurs des mercenaires condamnés disposaient de « laissez-passer » permanents à la Section des intérêts nord-américains, un privilège que les ambassades et autres institutions similaires dans le monde ne réservent qu'à leurs fonctionnaires et employés.

Au cours des procès, l'accusation a présenté des récépissés et des factures relatifs à des envois d'argent ou des dons en nature du gouvernement nord-américain, remis aux mercenaires par différentes voies : à travers des sociétés commerciales ; à travers des organisations de la mafia terroriste anticubaine de Miami ; à travers des messagers ou « mulets » qui entraînent à Cuba comme « touristes » ou tout simplement directement à travers les fonctionnaires de la Section des intérêts à La Havane.

Ainsi, Oscar Espinosa Chepe, selon les récépissés et les factures saisis, a touché du gouvernement nord-américain et de ses agents, de janvier 2002 à janvier 2003, au moins 7 154 dollars. On a retrouvé chez lui, dissimulés, 13 660 dollars, dont il n'a pu justifié la possession par des moyens licites.

Héctor Palacios avait chez lui presque 5 000 dollars, à titre de rétribution de ses activités mercenaires au service du gouvernement nord-américain.

Tous les mercenaires ont été condamnés en vertu de l'article 91 du Code pénal cubain (loi 62 de 1987), et de plusieurs articles de la loi 88, intitulée « Protection de l'indépendance nationale et de l'économie cubaine », promulguée à titre de « loi antidote » face à la politique d'hostilité des USA, en particulier la loi Helms-Burton.

Cuba n'est pas le seul pays au monde à avoir qualifié de délit le fait de coopérer à l'application de la loi Helms-Burton ou de lui obéir. L'Union européenne a aussi adopté un règlement à cet égard. Le Canada, le Mexique, l'Argentine et d'autres pays ont adopté des lois qui punissent le fait de coopérer à son application ou de s'y plier,

L'article 91 du Code pénal⁸⁶ en vigueur à Cuba dit comme suit : « *Actes contre l'indépendance ou l'intégrité territoriale de l'Etat.* Quiconque, dans l'intérêt d'un Etat étranger, exécuterait un fait en vue de porter tort à l'indépendance de l'Etat cubain ou à l'intégrité de son territoire, est passible d'une peine de privation de liberté allant de dix à vingt ans ou de la peine de mort. »

S'il faut en croire les lois de nombreux pays, les conduites et les faits graves des mercenaires les auraient rendus passibles de peines encore plus sévères que celles qui leur ont été infligées à Cuba.

L'instruction s'est faite selon une procédure sommaire, compte tenu de la gravité des circonstances, en conformité avec la loi n° 5 de 1977, dite de Procédure pénale, aux termes de laquelle le président du Tribunal suprême possède la faculté de raccourcir les délais de mise en place du procès, en aucun cas de limiter les garanties de l'application régulière de la loi.

Ce genre de procédure existe dans les législations de plus d'une centaine de pays au monde, dont les USA. À Cuba, elle date de la Loi de jugement criminel de 1888 qui est restée en vigueur comme loi de procédure jusqu'en 1973 où le pays adopta de nouvelles réglementations dont beaucoup en provenaient.

Les mercenaires n'ont pas été jugés et condamnés par le gouvernement cubain, mais par des tribunaux compétents et indépendants qui ont respecté toutes les garanties de l'application régulière de la loi.

Tous les inculpés ont eu droit à un avocat qui, selon la loi cubaine, peut être nommé par eux (ce qui a été cas de 80 p. 100) ou, à défaut, commis d'office. Tous les avocats ont eu accès aux dossiers au préalable.

⁸⁶ Ce genre de crime n'a d'ailleurs pas été défini par la Révolution cubaine : il provient du Code de défense sociale de 1936, quand Cuba était une pseudo-République établie sous les auspices et le contrôle néo-colonial des USA. Ce Code reprenait à son tour d'importantes dispositions et typifications du code pénal en vigueur sous la colonie espagnole.

Les saisies et confiscations de biens ont toujours eu lieu sur mandat judiciaire et une fois prouvée leur origine illicite.

Il n'existe pas la moindre évidence que les autorités compétentes aient recouru à la coercition, aux pressions, aux menaces ou au chantage pour obtenir des déclarations et des aveux de la part des inculpés.

Tous les inculpés ont exercé le droit d'être écoutés durant le procès par des tribunaux civils ordinaires, constitués au préalable dans les provinces respectives, comme le prévoit la loi cubaine. Aucun tribunal spécial n'a été créé à ces fins.

Aucun juge spécial ou d'urgence n'a été nommé. Tous les magistrats exerçaient normalement leur fonction quand les procès ont débuté.

Chaque mercenaire inculpé a été jugé en audience publique, a été écouté par les tribunaux et les magistrats compétents, a exercé son droit à un avocat de la défense et à présenter des témoins et des experts qui ont pu être interrogés par les avocats de la défense.

Les procès ont été publics et contradictoires. Une centaine de personnes en moyenne a assisté à chacun, soit un total de trois mille personnes, essentiellement des proches, en plus de témoins, experts et autres Cubains.

Tous les inculpés et leurs avocats ont eu le droit de fournir des preuves et des témoins à décharge, en sus de ceux présentés durant l'instruction ainsi que par le parquet. Les avocats de la défense ont présenté vingt-huit témoins différents de ceux des témoins à charge, dont vingt-deux, soit la grande majorité, ont été autorisés à comparaître à ce titre durant les procès. Tous les avocats de la défense ont eu connaissance du dossier de l'accusation avant le procès.

Tous les inculpés ont eu le droit, en conformité avec la loi cubaine et comme cela leur a été notifié durant le procès, de se pourvoir en appel devant une instance supérieure à celle qui les avait jugés, en l'occurrence le Tribunal suprême. La plupart l'ont fait.

Aucun n'a été jugé pour avoir exercé l'un des droits de l'homme reconnus dans la Déclaration universelle pertinente, telles les libertés d'opinion, d'expression ou d'association.

Les mercenaires condamnés ne sont ni des « syndicalistes », ni des « journalistes » ni, à plus forte raison, des « bibliothécaires » « indépendants », comme les ennemis de la Révolution cubaine le répètent à satiété.

Aucun d'eux n'était journaliste, encore moins « indépendant ». Aucun n'informait de ce qu'il se passait dans la réalité, ils fabriquaient des mensonges ou tout simplement dénaturaient à dessein les faits, en accord avec les diktats et l'argent de Washington. Plusieurs de ces « journalistes indépendantes » avaient du mal à écrire une seule ligne sans faute d'orthographe ou de grammaire. Ils n'étaient pas indépendants puisqu'ils suivaient des instructions et travaillaient comme salariés d'un gouvernement étranger qui faisait office de censeur, de rédacteur en chef et de propriétaire unique et monopolistique tant des médias qui diffusaient leurs « écrits » que de leurs cerveaux.

Aucun d'eux n'était dirigeant syndical et ne pouvait l'être pour la simple raison que la majorité écrasante ne travaillait plus, de leur propre volonté, depuis des années. Ils vivaient de l'argent qu'ils touchaient au titre des missions mercenaires qu'ils réalisaient au service du gouvernement nord-américain et de la mafia terroriste cubano-américaine de Miami. Aucun d'eux n'avait le moindre contact avec un lieu de travail ou un groupement de travailleurs à Cuba. Ils ne pouvaient donc pas occuper des fonctions syndicales. Et jamais aucun groupe de travailleurs ne les avait élus comme représentants de leurs intérêts.

L'existence à Cuba de « bibliothécaires indépendants » est une plaisanterie. Peu de pays au monde a créé autant de bibliothèques publiques avec une telle variété de titres accessibles librement à tout

intéressé. Peu de pays ont, par rapport à leurs dimensions et à leur population, publié autant de titres et d'auteurs des régions les plus diverses et les a vendus à des prix aussi modiques.

Sans compter les bibliothèques existant dans pratiquement toutes les écoles et universités, presque 400 bibliothèques publiques prêtent des services gratuits à Cuba. Le pays a publié en 2003 plus de 2 000 titres pour un tirage de presque 30 000 000 d'exemplaires. À la Foire internationale du livre de cette année-ci, qui a touché trente-quatre villes, plus de 1 000 titres, soit 5 000 000 d'exemplaires, du meilleur de la littérature universelle ont été vendus à des prix incomparablement plus bas que n'importe où au monde.

Des organisations professionnelles des USA et d'ailleurs, après avoir réalisé des recherches sur place au sujet de ces prétendus « bibliothécaires indépendants », ont pu corroborer la fausseté des allégations lancées dans le cadre des campagnes contre Cuba. Aucun des mercenaires n'était bibliothécaire, à plus forte raison indépendant.

Lors de l'Assemblée générale de l'*International Federation of Library Associations and Institutions* (IFLA) tenue à Boston (USA) en 2001, une résolution présentée par des bibliothécaires cubains et nord-américains et voté par 86 p. 100 des participants : « 7. Exhorte le gouvernement américain à distribuer largement à Cuba tout matériel d'information, spécialement aux bibliothèques cubaines, et pas seulement avec des "individus ou des organisations non gouvernementales indépendantes" qui représentent les intérêts politiques des États-Unis. » [Cf. le site web de la Bibliothèque nationale José Martí (http://www.bnjm.cu/bnjm/espanol/index_e.asp) et son site web Librínsula, publication numérique ayant à voir avec cette question (<http://www.bnjm.cu/librinsula/2004/febrero/08/index.htm>.)]

Cette résolution décrivait clairement les prétendus « bibliothécaires indépendants » comme des représentants des intérêts politiques des États-Unis à Cuba. Bien mieux, elle exhortait le gouvernement nord-américain à mettre fin à sa pratique nocive de bloquer l'accès de l'immense majorité des citoyens cubains à la littérature nord-américaine de leur intérêt, en particulier aux publications scientifiques et universitaires dans des domaines aussi sensibles que la médecine.

Cette résolution se fondait sur les rapports spéciaux que la commission *Free Access to Information and Freedom of Expression* (FAIFE) de l'IFLA avait présentés en 1999 et en 2001, ainsi que sur une visite de cette Commission et de l'*American Librarian Association* (ALA) qui parcoururent librement la nation et ses bibliothèques.

Dans la communication intitulée « *Payment for Services Rendered: U.S.-Funded Dissent and the Independent Libraries Project* » (Paiement pour services rendus : une dissidence financée par les USA et le Projet de bibliothèques indépendantes) et présentée à la table ronde « Cuba aujourd'hui » lors du Conseil de la côte du Pacifique sur les études latino-américaines, réuni le 8 et 9 novembre 2002 à l'Université de l'Est (Los Angeles), M^{me} Rhonda L. Neugebauer, bibliographe de l'Université de Californie (Riverside), témoigna de la visite qu'elle avait faite à Cuba en 2000 à plus d'une dizaine de « bibliothèques indépendantes » et aux bibliothèques publiques du pays, en compagnie de Larry Oberg, bibliothécaire de l'université de Willamette. On trouvera ci-après un extrait de cette communication :

« En nous entretenant avec leurs propriétaires, nous avons découvert que ces "bibliothèques indépendantes" étaient des points de remise de matériaux et de contact, soigneusement choisis, par le personnel de la Section des intérêts nord-américains et par d'autres, qui s'y rendaient fréquemment pour remettre des documents et de l'argent. Pour pouvoir accepter des matériaux antigouvernementaux et augmenter le nombre de "bibliothèques", les "bibliothécaires" touchaient des émoluments mensuels à titre, comme l'un d'eux le qualifiait, de "services prêtés". »

« Nos entretiens avec eux contrastent en grande mesure avec la campagne lancée par ceux qui les financent aux USA et nous ont permis de constater que les communiqués distribués aux USA au sujet de ces "locaux" étaient faussés à dessein et à motivation politique. »

« Ils avaient été emprisonnés non pour leurs activités de bibliothécaires, mais pour leurs activités illégales et pour avoir organisé des opérations politiques dirigées de l'étranger. »

« Ils sont conscients des connexions politiques, financières et diplomatiques de leur travail avec le gouvernement nord-américain. »

La liberté d'opinion et d'expression est garantie à Cuba. Il n'existe pas d'analphabètes. Tous les citoyens ont droit à l'information la plus complète afin que chacun puisse décider de la vérité par soi-même. La loi interdit les monopoles privés de l'information et de la communications, nationaux ou transnationaux, qui imposent dans d'autres pays les idées et les vues des élites de pouvoir.

Le pays travaille intensément à des programmes d'éducation et de culture générale intégrale qui permettent de faire face avec succès à l'intoxication idéologique et culturelle de l'impérialisme, soutenue par les activités des transnationales étasuniennes de l'information et des loisirs.

À Cuba, toute personne a accès aux moyens d'information et de communication qui sont utilisés en fonction des besoins élevés de la société et de l'éducation des enfants et des jeunes, dans un esprit de justice sociale, de liberté, d'égalité et de solidarité humaine.

Les soins médicaux fournis aux mercenaires en prison. La vérité sur certains des cas les plus notoires de la campagne médiatique contre Cuba

La dignité humaine et l'intégrité corporelle et psychique des mercenaires incarcérés ont été rigoureusement respectées ; ils ont bénéficié des mêmes larges avantages que l'ensemble de la population carcérale. (Cf. le chapitre 5 de la Troisième Partie du présent document.)

Il est absolument faux d'affirmer que les droits de l'homme d'un seul d'entre eux ont été violés.

Aucun d'eux n'a été victime de châtiments corporels, de traitements cruels, inhumains et dégradants ou d'humiliation ou de vexation. Aucun d'eux n'a été victime d'une réduction de l'alimentation ou de l'eau potable, ou privé des services médicaux absolument gratuits dont bénéficient l'ensemble de la population et l'ensemble des détenus.

Les mercenaires ne font l'objet d'aucune discrimination par rapport au reste de la population carcérale : ils bénéficient, au même titre que le reste des prisonniers, des soins médicaux adéquats, y compris des services d'urgence, et de tous les avantages et droits que la législation et les règlements leur reconnaissent.

Ils ont le droit de recevoir des visites de leurs proches, d'établir des communications téléphoniques et d'échanger de la correspondance, et bénéficient tous d'exercices physiques en plein air.

Ils ont le droit, s'ils le souhaitent, de recevoir une assistance spirituelle et religieuse.

Tous les mercenaires ont le droit d'utiliser le « pavillon conjugal » pour recevoir leur conjoint. Ils ont aussi le droit de voir la télévision aussi longtemps que dure la programmation et de bénéficier d'autres médias.

Ils bénéficient tous de soins et de traitements médicaux de qualité, dont les urgences, les soins dentaires et les consultations spécialisées.

Des médecins et des personnels infirmiers très qualifiés s'occupent des mercenaires chaque fois que ceux-ci se plaignent de quelque chose, ou chaque fois que les parents et les proches, ou les gardiens et les fonctionnaires, et d'autres prisonniers le demandent ou le suggèrent.

Ceux qui en ont eu besoin ont été hospitalisés dans les salles prévues à cet effet des hôpitaux normaux, où on leur garantit l'accès aux nouvelles techniques et aux médicaments mis au point dans le pays.

Chaque mercenaire ayant besoin d'un régime alimentaire spécial en a bénéficié. Dans la plupart des cas, les maladies dont ils souffrent ont été contractées avant leur incarcération.

Dans tous les cas, les proches ont été dûment et opportunément informés par les médecins de l'évolution, des traitements et des soins médicaux prescrits et réalisés. Les autorités pertinentes ont toujours répondu aux inquiétudes soulevées par les mercenaires dans ce domaine.

Des représentants du corps diplomatique accrédité à Cuba ont eu l'occasion, en octobre 2004, de visiter différentes prisons où ils ont pu constater les caractéristiques du système pénitentiaire cubain et de sous-système de santé, ainsi que les avantages et les droits dont bénéficient les détenus, où ils ont reçu une large information et pu dialoguer avec les détenus des deux sexes.

Les fonctionnaires de Washington ont toujours plus de mal à poursuivre leur campagne de calomnies et d'intoxication sur la situation de leurs mercenaires à Cuba.

La récente relaxe de quatorze mercenaires à titre de « *licencia extrapenal* » pour des raisons de santé a asséné un coup dur aux campagnes médiatiques. Aucun d'eux n'a pu présenter la moindre preuve crédible qu'il ait été maltraité, humilié ou molesté ; aucun n'a vu son état de santé s'affaiblir à cause des conditions de réclusion ou du traitement reçu en prison ; aucun n'a pu prouver qu'il ait été privé de soins médicaux ou que ceux-ci lui aient été lésinés.

La relaxe de ces quatorze mercenaires a été justifiée – il faut le préciser – par des raisons purement humanitaires. Ils ont tous eu la possibilité de se soumettre volontairement aux examens médicaux nécessaires à la délivrance de cette « *licencia extrapenal* ».

L'un des cas les plus utilisés dans la campagne contre Cuba, sous prétexte de carence de soins médicaux, a été celui de **Martha Beatriz Roque Cabello**

Comme tous les autres, elle a été jugée pour ses activités mercenaires au service de la politique d'hostilité et d'agressions de l'administration étasunienne contre Cuba : elle maintenait des relations de conspiration avec des fonctionnaires de la Section des intérêts des USA à La Havane. Elle a réalisé des actions visant à la destruction de l'ordre constitutionnel entériné par la majorité écrasante du peuple cubain. Il a été prouvé durant le procès qu'elle avait touché de l'argent et reçu des instructions de l'administration étasuniennes et d'organisation de la mafia terroriste anticubaine de Miami.

Elle avait été choisie par la SINA pour avoir des rencontres avec des fonctionnaires, des législateurs et des hommes d'affaires étasuniens en visite à Cuba en vue d'empêcher toute modification de la politique de l'administration des USA. Son dossier contient des documents qui prouvent les remises de fonds de la part de celle-ci.

Elle a participé fréquemment des rencontres conspiratives avec les chefs de la SINA Vicky Huddleston et James Cason. Par exemple :

- Le 4 juillet 2002, le 30 août 2002 à la résidence du chef de la SINA (Vicky Huddleston) ; le 16 septembre 2002 et le 30 octobre 2002, chez James Cason.
- Le 19 décembre 2002, à la SINA avec son chef Cason.
- Le 22 janvier 2003, chez le fonctionnaire de la SINA, Gonzalo Gallegos.

Elle a aussi reçu de fréquentes visites à domicile elle de fonctionnaires de la SINA, entre autres :

- Le 24 septembre 2002, de Ricardo Zúñiga, second secrétaire politico-économique.
- Le 21 novembre 2002, de James Cason et de Ricardo Zúñiga.
- Le 10 décembre 2002, de Gonzalo Gallegos.
- Le 24 février 2003, des trois précédents.

À son entrée en prison, l'administration étasunienne a déclenchée une gigantesque campagne médiatique sous prétexte de son état de santé et du refus des autorités cubaines de lui fournir les soins médicaux requis.

Or, chacune des allégations tissés dans ce cas est fausse. À son entrée en prison, elle a fait l'objet d'un examen médical, d'un examen dentaire, d'études complémentaires (hémogramme, sérologie

VDRL et sida) qui se sont avérés négatifs. On lui a commencé un suivi nutritionnel et on a actualisé ses vaccins.

Ces examens ont permis de constater qu'elle souffrait avant son incarcération d'hypertension artérielle, de diabète type II compensé, de cardiopathie hypertensive avec bloc de branche gauche complet, et d'arthrose cervicale et du genou droit.

Roque Cabello a été examinée tous les quinze jours par un spécialiste de médecine interne et toutes les semaines par le médecin de la prison. Elle a fait l'objet de consultations interdisciplinaires (chirurgie, orthopédie, urologie, gynécologie, psychiatrie, cardiologie, endocrinologie, entre autres).

Elle a maintenu des contacts périodiques avec sa famille à laquelle le médecin de la prison a donné des explications précises et détaillées sur son état de santé et sur le traitement prescrit.

Rappelons que, selon les informations fournies par les autorités pénitentiaires, Roque Cabello a commencé, à partir de juillet 2003, à refuser les soins médicaux, les médicaments et les aliments fournis par la prison, n'acceptant plus que ceux que lui remettait ou lui envoyait sa famille.

Dès le 22 juillet 2003, elle a été transférée à la salle des détenus de l'hôpital militaire Carlos J. Finlay où elle a reçu la visite hebdomadaire de sa famille. Les 8 et 10 juillet, elle a de nouveau refusé les aliments, contestant la présence d'une détenue noire dans sa cellule.

Le 27 juillet, on lui a fait une tomographie du thorax et un électrocardiogramme quand elle a fait état d'une douleur à la poitrine. Les deux examens ont été négatifs, autrement dit ont prouvé qu'aucun trouble n'indiquait un danger pour sa vie, contrairement aux inventions de la propagande anticubaine. Les médecins lui ont prescrit le régime alimentaire et les médicaments correspondants.

Ce même 27 juillet, le chef de salle de cet hôpital a expliqué à sa nièce María de los Ángeles Falcón Cabello, l'état de santé de sa tante, le traitement prescrit, le résultat des analyses, les études réalisées et les nouveaux examens prévus.

Le 28 juillet, un nouvel examen médical a permis de constater que les signes vitaux étaient stables et que le taux de glycémie restait élevé, si bien que les médecins l'ont maintenue en soins intermédiaires et lui ont prescrit un régime pour diabétique.

Les mois suivants, et jusqu'à sa relaxe, on lui a fait des analyses complémentaires (glycémie, échographie, uroculture et exsudats).

Durant son séjour en prison, elle a bénéficié des mêmes droits et avantages que les autres détenus. Elle a reçu trente visites familiales, de nombreux appels téléphoniques et une assistance religieuse. Toutes les semaines, sa famille lui fournissait des denrées alimentaires, sans restriction de poids ni de variété. À partir du 15 mars 2004, elle a eu droit de disposer d'un téléviseur dans sa cellule de la salle de détenus de l'hôpital militaire Carlos J. Finlay.

Au moment de la délivrance de sa « *licencia extrapenal* », son diagnostic était le suivant : hypertension artérielle essentielle légère avec répercussion cardiovasculaire ; cardiopathie hypertensive compensée ; douleur thoracique non cardiovasculaire ; diabète type II ; fibromyalgie et dysplasie mammaire.

Le traitement prescrit était le suivant : régime alimentaire de diabétique (1800 kcal et formule basique de viande), aténolol, ranitidine, glibenclamide, vitamines A, C et E, frenal, voltaren, benadrilin.

Elle a bénéficié de la « *licencia extrapenal* » le 23 juillet 2004. Avant son départ de l'hôpital, elle a été examinée par les médecins qui lui ont prescrit le traitement à suivre pour contrôler ses maux. Son état de santé générale était alors bon et stable, et ses signes vitaux étaient normaux.

Un autre cas à fort battage publicitaire a été celui de **Raúl Ramón Rivero Castañeda**.

Jugé lui aussi pour ses activités mercenaires au service de la politique d'hostilité et d'agressions du gouvernement des Etats-Unis contre Cuba. Il a réalisé des actions visant à la destruction de l'ordre constitutionnel cubain. Le procès public a permis de constater qu'il avait touché de l'argent et reçu des instructions de l'administration étasunienne et d'organisations de la mafia terroriste anticubaine de Miami. Il maintenait des relations conspiratives étroites avec des fonctionnaires de la Section des intérêts des USA à La Havane.

Parmi les « mérites » journalistes et intellectuels de Raúl Ramón Rivero Castañeda, disons en particulier qu'il a été un des promoteurs et signataires en 1995 d'une lettre de soutien à l'adoption de la loi Helms-Burton qui a aggravé le blocus génocide et concevait les plans, les voies et les moyens de détruire l'ordre constitutionnel cubain.

Son dossier contient des preuves des fonds qu'il a touchés de l'étranger, en particulier de l'administration étasunienne, et de ses liens avec la SINA et avec l'ex-agent de la CIA Frank Calzón.

Citons en guise d'exemples de ses réunions conspiratives avec des fonctionnaires de la SINA :

- Rencontre organisée chez elle par Vicky Huddleston, chef de la SINA, avec David Mustelier, responsables des affaires cubaines à l'US/AID.
- Rencontre chez Gonzalo Gallegos, fonctionnaire de la SINA, le 15 mai 2002.
- Déjeuner de travail chez Vicky Huddleston.
- Réunion convoquée par James Cason, chef de la SINA, chez lui le 16 septembre 2002, en compagnie de six autres fonctionnaires.
- Activité convoquée par James Cason, le 19 décembre 2002, en compagnie de douze autres fonctionnaires.

À son incarcération, on lui a fait un examen médical initial, un contrôle dentaire, des examens complémentaires (hémogramme, sérologie VDRL et sida) ayant donné des résultats négatifs. On a commencé un suivi nutritionnel et on actualisé ses vaccins.

Suite à cet examen, les autorités médicales de la prison ont confirmé que Rivero souffrait d'insuffisance artérielle périphérique, d'obésité exogène, de kystes multiples au rein gauche et de lymphangite du membre inférieur.

C'est à partir de ce diagnostic qu'on lui a fait des consultations hebdomadaires programmées, sans parler des consultations demandées par Rivero lui-même. Il a fait l'objet de consultations interdisciplinaires (médecine interne, chirurgie générale, angiologie et néphrologie).

Du 22 février au 1^{er} mars 2004, il a été hospitalisé à la salle des détenus de l'hôpital provincial de Ciego de Ávila puis envoyé à la prison de Canaleta dans cette province.

Il a fait l'objet d'autres examens médicaux à l'hôpital provincial de Ciego de Ávila. Il a été observé de nouveau par des spécialistes d'angiologie et de néphrologie qui confirmèrent que ses pathologies de base étaient stables et ont recommandé un suivi par des échographies et des tests fonctionnels du rein tous les six mois et une consultation à l'hôpital national des détenus en novembre 2004 en vue d'actualisation des examens. Il a reçu la visite de sa femme durant son hospitalisation.

Parmi les analyses complémentaires qu'on lui a faites durant son incarcération, citons les suivantes : hémoglobine, créatinine, acide urique, leucogramme, alanine amino transférase (ALAT), rayons X du thorax, électrocardiogramme, échographie abdominale, crachat bacilles acido-alcool-résistants (BAAR), immuno-hématologie érythrocytaire, hématocrite, aspartate amino transférase (ASAT), phosphatase alc, cholestérol, triglycérides, P. urine.

On lui a aussi un électrocardiogramme et un échocardiogramme qui n'ont rien donné.

Durant son séjour en prison, il a bénéficié de nombreux droits et avantages, comme le reste de la population carcérale, entre autre, huit visites familiales, pavillon conjugal à cinq reprises, nombreux appels téléphoniques (cent minutes par mois et trois appels supplémentaires), assistance religieuse à trois reprises. À chaque visite, sa famille a pu manger avec lui et lui apporter vingt kilos de vivres.

Son diagnostic de santé au moment de son relaxe était le suivant : obésité exogène, bronchite chronique simple et rein gauche à kystes multiples. On lui a prescrit le traitement suivant : régime alimentaire de 1800 kcal, exercice physique trois fois par semaine (marche à pied de trente à quarante minutes), et consommation dosée de daflon, de multi-vitamines et d'aspirine.

Rivero a bénéficié d'une « *licencia extrapenal* » le 1^{er} décembre 2004, compte tenu de son état de santé, qui était alors stable, avec des signes de vie normaux et un bon état de santé général.

Toutes les « *licencias extrapenal* » délivrées aux mercenaires ont été avalisées par des critères médicaux rigoureux.

La délivrance d'une « *licencia extrapenal* » à ces gens prouve une fois de plus la nature magnanime, le profond humaniste et l'absence de rancœur et de haine de la Révolution cubaine qui, comme nous l'avons déjà dit, a donné dans l'histoire des exemples irréfutables à ce sujet. L'Armée rebelle partageait dans la Sierra Maestra ses rares médicaments et aliments avec les soldats de la tyrannie faits prisonniers ou blessés ou malades. Existe-t-il un exemple plus clair de traitement humanitaire que celui qui a été accordé aux mercenaires capturés après la défaite de l'invasion de Playa Girón ?

La « *licencia extrapenal* » peut être délivrée pour la durée pertinente et pour des motifs justifiés. L'article 31 du Code pénal cubain signale à l'alinéa 3b et à l'alinéa 4 :

*3. En ce qui concerne les condamnés à une peine de privation de liberté temporaire :
[...] b) Le tribunal les ayant condamnés pourra leur octroyer, pour des motifs justifiés et sur demande, une « permission hors prison » pour la durée qu'il estimera nécessaire. Elle pourra aussi être concédée pour des motifs extraordinaires par le ministre de l'Intérieur qui devra en informer le président du Tribunal suprême populaire.*

4. La durée de la « permission hors prison » et des autorisations de sortie de l'établissement pénitentiaire visées à l'alinéa précédent est créditée au terme de la peine privative de liberté, pourvu que le condamné ait observé une bonne conduite durant le temps de la permission ou de l'autorisation. De même les réductions de peine concédées au détenu durant sa purge sont créditées au dit terme.

Le fait que cette « *licencia extrapenal* » existe dans le code pénal cubain et qu'elle soit appliquée dûment dans les cas pertinents ratifie une fois de plus le caractère foncièrement humain du système pénitentiaire cubain. Le respect de la légalité fait partie de la culture des autorités cubaines et les inspire.

Quelle différence avec ce qu'il se passe dans les prisons étasuniennes ou dans le vrai camp de concentration établi sur la base navale de Guantánamo !

Quelle différence de traitement humain et respectueux de détenus entre les établissements pénitentiaires cubains et les tortures et les humiliations systématiques infligées par les troupes étasuniennes aux prisonniers iraqiens !

Quelle différence abyssale entre le traitement octroyé à ces mercenaires dans les prisons cubaines et celui que reçoivent les cinq compatriotes incarcérés injustement dans des prisons étasuniennes pour avoir lutté contre le terrorisme !

S'en tenant strictement à la raison et au droit, respectant rigoureusement la dignité et l'intégrité corporelle et psychique de tout être humain, Cuba continuera d'adopter les mesures pertinentes pour défendre le peuple de la politique d'hostilité, de blocus et d'agressions de l'administration étasunienne.

Les mercenaires d'une puissance étrangère qui s'efforce de détruire l'ordre constitutionnel mis en place par le peuple cubain ne jouiront jamais de l'impunité, pas plus qu'ils n'en jouiraient dans aucun autre Etat souverain qui respecte la volonté des citoyens.

Les lois cubaines fixent le cadre dans lequel les transgresseurs sont punissables. Le gouvernement cubain fera appliquer les dispositions inscrites dans les lois votées par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire en représentation du peuple et après de larges consultations avec lui. La Constitution et les lois expriment la volonté souveraine de l'ensemble du peuple cubain et personne ne peut se situer au-dessus d'elles.

Cuba sait que la raison et la justice sont de son côté.

CHAPITRE 6 : L'AGRESSION RADIOÉLECTRONIQUE DES USA CONTRE

CUBA

Antécédents d'une guerre silencieuse

C'est dès les premières années du XX^e siècle que le jeune impérialisme étasunien recourut aux principaux progrès techniques en matière de diffusion pour ses actions de propagande, d'ingérence et d'intervention. La radio joua dans cette première étape de pénétration et de domination impériales un rôle de premier plan, puisque les transmissions des USA vers l'Amérique latine débutèrent le 25 mai 1924 sous la couverture de l'Union panaméricaine.

Les interférences sur ondes moyennes entre Cuba et les Etats-Unis remontent à bien avant janvier 1959. Dès les années 30, les radios cubaines – dotées de systèmes d'antennes peu efficaces et peu puissants – étaient perturbées par les interférences des radios étasuniennes qui étaient équipées d'émetteurs bien plus puissants et de systèmes d'antennes plus performants.

C'est en 1937 que se tint à La Havane la Conférence régionale de radiodiffusion, au terme de laquelle les seize Etats participants créèrent le Bureau interaméricain de radio et distribuèrent les fréquences en Amérique selon trois régions. Cette conférence avait été convoquée à la demande des USA qui négocièrent en position de force pour imposer aux participants les bases techniques qu'ils avaient conçues pour garantir la continuité des privilèges dont bénéficiaient les radios étasuniennes, aussi bien aux USA mêmes qu'à l'étranger.

Les instruments signés à La Havane le 13 décembre 1937 comprirent l'*Inter-american Convention on Radio Communications* (Convention interaméricaine relative aux communications radio), l'*Inter-american Agreement on Radio Communications* (Accord interaméricain relatif aux communications radio) et le *North American Radio Broadcasting Agreement* (NARBA).

Ce dernier réglementait la radio sur ondes moyennes dans la région définie comme l'Amérique du Nord, à savoir le Canada, les USA, Cuba, Haïti, le Mexique, Terre Neuve et la République dominicaine.

Elle définit cent cinq canaux de radiodiffusion classés en canal libre, canal régional et canal local et distribués comme suit : le Canada, 14 ; Cuba, 9 ; les USA, 63 ; Haïti, 1 ; le Mexique, 15 ; Terre Neuve, 2 et la République dominicaine, 1.

Possesseurs des moyens de radiodiffusion les plus développés, les USA se taillèrent la part du lion puisqu'ils obtinrent largement plus de la moitié de toute la bande, presque toujours à partir de stations sur « canal libre », ce qui leur permettait d'offrir un service exempt d'interférences à de vastes zones, aussi bien vers l'intérieur que vers les voisins les plus proches.

La distribution susmentionnée obligea les autres pays signataires à accorder une protection aux vastes zones de services délimitées par les techniciens du secrétariat étasunien au Commerce.

Le développement ultérieur de la radiodiffusion cubaine, en particulier, serait constamment entravé par les coûts économiques qu'imposait la nécessité d'installer des réseaux d'antennes directionnelles complexes et onéreux afin de pouvoir diminuer la force des signaux en provenance des USA et offrir ainsi la protection stipulée dans la Convention régionale. On ne pouvait installer des antennes peu coûteuses que pour de très petites radios locales à faible puissance et donc à portée très réduite.

C'est le 13 septembre 1949 que se tint, après plusieurs ajournements, la Troisième Conférence régionale nord-américaine de radiodiffusion, laquelle dura jusqu'au 8 décembre et dut être suspendue devant l'impossibilité d'un accord entre Cuba et les USA.

Elle reprit en août 1950 pour analyser les allocations de fréquences, de puissances et d'emplacements des radios. Y participèrent les USA, le Canada, le Mexique, Cuba, Haïti, la Jamaïque, les Bahamas et la République dominicaine. Elle se conclut sur l'adoption d'une nouvelle version du NARBA, qui assigna 3 805 stations. Les USA en reçurent 2 402, soit 80 p. 100 ; Cuba, 116, soit 2 p. 100. Les allocations des USA se distribuèrent entre les 106 canaux disponibles ; Cuba eut accès à 81.

L'aspect le plus saillant de ce nouvel Accord fut la distribution tout à fait inégale des priorités, à savoir les droits de protection des zones de service des émetteurs.

Ce nouveau NARBA de 1950 permit aux USA de s'assurer la domination virtuelle des ondes moyennes dans la région et le droit d'agresser ainsi Cuba et d'autres pays de la région.

Les cas de la Voix de l'Amérique et de Radio Swan

Comme le gouvernement cubain l'a dénoncé devant les tribunes internationales les plus variées depuis le triomphe même de la Révolution, le 1^{er} janvier 1959, les différentes administrations étasuniennes ont utilisé toute leur puissance économique et technique pour soutenir l'agression radiophonique contre Cuba. Recourant à des émissions de radio, d'abord, et de télévision ensuite, elles n'ont cessé de faire irruption dans l'espace radioélectrique cubain, diffusant des programmes spécialement conçus pour inciter au renversement de l'ordre constitutionnel mis en place par le peuple cubain. Aucun autre peuple au monde n'a fait l'objet si longtemps de la part d'une puissance étrangère d'un tel matraquage de mensonges et d'incitation à la destruction et à la haine.

Conçue, mise en place et financée par des groupes de pouvoir étasuniens qui ne renoncent pas à leur prétention de réimposer leur contrôle néo-coloniale sur l'île, de connivence avec la mafia terroriste d'origine cubaine installée sur le territoire de la superpuissance, l'agression radioélectronique constitue un instrument clef de la politique d'hostilité, de blocus et d'agression des USA contre le peuple cubain. Ces transmissions illégales de radio et de télévision cherchent, par des mensonges, la dénaturation des faits et la propagande mensongère, à promouvoir le désenchantement du peuple cubain envers sa Révolution, et donc sa remise en cause, l'irrespect de l'ordre constitutionnel en place et le heurt aux autorités, l'émigration illégale au risque de la vie, bref à déclencher une crise artificielle qui servirait de prétexte aux USA pour intervenir militairement et entreprendre une guerre de reconquête.

L'emploi de la radio comme instrument de guerre et de subversion est devenu une norme du département d'Etat nord-américain dès la fin des années 50, notamment à partir du jour où l'Agence d'information des Etats-Unis (USIA) fut placée sous la direction de Leonard Marks et de Frank Shakespeare, deux notoires idéologues anticommunistes.

C'est le 21 mars 1960 que débuta officiellement l'agression radio contre la Révolution cubaine quand La Voix de l'Amérique, un des organes clefs de manipulation, de propagande et de guerre psychologique et idéologique des USA, commença à transmettre en espagnol.

Ces émissions, bien que censément adressées à « tout le continent », visaient en fait Cuba, reflétant l'agressivité croissante des autorités étasuniennes face aux transformations révolutionnaires en cours dans l'île.

Radio officielle de l'administration, La Voix de l'Amérique se heurtait toutefois à des limites, en tant qu'organe de propagande, dans le cadre de la politique de guerre non déclarée contre la Révolution cubaine : ainsi, elle ne pouvait par exemple, au risque de fournir des arguments contre les autorités de Washington, inciter directement le peuple cubain à la révolte ou lui donner des instructions pour exécuter des actions terroristes.

Ce qui explique pourquoi une nouvelle radio subversive sous couverture commerciale, *Radio Swan*, vit le jour le 17 mai 1960 afin de réaliser des programmes qui serviraient bel et bien, eux, à stimuler et à instruire les terroristes opérant à Cuba.

Radio Swan commença à opérer sur une fréquence soigneusement choisie pour toucher toute l'île et causer le moins d'interférences possibles aux émissions des USA. Radio clandestine, elle ne fut jamais inscrite au Registre international des fréquences de l'Union internationale des télécommunications (UIT)⁸⁷.

⁸⁷ L'Union télégraphique internationale vit le jour à Paris en 1865. Son appellation actuelle fut modifiée à la Conférence plénipotentiaire tenue à Madrid en 1932. L'UIT, organisation

Selon des documents rendus publics en 1980, elle coûtait à la CIA de 400 000 à 500 000 dollars par mois ; elle transmettait de huit à douze heures par jour, parfois en trois tranches (matin, après-midi, soir).

Peu avant l'invasion mercenaire de la baie des Cochons en avril 1961, *Radio Swan* fut équipée d'un émetteur supplémentaire sur la bande internationale à ondes courtes de 49 mètres, fonctionnant sur une fréquence de 6 000 kHz et braqué bien entendu sur Cuba.

Les émissions de *Radio Swan* devinrent de plus en plus ouvertement agressives, incitant à différentes formes de terrorisme, dont le sabotage économique, la destruction d'installations administratives et de services, l'assassinat des principaux dirigeants, etc.

Quand l'invasion mercenaire de la baie des Cochons, organisée, financée et dirigée par le gouvernement étasunien débuta le 17 avril 1961, *Radio Swan* fournit un soutien et des instructions directes à la contre-révolution et aux agresseurs.

Une fois les envahisseurs défaits par le peuple cubain, la CIA décida de débaptiser cette radio – totalement discréditée – et de la renommer *Radio América*, prétendument « la voix de la vérité pour tout le continent », qui poursuivit la propagande contre Cuba jusqu'à ce que, victime de la réduction des gros budgets dont la CIA bénéficiait jusqu'alors dans ses opérations anticubaines, elle disparut vers le milieu des années 60.

Les USA intensifièrent l'utilisation de la radio comme arme de guerre psychologique durant la crise des Missiles d'octobre 1962 en mettant en place le Plan Jacobs, qui envisageait l'installation en urgence de deux nouveaux émetteurs à ondes moyennes sur des cayes du sud de la Floride, sur les fréquences de 1 180 et 1 040 kHz respectivement.

Ces deux émetteurs déclenchèrent une nouvelle phase de la guerre radiophonique, autrement dit l'attaque directe, puisqu'ils s'installaient désormais sur la bande à ondes moyennes afin d'augmenter considérablement les possibilités de réception à Cuba.

Radio Martí, la si mal baptisée

L'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche se traduisit par une recrudescence de l'hostilité et de l'agressivité contre le peuple cubain, entre autres la reprise d'émissions radio gouvernementales visant expressément Cuba.

De plus, faisant gravement insulte à la dignité et au patrimoine historique et patriotique de la nation cubaine, les représentants du gouvernement impérialiste baptisèrent l'émetteur visant à faciliter le rêve annexionniste séculaire des Etats-Unis rien moins que du nom du Héros national, José Martí !

Les émissions du *Service spécial de programmes de la Voix de l'Amérique : Radio Martí* sont, depuis leur lancement, un maillon essentiel de la politique de guerre de propagande, de guerre psychologique et idéologique des différentes administrations étasuniennes contre le peuple cubain.

La victoire de la désormais superpuissance hégémonique dans la « guerre froide » – que d'aucuns ont qualifié de troisième guerre mondiale – et en particulier l'effondrement du socialisme dit « réel » en Europe de l'Est et la disparition de l'Union soviétique poussèrent les stratèges de l'empire triomphant à la conclusion erronée que les méthodes de guerre idéologique employées contre le socialisme dans cette région-là du monde seraient aussi efficaces pour détruire la Révolution cubaine.

Fort de son potentiel technologique et de l'expérience accumulée par un grand nombre de spécialistes hautement qualifiés dans ce genre de sale guerre, Washington renforça ses émissions radiophoniques

internationale siégeant à Genève, est chargée de promouvoir le bon fonctionnement des télécommunications dans le monde entier.

et télévisuelles au point qu'elle se chiffraient en octobre 2004 à 2 258 heures hebdomadaires transmises sur trente fréquences de radio et de télévision.

Des vingt émetteurs qui transmettent des programmes subversifs contre la Révolution cubaine, quatorze sont uniquement braqués contre Cuba, dont deux sont propriété du gouvernement étasunien, *Radio Martí* et *Televisión Martí*, auxquelles la loi d'assignations budgétaires de 2005 alloue 26 700 000 dollars.

Plusieurs émetteurs appartiennent ou prêtent service à des organisations directement liées à des terroristes qui vivent, opèrent et agissent en toute impunité aux USA contre Cuba qui a dénoncé leurs activités aux différentes tribunes des Nations Unies abordant la lutte contre le terrorisme.

La plate-forme du Parti républicain des années 80, connue comme la document de Santa Fe I, explique clairement les raisons ayant motivé la création de *Radio Martí* (baptisée au départ *Cuba Libre*) :

La Havane doit assumer ses responsabilités pour sa politique d'agression contre les Etats frères d'Amérique. On devra, entre autres mesures, créer la radio Cuba Libre sous la responsabilité ouverte des Etats-Unis, qui fournira des informations objectives au peuple cubain... Si la propagande échoue, il faudra lancer une guerre de libération contre Castro...

Quel observateur impartial et connaissant un tant soit peu l'histoire du siècle passé pourrait croire que le gouvernement de Washington – champion de la désinformation et du mensonge – aille consacrer un seul dollar à la transmission d' « informations objectives » au peuple cubain ? A plus forte raison quand il s'agit de politicards de l'Empire qui refusent, par leur politique de blocus génocide, toute possibilité au peuple cubain d'échanger des informations et des idées avec le peuple nord-américain qui n'a pas le droit de visiter l'île ! Le cynisme et l'hypocrisie atteignent leur comble quand on sait que ces mêmes secteurs politiques – hissés aujourd'hui au plus haut du pouvoir par l'administration Bush – ont renforcé leurs obstacles et les prohibitions aux échanges culturels, éducatifs et scientifiques entre Cubains et Etasuniens...

Radio Martí et *Televisión Martí* n'émettent pas d'informations : bien au contraire, elles les falsifient et dénaturent. Elles n'aspirent pas à promouvoir des valeurs comme l'objectivité et le respect de la vérité ; bien au contraire, elles fabriquent le mensonge avec préméditation et incitent à la haine destructrice.

Le Règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT) – édition de 1990 révisée en 1994 – stipule à son article 30, section 1, alinéa 2666, que les émissions de radio à modulation d'amplitude (AM) doivent être conçues comme un service national de bonne qualité dans les limites du pays concerné, ce qui veut dire que, même du point de vue technique et opérationnel, les émissions de *Radio Martí* violent les normes acceptées en la matière à l'échelle internationale : ses transmissions en 1180 kHz sont illégales puisqu'elles envahissent à dessein le spectre radioélectronique du territoire cubain.

Les transmissions sur ondes courtes à partir de treize fréquences de *Radio Martí* sont tout aussi illégales : leur contenu viole des principes consacrés dans la Constitution et la Convention de l'UIT, entre autres l'affirmation apparaissant dans le Préambule selon laquelle les transmissions sur ondes courtes doivent faciliter les relations pacifiques et la coopération internationale entre les peuples.

Tout en prétendant convaincre les naïfs de la « fin des idéologies » par l' « universalisation » des modèles et des dogmes d'une doctrine conçue en fonction des intérêts de domination hégémonique – politique, économique et militaire – des milieux impériaux qui le sous-tendent, le gouvernement étasunien dépense des millions de dollars tirés de la poche des contribuables pour imposer au peuple cubain un climat d'hostilité et de menace de guerre permanent.

Compte tenu de son expérience des quinze dernières années, le peuple cubain ne saurait accepter l'idée que la guerre froide a pris fin : pour lui, elle s'est juste « tropicalisée », avec la circonstance aggravante que l'administration Bush, rendue encore plus matamore et arrogante par ses victoires à la Pyrrhus, ne cesse d'intensifier son hostilité et ses agressions contre la Révolution cubaine : cette guerre n'est plus seulement « tiède », car les menaces périodiques et toujours plus graves de la superpuissance risquent de lui faire atteindre le stade de l'ébullition.

Une télévision que personne ne voit

C'est très tôt après la victoire de la Révolution cubaine que le gouvernement étasunien, parfaitement au courant des caractéristiques technologiques des équipements de télévision installés dans le pays – absolument tous fabriqués aux USA – et de la grande couverture des signaux, envisagea d'utiliser la télévision à des fins d'agression.

Dès 1962, l'Agence d'information des Etats-Unis (USIA) mit au point un plan de propagande anticubaine qui comprenait l'utilisation de deux avions DC-6 évoluant à 18 000 pieds à la limite de l'espace aérien cubain.

Le projet fut ajourné, mais l'idée resurgit sous l'administration Carter quand le professeur George Chester, de l'université du Maryland, proposa une variante de transmission à partir de Key West à travers un canal cubain non utilisé.

Mais c'est sous l'administration Reagan qu'un projet dans ce sens circula pour la première fois au Congrès, demandant une étude de faisabilité afin de pouvoir lancer des transmissions de télévision à des fins d'agression politique et idéologique et de propagande contre Cuba. Bien entendu, la mafia terroriste cubano-américaine de Miami intervint activement pour soutenir cette initiative et exercer des pressions.

En 1989, la Chambre des représentants et le Sénat adoptèrent chacun une résolution autorisant le lancement de la station de télévision à partir du moment où les essais auraient donné des résultats satisfaisants.

La variante choisie fut un ballon captif doté d'un transmetteur d'une puissance d'environ 10 000 watts, qui serait maintenu à une altitude de 10 000 à 14 000 pieds dans la région de la caye Cudjoe. Le signal de télévision serait engendré à Miami, transmis à une station terrienne située sur la caye Cudjoe, puis renvoyé au transmetteur placé dans la nacelle de l'aérostat et enfin réexpédié en direction de Cuba.

Le gouvernement cubain fit son possible sur les plans politique et diplomatique, dont une lettre au président du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour convaincre assez à l'avance l'administration étasunienne de renoncer à cette nouvelle escalade de l'agression sur le terrain des télécommunications et fit savoir sa disposition à négocier un arrangement concernant des échanges de programmes et de transmissions de télévision.

Mais l'agression télévisuelle débuta pourtant le 27 mars 1990. Elle fut neutralisée à peine dix minutes après être entrée sur les téléviseurs cubains. Depuis, jour après jour, les spécialistes cubains bloquent ce signal, y parvenant désormais en une minute.

Le 27 juillet 1990, l'administration étasunienne présenta au Congrès un rapport d'évaluation de la période d'essais de *Tele Martí*, reconnaissant que Cuba avait bloqué les signaux d'une manière efficace et systématique, que le Comité international d'enregistrement des fréquences (*International Frequency Registration Board*) avait certifié l'illégalité de ces transmissions et que la réaction internationale avait été défavorable aux USA. N'empêche que Bush père ordonna la poursuite des émissions.

Les USA prétendent camoufler leur agression impudente à la souveraineté et à la dignité du peuple cubain en arguant que leurs transmissions de télévision ne causent pas d'interférences à Cuba puisqu'elles ont lieu à des tranches horaires où la télévision cubaine ne fonctionne pas. Ils oublient de dire que les chaînes cubaines ont été enregistrées pour offrir des services permanents.

Les USA non seulement transmettent des programmes de télévision bourrés de mensonges, de falsifications de l'histoire et de la réalité cubaines, qui offensent profondément la volonté d'indépendance et de justice du peuple cubain, mais ils prétendent aussi entraver le droit de celui-ci à l'autodétermination en l'empêchant de gérer souverainement, à l'instar de n'importe quel autre pays, ses fréquences radio-électriques et de décider dans ses frontières les modalités et les horaires de transmissions des services de radio et de télévision.

Cette agression radiophonique et télévisuelle prouve non seulement l'insanité de la politique d'hostilité et d'agression contre Cuba du gouvernement étasunien, mais encore son mépris total des normes et des principes du droit international qui régissent les relations entre les Etats.

La guerre radioélectronique des USA contre le peuple cubain viole directement la lettre et l'esprit d'instruments internationaux tels que :

- ⇒ La Charte des Nations Unies et de nombreux instruments internationaux dont les principes et les objectifs consacrent l'égalité souveraine des Etats et la non-ingérence dans les affaires intérieures de ceux-ci.
- ⇒ La Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625(XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1970].
- ⇒ Le Traité international des télécommunications et le Règlement des radiocommunications de l'UIT, en particulier l'alinéa 23.3 qui interdit les transmissions de télévision au-delà des limites nationales.
- ⇒ L'article 1 commun au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1996.
- ⇒ La Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre, adoptée le 28 novembre 1978 par la vingtième Conférence générale de l'Unesco.
- ⇒ La Résolution 37/92 de l'Assemblée générale des Nations Unies, du 10 décembre 1982, qui fixe les Principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe.

Le 20 novembre 1997 marqua une phase qualitativement nouvelle dans l'agression par télévision, puisque *Tele Martí* commença à transmettre sur la bande des fréquences ultra hautes (UHF). Mais le peuple cubain sut riposter de nouveau à l'agresseur, neutralisant en quelques minutes ce signal subversif.

Les différentes tentatives de l'agresseur d'agir par surprise en modifiant le canal ou les heures de transmission ont toutes fait fiasco.

Bush décide d'intensifier l'agression radioélectronique contre Cuba

Le 6 mai 2004, le président Bush décidait d'intensifier l'agression radioélectronique et les campagnes de désinformation et d'encouragement à la subversion : il annonçait l'allocation de dix-huit millions de dollars supplémentaires aux transmissions de *Radio Martí* et de *Tele Martí*, afin que les transmissions se fassent à partir d'un avion militaire C-130 destiné exclusivement à ces fins.

Cette rallonge de dix-huit millions de dollars complète les fonds dégagés dans la Loi d'assignations budgétaires pour 2005 et élève le financement public de ces deux émetteurs à 44,7 millions de dollars.

Forts de leur potentiel technologique et de l'expérience accumulée par de nombreux spécialistes hautement qualifiés dans ce type de sale guerre, les autorités étasuniennes ont intensifié leur guerre radiophonique et télévisuelle contre Cuba, au point d'atteindre en octobre 2004 un total de 2 258 heures hebdomadaires sur trente fréquences différentes.

Par cette décision agressive et défiante, le gouvernement des USA non seulement aggravera ses violations systématiques des réglementations établies par l'Union internationale des

télécommunications, mais violera en plus les résolutions 110 (II) et 127 (II) adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU en 1947, deux ans à peine après la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans sa résolution 110 (II), l'Assemblée générale condamnait « *toute propagande, dans quelque pays qu'elle soit menée, qui est destinée ou qui est de nature à provoquer ou à encourager toute menace à la paix, rupture de la paix ou tout acte d'agression* » ; dans sa résolution 127 (II), elle invitait tous les Etats « *à étudier les mesures qu'il y aurait lieu de prendre sur le terrain national pour lutter... contre la diffusion des nouvelles fausses ou déformées qui sont de nature à nuire aux bons rapports entre les Etats* ».
